
LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

La ligne de démarcation principale

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION : LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT, LA LIGNE DE DÉMARCA-
TION PRINCIPALE p. 5

I. SUR LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT..... p. 13

1. Nous avons besoin de la dictature du prolétariat! p. 15
2. Les armes de la bourgeoisie p. 21
3. L'impasse du réformisme, campagne contre plus fort que soi p. 27
4. Gagner les élections, une victoire? p. 35
5. La seule solution : la voie révolutionnaire..... p. 42
6. La dictature du prolétariat p. 51
7. Contre les anciens bourgeois et les nouveaux..... p. 60
8. La fin de la dictature et de l'État p. 74

POSTFACE : LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT, TOUJOURS LA LIGNE DE DÉMAR-
CATION PRINCIPALE p. 79

II. QUELLE LÉGALITÉ EN RÉGIME BOURGEOIS?..... p. 99

1. Quelle légalité en régime bourgeois? p. 101
2. Privilèges, normes et discriminations en régime bourgeois. p. 109
3. Notre réponse: la démocratie prolétarienne et la dictature du
prolétariat p. 114
4. Leur légalité et la nôtre..... p. 121

III. ITALIE, POPULISME ET FAILLITE DE SA FORME « DE GAUCHE » p. 127

1. Introduction..... p. 129
2. Une alliance révélatrice p. 131
3. Le populisme de « gauche » p. 134
4. L'amour de la bourgeoisie pour le populisme..... p. 137
5. Les voies sans issue p. 140
6. Conclusion..... p. 144

ANNEXES p. 149

- Vive la Commune de Paris!..... p. 151
De l'état d'urgence à l'État d'urgence..... p. 157
Les funestes projets répressifs de la bourgeoisie..... p. 162

Osons poser la question de la politique dans la grève!.....	p. 169
Aller chercher Macron ? Comment ?	p. 174
Wagenknecht/Kuzmanovic : la mutation réactionnaire.....	p. 179

INTRODUCTION:
LA DICTATURE
DU PROLÉTARIAT,
LA LIGNE DE
DÉMARCACTION
PRINCIPALE

Publié le 11 janvier 2018

L'Unité communiste de Lyon est une organisation se revendiquant du communisme. Elle est une organisation s'inscrivant dans une tradition et dans un héritage. Non pas un héritage mort et fétichisé, mais un héritage vivant et dynamique. Elle se revendique, fondamentalement, de l'intégralité de l'histoire du mouvement révolutionnaire et du mouvement ouvrier.

Elle se revendique de la synthèse de l'expérience du mouvement ouvrier et révolutionnaire. D'une synthèse critique, capable de distiller les éléments justes de cette expérience. Cette synthèse est plus large que la seule existence des organisations communistes, que leur seul rôle. Elle doit embrasser l'ensemble de l'expérience, y compris celles qui ont été avortées, inachevées, perdues.

Selon nous, cette synthèse de l'expérience ne se limite pas à tracer la physionomie d'une organisation à coup de citations, de galeries de portraits, de folklore et de mythes. Bien souvent, il nous est adressé la question de savoir si nous nous revendiquons de Staline, de Mao ou de Hoxha. Ce type de question est révélateur d'un certain état d'esprit qui prend les questions à l'envers. Se revendiquer d'un individu est, à notre sens, caduc et inintéressant dans la situation actuelle. Ces individus ont fait partie de l'histoire du mouvement révolutionnaire, du mouvement ouvrier. Nier leur existence ou n'embrasser que leur figure n'aurait pas plus de sens l'un que l'autre. Analyser leurs apports, en intégrer les aspects justes, en ôter les aspects faux, voilà comment nous comptons procéder pour avancer idéologiquement.

D'autant que certains butent sur ces questions. La bourgeoisie a bien fait son travail, elle aiguille sciemment, au travers de sa propagande, au travers de l'Éducation nationale, vers des formes stratégiquement inoffensives de contestation. L'importance de l'anarchisme et du trotskisme comme mouvements dans les pays impérialistes est révélatrice de cela. Cependant, bien souvent, la sympathie pour Trotsky ne signifie pas une adhésion à ses thèses ni à ses pratiques. À l'inverse, combien de marxistes-léninistes autoproclamés orthodoxes usent de l'entrisme, du fractionnisme, du liquidationnisme ?

Il ne s'agit pas de faire pour autant de l'éclectisme, et de brasser large pour se diluer idéologiquement, pour faire du centrisme, pour concilier l'inconciliable. Au contraire, il s'agit de progresser sans laisser la moindre zone d'ombre, sans laisser la moindre trace de poussière. Cacher l'inconsistance politique en se réfugiant dans une case, en se réfugiant sous une étiquette dont le contenu n'est pas maîtrisé n'est pas permis.

L'adhésion ne se fait pas sur un *branding* d'image et de tableaux, mais bien sur un contenu politique. Ce contenu politique que nous définissons comme ligne de démarcation principale, à l'heure actuelle, dans la poursuite de la construction d'un Parti communiste révolutionnaire efficace, est la dictature du prolétariat. Dans la situation actuelle, nous considérons que cette ligne est celle qui correspond à l'état actuel du militantisme au sein de notre État, mais également qu'elle est une question politique accessible aux plus larges masses, tout en étant profonde et complète.

Pourquoi la dictature du prolétariat comme ligne de démarcation ?

Le choix de la dictature du prolétariat comme ligne de démarcation est lié à un constat. Trop souvent, les organisations se revendiquant du communisme dressent une liste de points préalables sans fin à l'adhésion et au travail commun, ou à l'inverse évitent soigneusement cette question. Bien souvent, ces lignes de démarcation sont tracées dans le désert, et ne correspondent pas à des modalités pratiques ou politiques. Elles sont érigées en fétiches. Admirables ou non, justes ou non, elles n'en sont pas moins tout autant de barrières absconses car n'ayant pas de transcriptions concrètes dans la réalité ou dans la pratique, hors de l'iconographie.

Nous avons voulu choisir une autre voie que celle de l'amoncellement de barrières qui ne font que recroqueviller les organisations autour d'un cristal de pure vérité autoproclamée, mais qui les prive de l'espace, de la marge de manœuvre permettant de débattre de la véracité de ce cristal, de le forger au fer de la critique, de la heurter au prisme de la science. Cette attitude sectaire de repli sur une vérité affirmée mais indémontrée, nous l'avons eue nous-mêmes, nous l'avons expérimentée et nous en avons, par le passé, éprouvé les limites.

Nous voulons expérimenter une autre voie, plutôt que celle de la lame de rasoir, affûtée mais fragile, maniée d'une main incertaine, nous optons pour celle du creuset, de l'instance centrale de débat, dans lequel les diverses organisations doivent se fondre pour que naisse, par le travail et l'effort commun, une organisation communiste pouvant déboucher sur un parti communiste. Tout n'a pas besoin d'être préalablement aplani avant d'avancer ainsi. De toute manière la dialectique et la vie font surgir chaque jour de nouvelles questions, de nouvelles luttes de ligne.

Jamais le *Parti communiste (bolchevique) de l'Union soviétique* (PCbUS), jamais le *Parti communiste de Chine*, jamais le *Parti du travail d'Albanie* n'ont été monolithiques. Ces organisations ont certes tendu vers toujours plus d'unité,

toujours plus d'efficacité, mais n'ont jamais été des blocs homogènes à 100 %. Elles ont toujours connu une lutte de ligne intérieure. Nous considérons que l'unification n'est pas équivalente à la résolution immédiate de la lutte de ligne. La résolution de la lutte de ligne ne saurait être préalable au fait d'avancer, cela reviendrait à remplir un tonneau percé. Une base minimale simple, claire, et suffisante doit être dessinée comme préalable. Le reste des questions peut et doit se traiter dans le cadre du débat commun.

Nous-mêmes, faisons le choix d'avancer en commun.

L'*Unité communiste de Lyon* est une organisation qui rassemble des communistes ayant une perception différente de leur idéologie. Certains sont marxistes, d'autres se perçoivent léninistes, d'autres maoïstes. Nous pensons que les questions idéologiques sur ces distinctions sont légitimes. Elles sont légitimes et doivent faire l'objet d'un débat scientifiquement argumenté. Seulement, l'*Unité communiste de Lyon* considère que ces questions peuvent être résolues au sein d'une organisation unique. Leur résolution n'est pas un préalable au travail commun et à l'unification. Leur résolution en est même une conséquence, puisqu'elle crée le cadre scientifique qui permet de faire la démonstration claire et nette de la supériorité de telle thèse sur telle autre thèse. Elle permettra de rejeter les conceptions arriérées et périmées et de systématiser celles qui sont justes.

Dans l'état actuel des choses, certaines questions ne sont pas non plus un préalable à l'adhésion. Bien souvent, la maîtrise du matérialisme dialectique, du matérialisme historique, de l'ensemble des facettes de l'idéologie a été placée comme une nécessité pour devenir adhérent. Comme l'exigence était trop élevée par rapport à ce que des néoadhérents, des statuts intermédiaires artificiels étaient mis en œuvre. Des stagiaires *ad vitam æternam*, parfois, qui attendaient d'être considérés comme dignes de devenir des égaux.

Bien souvent, du fait de l'organisation en sectes, renfermées autour d'une vérité autoproclamée, la progression vers le centre de ces organisations cloisonnées ne se faisait pas en fonction de la progression dans la maîtrise de la théorie et de l'idéologie, mais bien uniquement en fonction du degré de mimétisme des positions du centre. Dans ces conditions-là, la dégénérescence ne pouvait que se manifester tôt ou tard, la présomption et le procès d'intention remplaçant l'analyse, l'attaque et l'agression le débat, l'assèchement de dogmes la démonstration de la justesse des thèses défendues.

Nous voulons une progression en commun, vivante, critique et encourageant l'autocritique.

Nous pensons que la question de la dictature du prolétariat est suffisante et constitue une ligne de démarcation suffisante pour adhérer. Elle n'a pas besoin d'être même formulée selon cette expression consacrée. Le fait de vouloir la constitution d'un pouvoir populaire où le prolétariat et ses alliés dirigent l'État contre les exploités est suffisant.

Pourquoi est-il suffisant ? Parce qu'elle est la condensation de l'objectif politique stratégique du mouvement communiste à l'heure actuelle. Elle conditionne tout et est la condition de tout.

La question de la dictature du prolétariat est le nœud gordien de la lutte. L'atteindre impacte la forme de l'organisation et la question des rapports qui se nouent en son sein. Elle explique le fait qu'une organisation politique communiste ne peut atteindre cet objectif que sous la forme d'un parti de type nouveau, tel que défini par Lénine. Elle conditionne le fonctionnement interne, la nécessité d'avoir un centralisme démocratique, le fait de devoir lutter contre le fractionnisme, contre l'entrisme. Elle conditionne le fait qu'un Parti communiste n'est pas une clique, une bande, une coterie, mais une organisation conçue, organisée, architecturée pour renverser le pouvoir de la bourgeoisie et créer l'État prolétarien. Elle explique que les organisations de ce type ne sont pas des salons de discussion, ni de plaisants clubs, mais des outils conçus pour la plus grande efficacité.

Sommes-nous pour de meilleurs salaires, pour de meilleurs horaires de travail, pour une meilleure couverture santé, pour une défense des droits des chômeurs ? Oui, nous le sommes. Mais limiter là notre revendication politique revient, au final, à demeurer au niveau de l'économisme. Il s'agit du travail des organisations syndicales, du travail des organisations de masse, de défense des masses populaires et de ses intérêts.

La question de la dictature du prolétariat politise la question. Elle pose la question du pouvoir de la bourgeoisie, de la nature de son État, de la nature de ses institutions, de la nature du rapport que peuvent avoir les exploités avec celle-ci. Vouloir défendre ce projet, c'est comprendre le fait que l'État n'est pas amendable, qu'il n'est pas possible de négocier sa forme, de se contenter du cadre étriqué de sa prétendue démocratie. La question de la dictature du prolétariat pose de manière concrète la question de la révolution. Elle le pose d'une manière non abstraite, non comme un but final, non dans une perspective messianique, millénariste, mais comme un moyen concret. Un moyen concret

de disposer des outils pour ériger et construire le socialisme puis le communisme. Elle redonne ainsi au marxisme son caractère fondamental de guide pour l'action, et non d'un fétiche.

La question de la dictature du prolétariat pose également la question du programme. De construire le socialisme dès qu'une zone est sous le contrôle du pouvoir populaire. La question de la dictature du prolétariat pose également celle de la démocratie populaire. La dictature du prolétariat implique deux aspects insécables : celui de la démocratie pour les masses, celui de la dictature contre les ennemis du peuple.

En elle, elle pose la question des soviets, du contrôle populaire sur l'économie, de l'organisation démocratique de celle-ci. Elle pose la question de l'économie politique, de la planification, de la question du rapport avec la nature et avec l'écologie. Elle pose la question d'une économie non plus au service du profit d'une poignée de parasites, mais bien pour répondre à des besoins.

La dictature du prolétariat pose également la question de la difficile gestion de la question des experts, de la bureaucratie d'État, du besoin de spécialistes. Elle pose la question de la liquidation en tant que classe de la bourgeoisie, par le fait d'éliminer le besoin social de ces catégories de population.

Elle pose la question de la contrainte ou de la répression contre celles et ceux qui y sont hostiles et qui veulent s'organiser contre le pouvoir populaire. À la fois contre les irréductibles ennemis du peuple, mais également contre les menées intérieures qui peuvent être faites par certains individus, voire par des corps sociaux entiers comme ceux des experts bourgeois, qui peuvent tenter de se constituer leurs royaumes personnels au sein de l'État prolétarien, et de ce fait, le ronger peu à peu. Elle pose la question de l'éducation des masses, de l'accès à la culture et au savoir, pour résoudre la dépendance vis-à-vis de ces experts, pour avancer vers la résolution de la contradiction entre travail manuel et intellectuel.

Elle pose la question de la capacité à rallier les larges masses populaires, à les convaincre du bien-fondé de l'État populaire par la mise en œuvre d'une politique qui donne des résultats. Elle pose la question de comment se met en œuvre ce ralliement, qui ne peut se faire — et ne s'est pas fait — par la contrainte, mais bien par un lent travail d'éducation des masses sur ce que signifiait cette étape du socialisme, y compris après la conquête du pouvoir par les bolcheviques ou par les organisations révolutionnaires. Elle pose la question des cadres du débat démocratique au sein d'une république soviétique.

Elle pose la question de son affermissement, de la résolution des contradictions non antagoniques par le débat, le dialogue, l'explication ou la conviction. Elle pose les bases de la résolution de la question de la structure patriarcale de la société, du sexisme, du racisme, des maux qui sont tout autant de fléau dans la société pourrissante dans laquelle nous vivons.

Elle pose la question de la défense et des relations internationales, de la volonté de soutien aux opprimés croulant sous le joug d'autres États capitalistes, de l'impérialisme, du colonialisme...

Elle ouvre la voie vers une société sans classe ni État, vers une société communiste.

À l'inverse la dictature du prolétariat démarque les communistes du réformisme, du révolutionnarisme romantique, de l'opportunisme. Elle est ce qui démarque des partis qui ne comprennent pas la nature de classe de l'État, son caractère profond de force d'oppression d'une classe contre une autre. Elle est ce qui démarque, fondamentalement de celles et ceux qui sont inconséquents, qui rêvent d'un Grand soir sans en assumer les implications. Elle est ce qui forme une démarcation entre le messianisme, l'utopisme, l'idéalisme et la volonté d'avancer de manière cohérente, construite, organisée, structurée et efficace. Elle est la distinction entre le vœu pieux et la victoire.

La question de la dictature du prolétariat porte chacun de ces aspects en son sein. Comme dans la création d'un dictionnaire, nous considérons qu'elle est une réponse nécessaire et suffisante, simple et accessible à tous et à toutes, à la question de quelle est notre ligne de démarcation.

I. SUR LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

Publié le 4 juin 2017

1. NOUS AVONS BESOIN DE LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT !

La lutte du prolétariat contre la bourgeoisie est une lutte de longue haleine. Elle s'est manifestée d'une multitude de manières, au travers de méthodes différentes, avec des stratégies et des tactiques diverses et variées.

L'expression de la lutte des classes s'est faite selon des méthodes spontanées, comme le luddisme, par la grève sur le tas, par des colères et des émeutes. Elle s'est faite au travers des organisations syndicales. Elle s'est faite également sous une forme politique, au travers de partis, notamment des partis ouvriers et communistes.

La lutte s'est faite pacifiquement ou dans la violence, dans la victoire ou dans la défaite, dans la solidarité ou dans la trahison. Elle a accouché d'une somme d'expériences immense, dont les théoriciens, les idéologues mais également les praticiens ont su — ou non — tirer profit.

L'utilisation de cette somme de matière a permis de déduire des lois sur le fonctionnement du système capitaliste, de la bourgeoisie, de l'État, des lois qui, en retour, on permet de développer une théorie révolutionnaire adaptée.

La décantation, le travail de critique et de tri n'a pas été effectué par des sages sur leur montagne. Ce sont des individus, des organisations, ancrées dans la réalité de la lutte des classes, ancrées dans les masses, ancrées dans un lien étroit entre théorie et pratique. Ceux et celles qui n'ont pas fait vivre ce lien se sont égarés, ont dévié. Ou dans une dérive aventuriste, dans une fuite en avant éperdue ; ou, à l'inverse dans la désespérance, dans le fait de se vautrer dans la collaboration de classe, dans la trahison, dans l'opportunisme. L'une et l'autre, généralement, finissent par se rejoindre dans un renoncement à la révolution et à la lutte.

Le réformisme est un courant particulièrement puissant au sein de la société. Il représente, en quelque sorte, la « norme » de base du rapport au pouvoir, du rapport à l'environnement politique. Spontanément, les masses et les individus sont réformistes, même sous la forme d'un réformisme radical. Être confronté à l'exploitation pousse à s'en soustraire, à lutter. C'est là un phénomène logique et normal. Mais le fait de remettre en cause l'organisation de l'économie, le fait de remettre en cause l'État et son mode de fonctionnement, demande quelque chose qui ne peut se contenter du regard étroit d'un seul individu. Elle demande

de se hisser au-delà de l'horizon du simple vécu individuel, elle demande un apport théorique supérieur. Devenir l'architecte d'un nouveau système politico-économique, cela demande un travail plus poussé, encore au-delà. Cela ne peut apparaître spontanément.

C'est ainsi que ceux et celles qui rejettent l'idéologisation, la propagande, l'organisation des masses, sous prétexte qu'elle corrompt leur pensée pure et naïve, ne sont au final que les agents du réformisme le plus plat et le plus éhonté.

Le réformisme se traduit, dans un sens, par une subordination de la stratégie à la tactique. Elle considère que les « buts de la guerre », pour reprendre la formulation de Clausewitz, se conditionnent aux « moyens de la guerre », les tactiques. Le réformisme est avant tout un pragmatisme : avancer autant que possible, autant que faire se peut, essayer d'amender les choses, essayer d'encercler la société capitaliste et l'emmener, démocratiquement, en respectant les formes et la légalité, vers une autre étape, socialiste.

Cette absence de compréhension du caractère antagonique des contradictions entre le prolétariat — exploité — et la bourgeoisie — vivant de cette exploitation — est un des paramètres qui explique cette ligne. En ne comprenant pas la nature de l'État : émanation directe du pouvoir de la classe dominante ; en ne comprenant pas le fait que la bourgeoisie soit active, agissante ; le réformisme fait le lit de la collaboration de classe, du clientélisme, de l'opportunisme.

Sans faire de procès d'intention, la faillite de la compréhension ne naît pas forcément d'une révision cynique de la théorie. Elle découle potentiellement d'une erreur sincère. Mais cette erreur forme une plaie qui se surinfecte aisément de la lâcheté, de l'envie de carrière, du renoncement.

À l'inverse, son miroir, le gauchisme, ne prend en compte que les « buts de la guerre » mais pose une négation sur les moyens, sur les tactiques. Cette négation des étapes produit l'effet suivant : l'idéologie est prisonnière d'un palais des glaces, se heurtant sans cesse à des écueils invisibles, incapable de comprendre les moyens de les franchir, incapable de pouvoir développer une tactique qui soit adaptée.

Cette absence de pensée tactique accouche d'un opportunisme spontanéiste, prêt à voir dans les « expressions pures » du peuple, une étincelle de révolution, même lorsque les mots d'ordre sont au lynchage et aux pogroms. Elle accouche d'un aventurisme, d'une surestimation de la capacité à rallier les masses, à convaincre les tenants de positions arriérées. Elle confine donc au sectarisme.

Les deux sont reliés dialectiquement, sont les frères jumeaux l'un de l'autre et mènent l'un à l'autre. La route du gauchisme au droitisme est une route de la pureté au compromis, du compromis à la compromission, de la compromission à la trahison.

Ces deux fautes idéologiques, ces deux déviations, sont dans l'incapacité de créer les conditions permettant à l'humanité de faire ce gigantesque bond en avant du capitalisme vers le socialisme. La première parce que son horizon est celui de la lutte parlementaire, du crétinisme, la seconde car elle se contente de la critique et de l'utopisme.

Il existe bien des « sages de la montagne », qui, du haut de leur sommet, lorgnent sur la société avec leur longue-vue, dessinent d'improbables arabesques sur des tableaux noirs, perfectionnent leur maquette de société future. Ces sages sont d'illustres conteurs d'histoires, sont capables de peindre de merveilleuses fresques. Ce qui leur manque, en revanche, c'est un chemin entre la société actuelle et la société merveilleuse, rêvée, parfaite et imperfectible.

Bien souvent, ces « sages » se muent en gardiens d'une idéologie ossifiée, sclérosée, fétichisée. Exposés comme autant de trésors, ces dogmes inapplicables, inappliqués donc, ne servent que pour pourfendre les impurs, les impies, ceux qui ne prient pas la sagesse de l'utopisme, sa pureté, ceux qui se salissent les mains à changer la société.

Le marxisme, en opposition à l'utopisme, se base sur un constat qui n'est pas nouveau. Ainsi, dès 1845, Marx, dans ses *Thèses sur Feuerbach*, écrivait : « les philosophes n'ont fait qu'interpréter diversement le monde : il s'agit maintenant de le transformer. » Fondamentalement, les clichés instantanés de la société, aussi précis soient-ils, ne servent à rien. De même les maquettes d'une société future ne servent, dans le fond, à rien non plus. Tant que rien ne permet de transformer l'un en l'autre, tant que rien n'illustre les processus dialectiques qui opèrent au sein de la vieille société, qui permettent de l'emmener vers la nouvelle, ces travaux demeurent une perte de temps.

Là réside l'idée majeure du marxisme. Apporter la jonction entre les deux, la jonction entre le monde actuel et le monde meilleur : la société communiste ; sans classe ; sans État ; sans exploitation. Le marxisme n'est pas un utopisme qui définit les règles d'une société parfaite, inventée. Il est un outil de combat pour transformer le monde.

Autour de ce constat s'est accumulée une synthèse d'expériences, perpétuellement enrichies par de nouveaux apports, par l'étude, par l'analyse des rapports sociaux, des rapports économiques, par le décryptage du vivant.

Seulement l'application ne s'est pas faite dans un laboratoire, dans un environnement confiné, dans le virtuel. Elle s'est faite dans la lutte frontale, syndicale, politique, révolutionnaire, contre la bourgeoisie, contre les fascistes. Elle s'est faite dans la paix et dans la guerre, dans la lutte légale et illégale.

Les victoires de l'idéologie marxiste ont amené au pouvoir des Partis communistes, lesquels se sont retrouvés avec la responsabilité écrasante de devoir construire le socialisme, étape de transition vers le communisme. Or cette tâche ne s'est pas faite sous la forme d'un examen, d'une évaluation, où les réponses sont connues, où un corrigé parfait existe. Elle s'est faite en se heurtant à des problèmes concrets et réels, à des périls mortels. Elle s'est faite à travers une expérimentation constante.

Ces expériences ont, de fait, échoué. Il n'existe plus ni URSS, ni République populaire de Chine — excepté formellement — ni d'autres pays socialistes. Cet échec révèle que des erreurs ont été commises, que des insuffisances sont apparues. Les marxistes authentiques cherchent à comprendre ces erreurs, à les analyser, à en tirer des corrections pour qu'elles ne se reproduisent pas.

Elles ont créé une somme titanesque de ressources et de documents à analyser. Les rejeter en bloc reviendrait à se priver intégralement de cette manne de connaissances.

Pourtant, la moindre imperfection suffit, pour les gardiens du dogme et de la pureté, pour rejeter l'ensemble. Ironie des ironies, ces mêmes gardiens, attendant la pureté parfaite pour que vienne l'avènement de la société sans faille, végètent. Confrontés, bien malgré eux, au réel, ils s'excommunient, s'injurient, s'accusent. Incapable de faire face à la réalité, d'être maîtres de leur situation, ces purs se vautrent dans la compromission, dans la concession, dans l'opportunisme. D'aventuristes de la pureté, ils finissent leur trajectoire dans les bras de la social-démocratie, dans le réformisme, dans l'anticommunisme viscéral, voire dans le fascisme.

Lorsque mis face à leurs contradictions, ces aventuriers agissent bien souvent comme des bêtes prises au piège. Mordent, attaquent, mais ne parviennent pas à apporter une réponse satisfaisante, autre que superficielle, aux problèmes

qui se posent actuellement, aux questions de la société actuelle, à comment bouleverser l'ordre capitaliste, le battre, et de ses ruines faire émerger la société socialiste, la société communiste.

Or, le choix, le marxisme-léninisme dans son ensemble, indépendamment des débats qui ont cours en son sein, pose la question des étapes. Nullement dans le but cynique d'instaurer une dictature, une bureaucratie, un État inutile. Ces étapes ne sont pas le fruit d'une soif de guerre, de sang, d'une volonté de nuire à autrui, de causer de la souffrance et du tort. Elles sont des passages obligés car, dans la lutte des classes, le terme de lutte n'est pas usurpé. Elle peut, certes, se dérouler pacifiquement, sans violence directe, sans conflagration, mais également prendre une tournure brutale et sans pitié.

Le maintien de l'exploitation par le capitaliste prime sur la légalité. Si les travailleurs menacent les intérêts du patronat, gare à eux ! Que dire, alors, de la situation révolutionnaire, laquelle vise à nier le pouvoir de la bourgeoisie, à le détruire ?

L'irruption du fascisme forma, par exemple, l'une des réponses de la bourgeoisie aux menaces qui pesaient sur elle. Le fondement du fascisme n'était nullement une perversion morale, mais était, au contraire, ancré profondément dans la lutte des classes.

Le fondement des dictatures réactionnaires, des croisades antibolcheviques, suivait une logique similaire : écraser la menace.

Non pas parce que la bourgeoisie serait intrinsèquement mesquine, sadique, incapable d'empathie. Simplement parce que celle-ci possède des intérêts, qu'elle en a une conscience particulièrement aigüe et qu'elle se dote des moyens et des politiques adaptées à l'ambition de les accroître et de les défendre.

« Nous disons, au contraire, que, s'ils pensent comme un prolétaire ou comme un bourgeois, c'est qu'ils sont l'un ou l'autre. Un prolétaire a une conscience de classe prolétarienne parce qu'il est prolétaire.

Ce que nous devons bien remarquer, c'est que la théorie idéaliste comporte une conséquence pratique. Si l'on est bourgeois, dit-on, c'est que l'on pense comme un bourgeois ; donc, pour ne plus l'être, il suffit de changer la façon de penser en cause et, pour faire cesser l'exploitation bourgeoise, il suffit

de faire un travail de conviction auprès des patrons. C'est là une théorie défendue par les socialistes chrétiens ; ce fut celle aussi des fondateurs du socialisme utopique.

Mais c'est aussi la théorie des fascistes qui luttent contre le capitalisme non pour le supprimer, mais pour le rendre plus "raisonnable"! Quand le patronat comprendra qu'il exploite les ouvriers, disent-ils, il ne le fera plus. Voilà une théorie complètement idéaliste dont on voit les dangers.»¹

La lutte des classes n'est pas à sens unique, elle n'est pas que de la part du prolétariat montant « à l'assaut du ciel. » Elle est à double sens. La bourgeoisie, également, mène une lutte contre le prolétariat, contre son unification, contre son organisation, contre son idéologie, contre la révolution.

Avant celle-ci, pendant celle-ci, après celle-ci, la bourgeoisie lutte jusqu'à la mort, jusqu'à sa disparition, contre le pouvoir du peuple et pour la restauration de son ordre.

Cette raison est le socle de la nécessité de la dictature du prolétariat. Non par goût, mais par besoin.

1. G. Politzer, *Principes élémentaires de philosophie*, 1935-1936.

2. LES ARMES DE LA BOURGEOISIE

La lutte des classes est une donnée parfaitement intégrée par la bourgeoisie. Publiquement, ses sbires la nient, mais en interne, dans l'entre-soi de sa classe, elle ne peut que le reconnaître. Elle s'est également lancée dans l'étude de l'expérience socialiste, pour la combattre et la juguler.

Ainsi, la bourgeoisie s'est dotée d'un plan de bataille. Elle a mis en œuvre diverses politiques pour parer l'éventualité d'une menace renouvelée. Elles ont pu se traduire par la cooptation des opposants, leur intégration dans l'*establishment*, leur corruption. Mao Zedong, ainsi, appelait ces politiques les « balles sucrées de la bourgeoisie. » Elles sont douces, mais tuent. Tuent les mouvements de lutte, tuent les mouvements révolutionnaires.

Mais la corruption ne suffit pas, alors la bourgeoisie met d'autres moyens en branle. L'anticommunisme institutionnel en fait partie. Programmes scolaires, ouvrages « historiques », films de propagande camouflés, articles de presse... Tous les moyens sont mis en œuvre pour détourner les masses et la jeunesse des conceptions communistes. Les communistes et les progressistes sincères ont lutté avec ardeur pour que la vérité historique soit défendue le mieux possible. Cependant, l'affaiblissement de ce camp de la vérité a ouvert des brèches, dans lesquelles la bourgeoisie a pu s'engouffrer.

Ce n'est nullement un hasard si, en 2006, profitant de cet état de faiblesse, Göran Lindblad, membre suédois du groupe chrétien-démocrate du Parlement européen, proposa la résolution 1481 à l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, dont les articles sont illustratifs.

Article 2 :

« Les régimes communistes totalitaires [...] ont été marqués sans exception par des violations massives des droits de l'homme. Ces violations [...] incluait les assassinats et les exécutions [...], les décès dans les camps de concentration, la mort par la fin, les déportations, la torture, le travail forcé et d'autres formes de terreur physique collective. »²

2. « Résolution 1481 (2006). Nécessité d'une condamnation internationale des crimes des régimes communistes totalitaires », *Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe*, 25 janvier 2006.

Article 3 :

« Les crimes ont été justifiés au nom de la théorie de la lutte des classes et du principe de la dictature du prolétariat. »³

Article 4 :

« L'Assemblée reconnaît que malgré les crimes des régimes communistes totalitaires, certains partis communistes européens ont travaillé à la réalisation de la démocratie. »⁴

Article 6 :

« Les partis communistes sont légaux et encore actifs dans certains pays alors qu'ils n'ont parfois même pas pris leurs distances par rapport aux crimes commis dans le passé par les régimes communistes totalitaires. »⁵

Dans le septième article, la phrase suivante figure :

« Le jugement moral et la condamnation des crimes commis jouent un rôle important dans l'éducation donnée aux jeunes générations. Une position claire de la communauté internationale sur ce passé pourrait leur servir de référence pour leur action future. »⁶

Ce principe revient, en catimini, à flatter les partis réformistes et à jeter l'opprobre sur les Partis communistes révolutionnaires. Tant que les pseudo-Partis communistes demeurent dans le cadre du respect de la légalité bourgeoise, tant qu'ils condamnent le communisme, ils ont, pour la bourgeoisie, leur place dans le jeu « démocratique. »

À l'inverse, la bourgeoisie a l'intelligence de favoriser la « critique de gauche » du communisme. Ce communisme « pur », de « papier », qui n'aurait jamais été essayé. Par le passé, la ligne des bourgeois fut celle d'une critique « de droite. »

3. *Ibidem.*

4. *Ibidem.*

5. *Ibidem.*

6. *Ibidem.*

Staline était, jusque dans les années 30, présenté comme l'héritier de Lénine, comme un communiste intégral, comme son fer de lance. Ce n'était pas Staline lui-même qui était visé par la bourgeoisie, mais le communisme. Les discours étaient donc axés autour d'argumentaires tels que « le communisme cause la misère, il cause la souffrance, etc. »

Le problème de cette ligne était qu'elle n'ouvrait qu'un unique front d'attaque. Celle-ci ne permettait pas de détacher les ouvriers, la jeunesse, de leur sympathie pour l'URSS et pour son équipe de direction.

L'opposition « de gauche » au sein de l'URSS, lorsqu'elle fut chassée, s'est très bien acquinée avec la bourgeoisie la plus réactionnaire. L'une et l'autre partageaient la même haine contre l'Union soviétique, contre le léninisme. L'une et l'autre ont fait longuement cause commune, y compris à travers les alliances les plus répugnantes.

Surtout, elle offrait un nouvel angle d'attaque : désormais, le communisme n'était — à part dans la presse la plus réactionnaire — plus vraiment l'ennemi, il était devenu une cause louable, mais trahie. Le trotskisme est devenu, rejoint en cela par l'anarchisme, une division de l'offensive contre le communisme, attaquant par la gauche tandis que les réactionnaires attaquaient par la droite.

Lénine et Trotsky, d'opposés, sont devenus les meilleurs amis du monde dans les romans de la bourgeoisie. Les léninistes furent rebaptisés « staliniens. » Par ailleurs, les révisionnistes firent de même avec le maoïsme. Ces thèses se répandent toujours, s'aggravent même, les réformes des programmes scolaires présentant maintenant sur le même pied communisme et nazisme. L'extrême gauche, les révisionnistes, la bourgeoisie et les fascistes applaudissent.

Cette propagande donne naissance à d'intéressantes contorsions mentales. Nombre de militants et militantes des milieux alternatifs concèdent que la bourgeoisie use et abuse de propagande. Qu'elle déforme, mente et viole sa propre légalité, cela est une vérité bien acceptée. En revanche, il est hautement intéressant de voir que les mensonges sur l'URSS — mais également les racontars sur la Corée du Nord, Cuba, ou d'autres que, pourtant, nous ne soutenons pas de manière positive — sont acceptés sans broncher. Dire « Makhno était un pogromiste » entraîne des hurlements sans fin ; clamer que Staline l'était n'entraîne que des hochements de contentement et d'acceptation.

Cette propagande entraîne un réflexe de rejet pavlovien, que la fainéantise intellectuelle et la difficulté de trouver des documents fiables viennent parfaire. Les citations fausses, sans la moindre source d'origine, sont légion ; tandis que les textes, les sources directes ne sont pas disponibles. Quand elles le sont, elles ne sont pas lues. Quand elles sont lues, leurs apports tombent, hélas, régulièrement entre les mains de fétichistes de l'idéologie, d'idolâtres, et non de militants qui l'utilisent comme apport.

Combien de membres du *Parti communiste français* (PCF) déclarent ainsi soutenir Staline, défendre son héritage idéologique, tout en n'étant pas capable d'appliquer le léninisme dans leur grille d'analyse, tout en défendant avec force et vigueur le parti qui fut à la tête de l'assaut révisionniste ?

Bien souvent, les exégètes forment la seule base idéologique sur laquelle les militants et militantes basent leur compréhension. Lénine n'est pas lu, ou peu, Staline, encore moins. Sont lus, par contre, les auteurs qui commentent, critiquent ces textes.

La bataille idéologique se double d'une bataille historiographique. Un travail de titan reste à faire, consistant à réunir les sources, réunir les éléments fiables, tout ce qui peut permettre de faire éclater la vérité. Bien souvent, les militants et militantes communistes en sont réduits à instruire à charge et décharge les procès politiques qui leur sont faits. D'une certaine manière, c'est cette défense de l'héritage, cette confrontation aux assauts de la critique, qui durcit les militants communistes et les pousse à se tourner vers un approfondissement de leurs connaissances et de leur maîtrise idéologique.

Malheureusement, leurs détracteurs n'ont pas toujours ce rapport à l'histoire et à la recherche. Croire à tel ou tel fait se réduit à un acte de foi, un acte aveugle d'adhésion. Or, c'est bien là une faiblesse terrifiante.

Les textes idéologiques permettent de juger, idéologiquement, de la position défendue par tel ou tel acteur, par tel ou tel auteur. Elle permet d'en éprouver le contenu, la cohérence. Certains trotskistes prétendent que les textes de Lénine ont été falsifiés par les « staliniens ». Quand bien même, quelle importance ?

Qu'importe, si les arguments qui sont développés dans ceux-ci sont justes, paraissent judicieux, quel intérêt, même, d'en faire une recherche en paternité ? La vérité d'un argument ne dépend pas de sa parenté, mais bien de sa capacité à être cohérent et juste.

De même, si certains critiquent les actions de Mao Zedong, d'Enver Hoxha, cela ne signifie pas que ces auteurs n'ont pas apporté des enrichissements qui peuvent, aujourd'hui former un socle idéologique, permettre d'avancer.

C'est avec ces armes que les communistes combattent la propagande de la bourgeoisie et de ses alliés objectifs.

Seulement la bourgeoisie en dispose d'autres.

Lorsque ne suffit pas la propagande pour étouffer la révolte, étouffer la voix des communistes, elle use d'autres moyens de pression.

Elle use de la menace, légale ou illégale, par le biais de ses organisations de défense.

D'une part, par ses relais institutionnels, qui entravent l'action des organisations communistes, qui entravent ses possibilités de développement de ses activités, y compris lorsque celles-ci sont légales. Par l'action de la police, qui réprime, qui opprime, qui surveille, qui fiche. Par l'action d'une justice, dont les procureurs sont aux ordres directs des gardes des sceaux, dont ils exécutent fidèlement les directives, dans le domaine de la répression et de l'écrasement.

Par la menace illégale, par les milices, ses mercenaires, ses fascistes — parfaits auxiliaires de répression — qui traquent, menacent et tuent.

Par l'armée, enfin, qui, en dernier ressort, est l'outil suprême de l'écrasement de la révolte du peuple. Ce que la douceur, ce que les balles enrobées de sucre ne peuvent obtenir, la peur et la douleur le feront.

Si jamais cela ne suffit pas, le feu et le choc prendront le relais. Nulle loi, même celles promulguées par la bourgeoisie elle-même, même les largesses des droits de l'Homme, ne protège. À la base, dans la vie de tous les jours, cette classe sociale ne s'entrave pas de limites légales pour ses affaires, pour ses plaisirs. Elle ne s'en entrave certainement pas pour sa survie.

Les libertés fondamentales — expression, opinion, circulation, ... — portent mal leur nom. Liberté signifierait un caractère inaliénable, fondamental signifierait que sans elle, le fondement de la société disparaît. En vérité, elles sont des droits formels.

Formellement, la bourgeoisie donne le droit à l'expression. Il peut être retiré. Formellement, elle accorde des droits démocratiques, mais ils peuvent très bien, sans préavis, être amoindris, supprimés, bafoués. Un exemple illustratif est celui de la constitution européenne proposée au vote, par un référendum, en 2005. Contre toute attente, elle fut refusée, à la grande ire de la bourgeoisie de l'État français. Malgré le fait que, en droit, un référendum soit la forme d'expression suprême, cela n'a pas empêché qu'elle soit ratifiée. Un revers aurait été terriblement embarrassant et aurait nui aux projets de l'impérialisme français.

Menacée, la bourgeoisie ne reste nullement cloîtrée à des formes démocratiques d'opposition. Elle est prête à tout, quitte à invoquer des monstruosité. Le nazisme, le fascisme, n'ont jamais gagné le pouvoir par les urnes seules. Mussolini fut coopté par Victor-Emmanuel III, roi d'Italie, pour former le nouveau gouvernement et écraser les grèves d'Italie du Nord. Hitler fut promu chancelier par Paul von Hindenburg, avec le soutien de Krupp, Thyssen, Blohm & Voss ou Porsche. L'un et l'autre de ces créatures sont des purs produits, de pures émanations des intérêts de la bourgeoisie la plus réactionnaire. Ils sont des âmes damnées invoquées pour assouvir leurs objectifs, que ceux-ci soient en termes de guerre d'agression comme de guerre contre-révolutionnaire.

Ce ne sont, hélas, nullement des élucubrations d'esprits sinistres, de tristes sires, qui poussent à décrire cette situation. Ces constats sont le fruit d'un regard sur l'Histoire, au cours de laquelle chacun de ces moyens de défense a été — est toujours — utilisé.

La cooptation, la propagande, la répression, le fascisme sont des politiques réelles, réellement utilisées par la bourgeoisie pour se défendre. Elles sont les obstacles auxquels tous les révolutionnaires doivent se préparer à faire face.

3. L'IMPASSE DU RÉFORMISME, CAMPAGNE CONTRE PLUS FORT QUE SOI

Est-il possible de blâmer les réformistes ou les utopistes ? Oui et non.

Oui, dans le sens où l'Histoire a illustré à maintes reprises que la révolution ne pouvait être qu'un acte de « violence, par lequel une classe en remplace une autre. » Oui, dans le sens où le rejet de « l'autoritarisme » fait le lit de l'inaction. Oui dans le sens où la collaboration de classe n'amène qu'au compromis. Le compromis à la compromission. La compromission à la trahison.

Non, dans le sens où l'idéologie communiste est tellement affaiblie, a été tellement diminuée et mutilée qu'elle a pratiquement perdu l'intégralité de son influence sur la population. Adhérer à l'idée révolutionnaire se fait comme une question de principe, plus comme le fait de comprendre celle-ci comme une nécessité vitale. Les communistes, aujourd'hui, de nouveau, doivent faire la démonstration de la nécessité de cette révolution.

Or, qu'arriverait-il si les réformistes étaient en mesure d'être à l'orée du pouvoir ?

Admettons, dans cette brochure, un cadre imaginaire, dans un pays qui peut évoquer l'État français. Au sein de ce pays, un grand mouvement naît, soutenu par une fraction importante des masses populaires. Ce mouvement n'a pas même besoin de menacer directement les intérêts de la bourgeoisie. Il peut même, sur certains plans, accompagner les projets des impérialistes français, à l'image de *La France insoumise* (LFI).

Or, il lui suffit de les écorner un tantinet, de leur déplaire, de vouloir les contraindre et les contrarier.

En l'occurrence, le cas de figure s'est observé, dans la campagne pour les présidentielles, dans l'hostilité grandissante de la part d'une partie de la bourgeoisie à la candidature du social-chauvin Mélenchon. Celui-ci, pourtant, n'est pas une menace stratégique majeure. Il n'a rien en commun avec l'irruption d'une cohorte de bolcheviques. Fondamentalement, il est un pur produit des organisations nationales-trotskyistes — les lambertistes. Il a longuement été un membre de l'appareil du *Parti socialiste* (PS), sous l'étiquette duquel il fut ministre de l'Enseignement professionnel. Aujourd'hui son programme prône une réorganisation de l'impérialisme français, un nouveau jeu d'alliance, mais

pas une rupture. En revanche, ce qui gêne la bourgeoisie est le fait qu'il demande des miettes plus importantes pour l'aristocratie ouvrière et la petite bourgeoisie, lesquelles forment la base sociale de son électorat.

Malgré cela, les uns des journaux de la bourgeoisie se firent agressives : *Le Figaro*, ainsi, titrait que Jean-Luc Mélenchon ruinerait la France, qu'il la mènerait au bord de la rupture, de l'explosion.

Déjà, la machine de propagande se raidit, se dresse, durcit le ton et la voix.

Les débats publics entre candidats ont été globalement dominés par les candidats présents sur les ailes. Les cas de Nathalie Arthaud et de Philippe Poutou ont été ainsi illustratifs.

Malgré leurs scores faibles, ces deux candidats ont été dérangeants. Ils ont été dérangeants car ils mettaient en péril l'ordre normal des choses. Pourtant, à aucun moment ils ne brisèrent la scène du théâtre électoral, en dénonçant sa vraie nature.

Malgré cela, leur discours formait, déjà, un *casus belli* pour la bourgeoisie. Elle a donc mobilisé son appareil médiatique pour les combattre. Accusations et insinuations ont plu contre eux.

Pourtant, imaginons, dans notre exemple fictif, un candidat crédible, sérieux, sur un programme qui soit offensif et résolument anticapitaliste et anti-impérialiste. Que pourrait-il faire au sein de cette scène ? Il se heurterait à un grand nombre d'obstacles, dont certains forment de véritables fortifications anti-vote populaire.

La bourgeoisie a beau se targuer d'être démocratique, il n'en est rien. Elle dresse à chaque pas des obstacles immenses pour empêcher les masses de participer à la vie politique, pour la réserver à des bourgeois et des bourgeoises, à des professionnels. La politique dans la démocratie représentative bourgeoise est une affaire de spécialistes, non l'affaire des masses.

D'une part, pour lancer une campagne, il est nécessaire de disposer d'un sésame absolu : les 500 signatures.

Ces 500 signatures, à quémander auprès d'élus, sont une barrière qui permet de faire un premier tri. D'une part cela signifie qu'un parti sans élus, sans soutiens de l'institution, ne peut se présenter. Même une organisation massive et influente peut être bloquée par ce barrage. Disposer d'une base électorale forte, mais sans élus pour appuyer les candidatures signifie être éjecté du système électoral.

Les candidatures appuyées sur une base locale sont également rejetées. Un candidat comme Oscar Temaru, sur lequel l'*Unité communiste de Lyon* s'est exprimée⁷, ne peut, malgré la base dont il dispose en Polynésie, malgré le soutien des indépendantistes corses, basques, bretons, se présenter. Car les 500 signatures se doublent de l'impératif d'être réparties sur l'ensemble du territoire de l'État français. En somme elles réservent le pouvoir et son exercice aux organisations ayant une assise partout dans l'État français.

La question de l'argent se pose : une campagne coûte cher. Une campagne demande souvent des finances importantes. Même si certains coûts peuvent être compensés par une mobilisation importante, ceux-ci existent. Quels mécènes offrirait à leur ennemi les moyens financiers de parler contre eux ? Quelles banques accepteraient de financer ceux qui veulent les supprimer ? De nouveau, l'obstacle technique se double d'une composante politique : la bourgeoisie n'est pas stupide. Elle ne prête pas pour respecter la démocratie, mais comme un investissement ; et bien fou serait celui qui investirait dans quelqu'un voué à éliminer le pouvoir bourgeois.

Un parti fasciste comme le *Front national* (FN), lui-même, a connu des difficultés à trouver des finances. Le FN s'est ainsi tourné vers les créanciers russes, lesquels se sont fait une joie de fournir à l'extrême droite française l'argent qui lui manquait. Non par sympathie, mais bien dans l'idée que ce groupe politique deviendrait son agent docile et dévoué, le représentant de ses intérêts en Europe occidentale. L'argent est le nerf de la guerre.

D'autant que la bourgeoisie est mobilisée, sur le pied de guerre. Le prolétariat, quant à lui, n'est pas en ordre de bataille, il subit l'influence de l'idéologie bourgeoise, etc. De plus, tous les prolétaires n'ont pas le droit de vote.

L'une des bases sociales du prolétariat de l'État français est formée d'individus n'ayant pas la citoyenneté requise pour s'exprimer politiquement. Ils et elles sont privés du droit de vote, alors qu'ils et elles travaillent, vivent, paient des taxes

7. « À propos d'Oscar Temaru », *Unité communiste*, 1^{er} mars 2017.

et des impôts — plus que la bourgeoisie — au sein de l'État français. Mais le droit de vote *niet!* Les expatriés, eux, elles, souvent droitiers, en disposent. Cela accroît tout autant le déséquilibre des forces.

D'une manière générale, la bourgeoisie emploie tous les mécanismes possibles pour creuser l'écart.

Supposons ces obstacles franchis, comment croire que la bourgeoisie laisserait s'exprimer aisément les candidats du peuple? Comment croire qu'elle ne lui mettrait pas des bâtons dans les roues? Comment croire que cette organisation pourrait tenir des meetings pourrait avoir pignon sur rue?

La pluralité de points de vue, dans la presse des états de démocratie bourgeoise, est une chose très relative. Si un certain panel de vues peut exister, dans les faits, celui-ci est étroitement borné par les limites de la légalité bourgeoise.

De plus, la presse indépendante est un mythe. La très grande majorité des journaux dispose d'un maître qui impose sa ligne éditoriale. Humainement, de nombreux journalistes sont du côté du progrès et de la justice. Ici, leurs qualités personnelles ne sont pas mises en question. Cependant, leur travail n'est pas libre, il est dirigé par une ligne éditoriale, laquelle est résolument hostile à la révolution et au socialisme.

Les magazines d'histoire, les journaux, y compris irrévérencieux, font le coup de feu avec la réaction et la bourgeoisie. Dans chaque mensuel, dans chaque édition de revues d'histoire, l'anticommunisme trouve sa place. En temps normal, un «bruit de fond» anticommuniste demeure. En temps d'élection, en temps de menace — même minime — ce «bruit de fond» se muera en déchaînement de harpies.

Elle se heurterait à l'hostilité de la bourgeoisie. Celle-ci le taxerait d'illuminé, de fou, d'apprenti sorcier, se moquerait de lui. Si la moquerie ne suffisait pas, elle passerait aux menaces, aux pressions, aux coups bas. Si les coups bas ne suffisent pas, la violence deviendrait un recours possible.

Les «accidents» arrivent également.

Voilà quel serait le destin d'un candidat marxiste-léniniste par exemple. L'intégralité du «système» se ligueraient contre lui, contre sa voix, contre sa candidature.

Or que peut la voix du peuple, sans les moyens de la presse bourgeoise, sans les moyens de ses médias, sans les moyens de ses relais, sans les finances considérables que peut aligner le grand capital pour sa défense ? Peu de choses. D'autant que la bourgeoisie, elle, dispose de moyens de propagande hors de proportion.

Ainsi, lors des élections italiennes de 1946 et de 1948, les USA ont dépensé une fortune pour convaincre la diaspora italienne d'influencer le vote au pays. Les slogans anticommunistes se sont affichés sur tous les murs, sur tous les panneaux publicitaires, en somme partout où il était possible d'influencer le jeu pour stopper la progression du Front populaire organisé par le PCI. Un appel à la terreur systématique s'est imposé, dans le but d'effrayer la population, de la dissocier des candidats qui défendaient pourtant ses intérêts. En fin de compte, le front subit une cuisante défaite électorale, ne ramenant que 20 puis 30 % des voix.

Dans ces conditions, croire qu'il est possible de rallier à la cause du communisme — ou de l'anarchisme — une majorité est illusoire. La bourgeoisie n'est pas neutre, n'est pas passive, elle est résolument hostile à une expression démocratique du peuple qui ne corresponde pas à ses désirs.

Pourtant, le socialisme est à portée de main. La socialisation du travail, l'industrialisation poussée massive, la possibilité d'automatisation poussée des métiers pénibles, tout pousse vers le socialisme. Tout, sauf les mentalités, maintenues en arrière par le poids de l'idéologie bourgeoise. Le monde tarde à accoucher du socialisme.

Les anarchistes pensent que le travail des révolutionnaires est d'accoucher les esprits, de faire naître l'étincelle révolutionnaire dans les esprits de l'ensemble du prolétariat, ce qui, magiquement, donnera naissance au communisme. Plaçant cela comme préalable à toute offensive, ils se murent dans une attente tragique et stérile.

La vérité est que la dialectique matérialiste joue contre les révolutionnaires. L'inertie des mentalités par rapport à la situation réelle fait qu'il est plus aisé de jouer une carte conservatrice que révolutionnaire. La force de l'habitude, le poids des idées réactionnaires, du réformisme, est fort, écrasant.

Attendre que la majorité soit convaincue des idées révolutionnaires revient à attendre le retour du messie.

En 1920, l'Internationale communiste, alors naissante, mentionnait :

« Tant que le pouvoir gouvernemental n'est pas conquis par le prolétariat et tant que ce dernier n'a pas affermi, une fois pour toutes, sa domination et prévenu toute tentative de restauration bourgeoise, le Parti Communiste n'englobera dans ses rangs organisés qu'une minorité ouvrière. Jusqu'à la prise du pouvoir et dans l'époque de transition, le Parti Communiste peut, grâce à des circonstances favorables, exercer une influence *idéologique* et *politique* incontestable sur toutes les couches prolétariennes et à demi-prolétariennes de la population, mais il ne peut les réunir organisées, dans ses rangs. Ce n'est que lorsque la dictature prolétarienne aura privé la bourgeoisie de moyens d'action aussi puissants que la presse, l'école, le Parlement, l'Église, l'administration, etc., ce n'est que lorsque la défaite définitive du régime bourgeois sera devenue évidente aux yeux de tous, que tous les ouvriers, ou du moins la plupart, commenceront à entrer dans les rangs du Parti Communiste. »⁸

Notre État est un état impérialiste. Cela lui permet, moyennant une pression plus importante sur ses colonies et néocolonies, de disposer d'une certaine marge de manœuvre. La bourgeoisie impérialiste peut accorder quelques concessions, dans le but de corrompre une grande partie de la nébuleuse des classes moyennes. Accorder des miettes plus importantes à ces classes vacillantes permet de les rallier. Dans une certaine mesure, les lois sociales, faites vers les classes populaires, sont également issues de la même idée : concéder temporairement pour anesthésier. Cela marche.

Ces concessions ont été accordées du temps de l'URSS, du temps du Parti communiste influent, dans le but d'entraîner une désescalade dans la lutte des classes. Ces concessions n'ayant plus de raison d'être, elles sont retirées. Si besoin est, elle peut revenir en arrière, donner de nouvelles miettes aux classes populaires de l'État français. Cela ne constitue pas la solution idéale pour elle, mais forme néanmoins un fusible.

Le programme de Mélenchon aux présidentielles était par ailleurs d'exiger ces miettes de l'impérialisme, en échange d'un soutien aux politiques d'agression et d'expansion. Ce n'est pas le programme des communistes, lesquelles ne veulent pas une modification de la redistribution d'une partie de la plus-value extorquée par les capitalistes, mais veulent abolir l'exploitation et détruire l'impérialisme.

8. Internationale communiste, *Résolution sur le rôle du Parti Communiste dans la révolution prolétarienne*, 1920.

Toujours est-il que ces concessions servent à détourner les voix des hypothétiques candidats léninistes, pour les ramener vers les magiciens de la redistribution : les sociaux-démocrates et les sociaux-chauvins.

Si la bourgeoisie était sur le point de perdre les élections, dans notre hypothèse, elle les annulerait purement et simplement.

Des situations de ce type ont eu lieu dans le passé, mais demeurent spécifiques à des cas précis. Elles ont eu lieu dans des situations où une bourgeoisie nationale s'opposait à une bourgeoisie compradore, cliente d'un impérialisme ou d'un colonisateur. Deux exemples : le Vietnam, où les élections du Sud furent remises aux calendes grecques ; la Corée, où les USA ont provoqué des élections séparées entre Nord et Sud pour acter la division, et permettre aux partis issus de la colonisation de se présenter et d'avoir la majorité. Dans les deux cas, l'expression populaire s'est retrouvée bafouée de A à Z.

Pour se prémunir contre l'irruption de forces populaires, revendicatives, au niveau des assemblées bourgeoises, pour les museler, la bourgeoisie garde la haute main sur le découpage électoral, sur la forme que prennent les circonscriptions, pour permettre de se garantir une majorité stable, un pouvoir stable.

Même le système bicaméral, avec son Sénat, avec son Conseil constitutionnel, avec ses verrous et des chausse-trappes, est conçu comme un château fort pour éviter tout basculement des institutions. Les institutions sont conçues avec leurs fusibles, leurs sécurités, leurs redondances.

L'État est une excroissance de la bourgeoisie et de ses intérêts. Il n'est pas une institution neutre, quelque chose de flottant, volant au-dessus de la société. L'État est architecturé pour correspondre à une mission : permettre l'exploitation la plus pacifique et la plus efficace possible des prolétaires et des semi-prolétaires par la bourgeoisie.

L'État est là pour encadrer la société, pour réprimer les tentatives de renversement de la bourgeoisie par le prolétariat. Il est là également pour défendre et étendre les intérêts de la bourgeoisie, trompeusement nommés « intérêts nationaux », contre les menées des concurrents internationaux.

Si on regarde l'État sous ce prisme là, sous celui de sa nature profonde, il devient nettement plus évident que celui-ci ne peut être conquis, puisque sa mission est intégralement contradictoire avec les intérêts du prolétariat.

Cependant, cette brochure à l'esprit large et peut accepter quelques concessions avec la réalité, à des fins de démonstration.

Admettons que celui-ci ; ou celle-ci, gagne. Pourrait-elle clamer victoire immédiatement, déclarer que le capitalisme est fini, que la bourgeoisie, dans le respect des institutions, pourrait donner le pouvoir et les moyens de production aux masses populaires ? Non. Même un accès au pouvoir formel ne signifie nullement une victoire.

4. GAGNER LES ÉLECTIONS, UNE VICTOIRE ?

Le fait de gagner une élection est une chose. Le fait de mettre en place la politique désirée en est une autre. Détenir le sésame présidentiel, détenir la majorité à l'Assemblée ne signifie pas l'instauration du socialisme.

Après avoir bravé les obstacles pour se présenter ; après avoir franchi les fossés et les pièges mis en place par l'appareil d'État, par la propagande anti-communiste, même après avoir — légalement — rempli toutes les conditions, la bataille ne ferait que commencer.

La bourgeoisie, une nouvelle fois, ne joue pas à la lutte des classes, elle mène une lutte sans merci contre ceux et celles qui voudraient amoindrir et saper sa position sociale, ses intérêts économiques, à celles et ceux qui voudraient apporter la négation de son pouvoir.

Pour elle, la constitution d'une force politique visant à s'opposer à ses intérêts représente quelque chose qu'elle traite sérieusement. Il a déjà été évoqué les entraves qu'elle met en œuvre pour éviter cela. Mais l'accession au pouvoir, même purement formelle, d'une organisation ennemie de ses intérêts ne signifie qu'une chose : une déclaration de guerre. Si jamais les choses s'envenimaient, il serait certain que la classe des exploités et des exploitées ne s'embarrasserait nullement de démocratisme pour régler le problème. Cependant, explorer les différents verrous dont elle dispose est intéressant.

A. PREMIER ÉCUEIL : LE POIDS DE LA DETTE ET LA VOIX DES CRÉANCIERS

L'État français est endetté de manière très importante. Cette dette est à la fois détenue par des individus privés, sous forme de bons du Trésor, mais également par des banques. Les emprunts d'État ne sont pas forcément extraordinairement rentables, mais ils ont ce mérite d'être — en règle générale — d'une grande stabilité. Les États en faillite sont une grande gêne, à la fois pour ceux qui y vivent, à la fois pour les autres États, lesquels craignent le développement de troubles importants.

Cependant, les créanciers ont, *de facto*, voix au chapitre, en tant que possédants d'une partie de la dette de l'État. Leur faire avaler le programme économique — anticapitaliste — du gagnant, ceci est une difficulté majeure.

Lors de l'accession au pouvoir du Front populaire, ce n'est que par un mouvement de masse puissant, imposant, une lame de fond, que cet obstacle a pu être franchi. Et encore, la Banque de France, à l'époque, fit constamment pression pour maintenir au minimum l'application du programme, menaçant sans cesse d'en couper les vivres. Le programme du Front populaire, dont de nombreux courants politiques aiment se revendiquer, était pourtant à cent lieues d'un programme bolchevique. Sa mise en œuvre répondait à une ligne défensive contre le fascisme et contre la bourgeoisie la plus réactionnaire.

Cet accès au pouvoir n'avait rien en commun avec une révolution prolétarienne.

Dépasser l'écueil du refus obstiné des créanciers est, en soi, une lutte à mort. L'obstacle n'est pas infime, c'est déjà un *casus belli* pour la bourgeoisie. Dans le cas de François Hollande, élu en 2012, son programme réformiste bas de gamme n'a pas même pu être appliqué. La pression de la dette, la pression des lobbys et du Medef ont rendu inapplicable celui-ci. La lâcheté intrinsèque au réformisme n'explique pas tout.

Sous-estimer ce problème est particulièrement dangereux. Cette question des finances n'est nullement à prendre à la légère. Une banqueroute du système économique, une monnaie qui se déprécie fortement, une crise économique peuvent avoir des répercussions très fortes, créer une situation de faiblesse, favoriser la montée d'acteurs paraétatiques et de mafias, voire de seigneurie de la guerre. L'armée et la police peuvent très bien choisir de se mutiner, se vendre au plus offrant, se muer en mercenaires.

Ce type de questions échappe totalement aux réformistes, lesquels croient en une constance et une inviolabilité de la légalité bourgeoise. Les utopistes, eux aussi, butent sur ce type d'écueil, dans le sens où ce type d'obstacle leur est pleinement étranger. Souvent, le fétichisme du « pouvoir » ne se double pas d'une réflexion profonde sur la signification de ce que cela représente, sur les méthodes à mettre en œuvre pour parvenir à la société communiste. Les Zones à défendre (ZAD), par exemple, sont des zones où l'autorité de l'État cède temporairement le pas à une autorité exercée par les militants. Cependant, leur capacité d'expansion, selon le modèle actuel, est extrêmement limitée : toute menace sur le pouvoir de la bourgeoisie entraînerait une répression qui ne se contenterait pas de lacrymogènes et de matraques. Nous aurons l'occasion de revenir sur cette question plus loin.

Mais, après tout, supposons que le budget soit débloqué, que le pouvoir étatique puisse fonctionner sous la direction — en régime bourgeois — d'un parti « réformiste-radical. » Celui-ci devrait, logiquement, mettre en œuvre son programme.

Seulement, entre le pouvoir formel et l'exercice du pouvoir réel, se trouve un océan terrible.

B. DEUXIÈME ÉCUEIL : LA FIN DE NON-RECEVOIR DE LA PART DE LA BOURGEOISIE

En supposant que le budget puisse être débloqué, que la bourgeoisie concède, sous la pression, l'argent nécessaire au fonctionnement de l'État, seule une infime partie du chemin est franchi. Il reste à appliquer le programme. Or, un coup d'œil sur les programmes proposés en 2017 est illustratif : l'ambition de certains candidats aux élections présidentielles est importante. Pour mémoire, celui de Philippe Poutou est le suivant :

« 1 — Interdire les licenciements, partager le temps de travail, fixer le Smic à 1700 € net.

2 — Réquisitionner les banques et les grandes entreprises, planifier l'économie pour éviter la catastrophe climatique.

3 — Donner le contrôle à celles et ceux qui font tourner la société. »

Premier point :

« 1 — Interdire les licenciements, partager le temps de travail, fixer le Smic à 1700 € net. »

Appliquer ce type de programme ne pourrait se faire sans franchir les chausse-trappes de l'organisation du pouvoir bourgeois. Celles et ceux qui, naïvement, croient qu'il est possible de faire éclater ce barrage se bercent d'illusions. Mais mettons de côté ces « petits détails ».

L'Assemblée, si tant est que la majorité soit entre les mains des apprentis sorciers de la révolution, légifère ainsi les lois du candidat Poutou. Le Conseil constitutionnel les valide, l'exécutif les applique. Le Smic monte ainsi à 1700 € par mois, nets d'impôts. Le candidat trotskiste peut exulter.

Mais, dans le fond, cette idée est révélatrice d'une compréhension ultra-superficielle de l'économie. Au même titre que le revenu universel, ce genre de promesse est un miroir aux alouettes. Un Smic augmenté ne veut pas dire une augmentation de la richesse.

La bourgeoisie recherche le profit maximal. Elle calque ses prix sur la capacité d'achat de la population. Si le Smic est, comme à l'heure actuelle, de 1480,27 € par mois brut et de 1149,07 € net, la bourgeoisie aligne ses prix en conséquence. Augmenter le Smic se traduirait par une inflation des prix. Donc l'augmentation du pouvoir d'achat promise n'aurait pas lieu. En revanche, la baisse de valeur de la monnaie, induite de fait, pourrait éventuellement avoir un effet bénéfique sur le remboursement des emprunts, puisque la valeur de ceux-ci diminuerait. Cependant, cela n'est pas le but premier mis en avant par les trotskistes du *Nouveau parti anticapitaliste*.

Quant au revenu universel, celui-ci revient à allouer une somme d'argent — faible — à chaque individu, charge à lui de faire face à l'ensemble des aléas de l'existence en comptant sur celui-ci. En Finlande, par exemple, la mise en œuvre de ce revenu s'est traduite par une suppression des aides sociales et des allocations. D'une part ce revenu fournit un argent de poche inutile aux bourgeois, de l'autre elle institutionnalise un entretien de la misère. Dans un cas comme dans l'autre, elle n'agit pas sur l'exploitation, sur le fait que la plus-value est produite par les travailleurs et que les bourgeois s'en emparent.

Ces rengaines, régulièrement ânonnées par les économistes les plus plats, sont des vœux pieux. Bien souvent l'idée qui se trame en arrière-plan est l'idée d'augmenter la part reversée aux ouvriers, aux travailleurs, aux travailleuses. Elle est de réduire leur taux d'exploitation. Seulement, cela ne fonctionne pas si simplement. Annoncer 1700 € net, cela ne mange pas de pain, cela rallie les suffrages, bien que les résultats ne furent pas au rendez-vous. Un discours simple, clair, limpide. Mais faux. Une impasse.

En promettant plus que ce qui est possible d'être fait, ce qui est présenté comme une manière de rallier les suffrages se mue en piège : une promesse non tenue, la première d'une longue série.

« 2 — Réquisitionner les banques et les grandes entreprises, planifier l'économie pour éviter la catastrophe climatique. »

Incapable de pouvoir réduire le taux d'exploitation, cette candidature désire pourtant frapper fort : réquisitionner les banques. Planifier l'économie — pour éviter la catastrophe écologique. Un nouveau vœu pieux.

Le NPA ne promet ni plus ni moins que le socialisme sans la révolution. Autrement dit, la réforme. Cependant, là n'est pas la question. Admettons que le pouvoir soit entre les mains de Philippe Poutou.

Celui-ci déclare donc la réquisition des banques, de grandes entreprises, en conformité avec son programme. Cela en se basant uniquement sur la légalité bourgeoise.

Mettons-nous un instant dans la peau du patronat. Celui-ci a suivi la campagne du candidat du NPA avec un haussement de sourcil. Tant que celui-ci s'agite et ne propose que des réformes cosmétiques, le patronat peut bien le tolérer. Une inflation importante de la monnaie, par l'augmentation du Smic, peut même être bénéfique pour certains patrons.

Mais toucher à la propriété privée....

Le pouvoir se caractérise de la manière suivante : il s'agit de la possibilité de prendre des décisions et de les appliquer. Or, le patronat, qui transgresse régulièrement ses propres règles, s'inclinerait-il devant un hurluberlu qui réclame le contrôle sur les banques, sur les grandes entreprises, sur un grand pan de l'économie capitaliste ?

Les usines se lock-outent sans problème en cas de tentative de réquisition par la force, au pire des cas se sabotent. Quant à l'argent, au capital, il offre sans problème les services de sécurités privées, voire de Sociétés Militaires Privées, de groupes fascistes, contre lesquels un pouvoir qui se refuse à faire usage de la coercition ne peut pas grand-chose.

Les richesses peuvent se mettre en sûreté, notamment à l'étranger. Or, l'argent est le nerf de la guerre. Il paie les services de propagandistes, de prête-plumes capables de vomir la propagande anticommuniste la plus virulente. Au cours de l'Histoire, le patronat n'a eu de cesse de financer les inventeurs de grands mensonges, ceux-là mêmes qui ont tant marqué les esprits que même un grand nombre de gauchistes les répètent et les répandent toujours. Cette année, pour les cent ans de la révolution d'Octobre, la bourgeoisie a choisi comme symbole d'éditer une version colorisée de *Tintin au pays des Soviets* (1929), ce pamphlet

anticommuniste, que même Hergé dénonça. De là à voir des rééditions spéciales de Soljenitsyne, de *La Ferme des animaux* (1945), de *Le Livre noir du communisme* (1997), il n'y a qu'un pas.

De plus, la bourgeoisie, contrairement aux larges masses, possède certaines caractéristiques culturelles, notamment la culture du commandement, de l'organisation. Cela n'a pas de secret pour elle, car l'organisation de la société, pour son plus grand profit, est sa tâche première. Elle est sa fonction sociale.

La bourgeoisie sait organiser, mais sait également désorganiser. Ses experts, ses spécialistes, ses rouages essentiels, si utiles au fait de faire fonctionner le régime capitaliste, désormais se retournent. Même si la bourgeoisie perd le contrôle formel de la société, elle est toujours présente. Les contradictions ne s'effacent pas du jour au lendemain.

Un bourgeois n'est pas qu'un patron possédant la propriété formelle, qu'un rentier. La bourgeoisie est une classe qui ne s'efface pas d'un coup de baguette magique. Elle conserve des rôles, conserve des fonctions, conserve des tâches qui lui sont propres, et que seule la résolution progressive des contradictions entre travail manuel et intellectuel peut permettre d'annihiler.

La vérité est que, dans l'esprit des réformistes radicaux, la question du pouvoir se pose comme une question platement démocratique, comme une question de rapport entre une minorité et une majorité. Les discours des candidats à l'élection présidentielle se plaçaient tous sous ce prisme : respect des institutions et du jeu démocratique — bourgeois, ainsi que du jeu parlementaire. Conquête, dans la légalité, d'une majorité électorale, puis victoire électorale.

Mauvaise compréhension de la réalité.

Lénine écrivait dans *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky* (1918) :

« Dès lors, supposer que dans une révolution un peu sérieuse et profonde, c'est simplement le rapport entre la majorité et la minorité qui décide, c'est faire preuve d'une prodigieuse stupidité ; c'est s'en tenir à un préjugé archinaïf digne d'un vulgaire libéral ; c'est tromper les masses, leur cacher une évidente vérité historique. Vérité selon laquelle il est de règle que dans toute révolution profonde les exploités conservant durant des années de gros avantages réels sur les exploités, opposent une résistance prolongée, opiniâtre, désespérée. Jamais, si ce n'est dans l'imagination doucereuse du

doucereux benêt Kautsky, les exploiters ne se soumettront à la volonté de la majorité des exploités, sans avoir fait jouer dans une bataille suprême, désespérée, dans une série de batailles à leur avantage.»⁹

Acculée au désespoir, la bourgeoisie choisira la guerre ; le fascisme ; la réaction la plus sinistre, plutôt que de laisser son pouvoir, son contrôle sur l'économie lui échapper. Lorsque confrontée à cette situation, en URSS, elle fit feu de tout bois, avec chaque arme possible.

La bourgeoisie a beau être une classe en concurrence avec elle-même, elle n'en est pas moins aux aguets quant aux menaces qui pèsent sur ses intérêts. La fraternité qui unit les bourgeoisies dans leur lutte contre les révolutions socialistes n'est plus à démontrer. Une nouvelle fois, dans la RSSFR naissante, la bourgeoisie et les réactionnaires de l'Empire russe ont bénéficié de l'intervention militaire directe de la part des autres bourgeoisies dans le but d'écraser dans l'œuf la révolution bolchevique.

Au final, seuls la contrainte et les pouvoirs spéciaux peuvent obliger la bourgeoisie à accepter la transformation de la société. D'une manière ou d'une autre, un conflit surgit, un conflit qui ne peut être gagné sans disposer d'une armée, d'une police de milices au service du peuple et des masses, par la dictature du prolétariat.

9. V. I. Lénine, *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, 1918.

5. LA SEULE SOLUTION : LA VOIE RÉVOLUTIONNAIRE

Seule la révolution peut permettre de sortir de l'impasse.

La lutte pour le pouvoir du prolétariat n'a rien d'un jeu divertissant et sans risques. Chaque faux pas peut mettre en danger l'ensemble de la structure révolutionnaire, chaque erreur se mesurer en arrestations, en disparitions.

Un grand nombre d'interlocuteurs, d'organisations réformistes radicales, posent la question sous la forme du pragmatisme. Il s'agit bien souvent d'un faux-semblant pour fuir les questions relatives à la prise du pouvoir.

Le pragmatisme est souvent mis en avant comme l'émanation du sens pratique. Le problème est qu'il se pare d'un double aspect.

Lorsque Staline, dans *Les principes du léninisme* (1924), évoque le « sens pratique américain », le porte aux nues, il évoque une forme de pragmatisme : le pragmatisme tactique. Ce pragmatisme tactique consiste à exploiter certaines situations spécifiques, certaines opportunités, pour faire avancer le mouvement révolutionnaire.

Être pragmatique et vouloir utiliser les possibilités offertes par la démocratie bourgeoise est juste. Un parti révolutionnaire peut fort bien, dans un cadre tactique, présenter des candidats, faire campagne pour les élections, conquérir des mairies et des sièges d'élus. Refuser en bloc — par principe — reviendrait à négliger certaines possibilités de gagner en influence, de gagner une tribune importante, de dénoncer le fonctionnement des institutions et du système électoral.

Certaines organisations prennent prétexte de cela. Si elles se défendent de pratiquer une focalisation sur les échéances électorales, elles ne voient pour autant pas d'autres issues à leur situation que de gagner le pouvoir par les urnes.

La stratégie dicte la forme d'organisation. Un parti électoraliste n'est pas conçu de la même manière qu'un parti révolutionnaire. L'un est conçu pour s'intégrer dans les jeux de la bourgeoisie, l'autre sous une forme d'organisation inspirée par l'efficacité militaire, ayant pour but de mener la lutte contre la bourgeoisie et de la battre.

Or, ces organisations prétendant « utiliser » les élections n'ont rien de commun avec le parti de type nouveau, avec le parti de type léniniste. Elles ne sont purement et simplement pas architecturées de la même manière.

Les oppositionnels du PCF peuvent ainsi hurler contre la direction. Cependant, jamais ils ne posent la question de l'organisation interne du PCF, du fait que cette structure est devenue profondément inadaptée aux tâches révolutionnaires, que ce parti est organisé et structuré comme un parti bourgeois.

Pourquoi ne le voient-ils pas ? Car ils ne se posent pas la question de la révolution de manière rationnelle, de manière logique. Eux défendent un changement cosmétique, un changement de façade, de discours, mais nullement une refonte intégrale, correspondant réellement aux tâches de l'heure actuelle.

En fait de pragmatisme tactique, ils font œuvre de pragmatisme stratégique, considérant que la stratégie actuelle est la réforme et que si elle échoue, la nouvelle stratégie pourra être la révolution. Il s'agit d'un tour de force énorme. D'un tour de force et d'une subordination complète au bon vouloir de la bourgeoisie, laquelle fait mine d'accepter le jeu démocratique, laquelle dorlote les élus du PCF, les corrompt, les achète.

Cette phase réformiste s'étend d'autant plus *ad vitam æternam* que les élus, les cadres, les membres de l'appareil ont formé une bourgeoisie interne. On ne mord pas la main qui nourrit.

La citation « plus rigide la stratégie, plus souple la tactique » prend tout son sens. La stratégie guide ne saurait être autre chose que la position révolutionnaire maximale. Ne serait-ce que sous un principe du « qui peut le plus peut le moins. »

Un parti communiste révolutionnaire, architecturé pour la prise du pouvoir par les masses, n'a rien à redouter au fait de présenter des candidats, dans la mesure où ils sont traités comme des « fusils » et subordonnés au parti. Tant que le parti leur commande, y compris si l'ordre doit être de quitter leur mandat, le problème ne se pose pas. Le jour où ceux-ci commandent au parti, la tactique prend le pas sur la stratégie, et un risque se pose.

Si la bourgeoisie cédait le pouvoir sans heurts, sans faire de difficultés, sans problème, la question ne se poserait pas.

Mais il est improbable qu'elle le fasse. L'expérience historique démontre que la bourgeoisie ne cède pas, n'est pas *fair-play*.

Il n'existe pas de révolution clé en main, de modèle unique à partir duquel le succès est au rendez-vous à 100 %. D'une part car les conditions objectives dans lesquelles se déroulent les révolutions ne sont jamais exactement les mêmes, de l'autre car l'expérience transforme les deux camps.

Ainsi, certaines erreurs commises pendant les tentatives de révolution, pendant les premières expériences de dictature du prolétariat, à l'exemple de la Commune de Paris, ne seront — espérons-le — pas reproduites.

Dans notre communiqué célébrant l'anniversaire de cette expérience fondatrice, nous avons mis en avant les éléments suivants :

« Comme nous l'avons développé plus haut, cette expérience fut une machine d'une dialectique impitoyable, laquelle écrasa bien des conceptions fausses. Ainsi, les thèses pourries de Proudhon, petites-bourgeoises et anti-socialistes, furent battues à plate couture par l'irruption terrible de la réalité. Au lieu d'être la consécration, ce fut la défaite : c'est la socialisation du travail, les valeurs communistes, qui l'emportèrent sur le mutuellisme anarchiste. Les blanquistes, conspirateurs incapables de faire naître une ligne de masse, persuadés que les révolutions de palais font tout, durent réviser leur doctrine.

Elle commit des erreurs également : le respect sacré de la Banque de France, dont les fonds ne furent pas saisis. Ce qui aurait pu être une dévastation pour la bourgeoisie, un abominable otage, a pu être récupéré dès la fin de la Commune.

Le siège versaillais ne put être levé, la Commune resta confinée dans un espace étroit et uniquement urbain, uniquement local. Si des émules apparurent ailleurs en France, dont à Lyon et à Vienne, le mouvement ne trouva pas la clé que trouvèrent les bolcheviques : l'alliance des ouvriers et des paysans, seule à même de pulvériser la bourgeoisie.

Manqua également le Parti, capable de coordonner, de diriger cette alliance, de faire naître, d'une insurrection victorieuse, une guerre révolutionnaire balayant la bourgeoisie. Ce sont ces conclusions que tirèrent les continuateurs et les observateurs. La Commune donna le matériel pratique qui put être étudié pour en tirer les conclusions politiques et idéologiques qui enrichirent l'idéologie communiste. »¹⁰

10. « Vive la Commune de Paris ! », *Unité communiste*, 18 mars 2017. En annexe.

De même, la bourgeoisie elle-même n'est plus la même qu'à l'orée du XX^e siècle. Elle a tiré des enseignements précieux de sa propre vulnérabilité, et s'est dotée d'outils permettant de conjurer — temporairement certes — son renversement.

Son expérience en termes de propagande anticommuniste, en termes de corruption, en termes de défense passive ; mais également du côté de sa défense active, militaire : théorisation de la lutte anti-insurrectionnelle (COIN), guerre subversive, etc. D'un point de vue d'organisation du travail, elle s'est même inspirée des méthodes communistes, grâce à l'expertise de transfuges et de traîtres. Les conceptions managériales ont ainsi pour vocation de liquider la conscience de classe, de favoriser l'atomisation des travailleurs et des travailleuses, d'individualiser leur rapport à leur propre exploitation. Toutes ses méthodes sont tout autant de fusibles dont la bourgeoisie s'est dotée pour se prémunir contre les dangers. Cependant, aucun de ces fusibles ne peut écarter totalement et définitivement le capitalisme de ses contradictions internes, lesquelles le poussent irrémédiablement dans la chute et l'effondrement.

Certaines constantes existent cependant dans les conceptions révolutionnaires, et méritent d'être passées en revue pour mémoire. Dans notre brochure sur *Les bases du communisme* (2017) nous définissons ces différentes théories de la manière suivante :

« La théorie de la révolution a connu bien des écoles. Certains sont des partisans du Grand Soir, cette théorie pétrie d'idéalisme. Ils et elles imaginent qu'un beau jour les masses sortiront dans la rue, prendront l'Assemblée et déclareront la république bourgeoise abolie.

Cette manière de voir les choses n'a jamais connu d'application concrète. Elle est un fantasme, rien de plus. Dans les faits, les masses sont spontanément réformistes. La révolution, la construction d'une nouvelle société, se heurte à l'idéologie bourgeoise, au poids des habitudes. Lorsque ces individus étudient le passé, ils ne voient pas, souvent par rejet de l'organisation, que les révolutions furent issues d'un travail en amont, mené par des organisations révolutionnaires.

Bien souvent, dépités, déçus, les tenants de cette théorie rejettent leur idéologie révolutionnaire de pacotille et se tournent vers le réformisme.

Plus ambitieuse encore, la Révolution mondiale trotskiste. Elle est défaitiste par essence, car repousse au moment "parfait" le déclenchement de l'opération révolutionnaire. Par ce moyen, elle peut ainsi le remiser toujours

au lendemain, et considérer que l'heure n'est pas propice. Cela permet de justifier l'activité fractionnelle au sein des organisations de la bourgeoisie, des partis sociaux-démocrates. Pire encore, lorsqu'une révolution a lieu, ses tenants s'effraient et la considèrent condamnée, par son caractère local, national. Dès lors, ils n'ont de cesse de la décrier et de la saboter.

“La révolution ne résoudrait les problèmes bourgeois qui se présentaient à elle en première ligne qu'en portant le prolétariat au pouvoir. Et lorsque celui-ci se serait emparé du pouvoir, il ne pourrait se limiter au cadre bourgeois de la révolution. Tout au contraire, et précisément pour assurer sa victoire définitive, l'avant-garde prolétarienne devrait, dès les premiers jours de sa domination, pénétrer profondément dans les domaines interdits de la propriété aussi bien bourgeoise que féodale. Cela devait l'amener à des collisions non seulement avec tous les groupes bourgeois qui l'auraient soutenue au début de sa lutte révolutionnaire, mais aussi avec les larges masses paysannes dont le concours l'aurait poussée vers le pouvoir. Les contradictions qui dominaient la situation d'un gouvernement ouvrier, dans un pays retardataire où l'immense majorité de la population se composait de paysans, ne pouvaient trouver leur solution que sur le plan international, sur l'arène d'une révolution prolétarienne mondiale.”¹¹

Ce qui est souligné révèle la posture de Trotsky. Pour cet individu, la révolution ne trouvant pas son issue dans l'arène mondiale, doit renoncer et retourner à son stade bourgeois. C'est une capitulation totale. Sa révolution permanente, niant les étapes, niant l'alliance avec la paysannerie, est un aventurisme qui cache, là encore, une déviation de droite. “Si on ne peut être pur, n'essayons pas”, tel serait son crédo.

Lénine présentait les choses d'une manière intégralement opposée, [comme le défend Staline] dans *Les principes du léninisme* (1924) :

“Auparavant, on considérait que la victoire de la révolution dans un seul pays était impossible car, disait-on, pour vaincre la bourgeoisie, il faut l'action combinée des prolétaires de la totalité ou, tout au moins, de la majorité des pays avancés. Ce point de vue ne correspond plus à la réalité. Il faut maintenant partir de la possibilité de la victoire sur la bourgeoisie dans un seul pays, car le développement inégal, saccadé des pays capitalistes sous l'impérialisme, l'aggravation des contradictions internes de l'impérialisme, qui aboutissent

11. L. Trotsky, « Préface de l'édition russe de 1922 », 1905, 1909.

fatalement à des guerres, la croissance du mouvement révolutionnaire dans tous les pays du globe entraînent non seulement la possibilité, mais la nécessité de la victoire du prolétariat dans des pays isolés.”¹²

[Selon Staline,] Lénine est clair : il est possible, il est nécessaire de saisir l'opportunité de frapper la bourgeoisie et d'être victorieux, même dans un seul pays. Il poursuit de même :

“Mais renverser le pouvoir de la bourgeoisie et instaurer celui du prolétariat dans un seul pays, ce n'est pas encore assurer la victoire complète du socialisme. La tâche principale : l'organisation de la production socialiste, est encore à accomplir. Peut-on en venir à bout, peut-on obtenir le triomphe définitif du socialisme dans un pays sans les efforts combinés des prolétaires de plusieurs pays avancés ? Certes, non. Pour renverser la bourgeoisie, il suffit des efforts d'un seul pays : c'est ce que nous montre l'histoire de notre révolution. Pour le triomphe définitif du socialisme, l'organisation de la production socialiste, il ne suffit pas des efforts d'un seul pays, particulièrement d'un pays rural par excellence comme la Russie : il faut les efforts des prolétaires de plusieurs pays avancés.”¹³

Trotsky, dans ses trois fausses théories, Révolution mondiale, révolution permanente, programme de transition, réussit un triplé d'échecs. Le programme de transition, que les organisations trotskistes appliquent avec soin, est une illustration parfaite du Trotsky vieillissant de la fin des années 30, préfigurant le trotskisme fascisant des années 1940.

L'idée est simple : présenter un programme que le capitalisme ne peut satisfaire, mais qui — jamais au grand jamais — ne mentionne la révolution, sinon de manière cosmétique. Cela va passer par des revendications d'interdiction des licenciements, d'interdiction des profits capitalistes, de mise sous contrôle populaire d'une partie de l'industrie et des monopoles capitalistes. En somme cela demande à l'État bourgeois de tirer contre son camp.

La stratégie vise à démontrer aux masses le caractère hostile du capitalisme et, au final, à les amener à se révolter.

12. J. V. Staline, *Les principes du léninisme*, 1924.

13. *Ibidem*.

Dans le fond, cela revient à leur cacher la vérité, c'est-à-dire que cela n'est pas possible. Cela revient à les lancer, sans être politiquement armés, à l'assaut de la bourgeoisie. Lorsque cela échoue, non seulement les masses sont déçues, dégoûtées, mais aucun progrès politique n'est fait.

C'est ce qui se retrouve dans des mots d'ordre tels que "insurrection citoyenne" ; "gouvernement ouvrier" ; "nationalisations démocratiques." Ce sont des mots d'ordre qui nient la question du pouvoir, de la révolution.

La théorie de l'insurrection, elle aussi, connaît ces vices. Elle consiste en une accumulation de forces censées à un instant T déboucher sur une irruption révolutionnaire. Ces accumulations en réserves stratégiques sont, sur le papier, positives, mais, bien souvent, elles se cantonnent à cela et tergiversent. Des insurrections ont réussi, notamment celles de Petrograd, il y a cent ans, mais baser la stratégie de l'organisation révolutionnaire sur cette seule option est un pari risqué, qui demande des conditions ultraspécifiques pour déboucher sur un succès. Or, il est essentiel de créer ses propres succès. Il est donc possible de faire mieux.

La théorie de la guerre populaire prolongée est une théorie qui synthétise les apports de la lutte révolutionnaire dans toute l'Histoire. Elle est la somme la plus aboutie de la théorie militaro-politique de la révolution.

Lorsqu'en 1917, les bolcheviques ont lancé la révolution, cela ne s'est pas fait en un tour de main. Une guerre civile fut nécessaire pour permettre l'instauration du pouvoir communiste. L'insurrection a formellement déclaré ce pouvoir, mais son exercice réel est l'enfant de la guerre.

En 1949, lorsque Mao Zedong proclame la République populaire de Chine, cela vient couronner la fin d'une guerre qui a permis aux communistes de créer un espace dans lequel ils assumaient la réalité du pouvoir.

Dans les deux cas, c'est la capacité à pouvoir exercer ce pouvoir réel qui prime sur la déclaration formelle. C'est cette capacité de remplacement du pouvoir bourgeois par celui du prolétariat qui est la clé. La déclaration formelle n'est que vent si elle ne s'accompagne pas de cela.

Dans ce cadre, la guerre populaire prolongée est une méthode dure stratégiquement : elle recherche la destruction de la capacité d'assurer la réalité du pouvoir par la bourgeoisie, pour construire celle du prolétariat.

Tactiquement, elle est très souple, elle permet d'utiliser l'ensemble des moyens, que ceux-ci soient légaux ou non, pour réaliser cet objectif. La tactique, cependant, doit rester étroitement subordonnée à la stratégie.

Elle traverse, grossièrement, trois étapes :

La défensive stratégique, étape de rassemblement des forces, de construction, de luttes défensives, syndicales, antifascistes. Elle est une période d'accumulation en vue du conflit et de début de conflit. Elle doit déboucher sur une politisation, une radicalisation politique des luttes. Elle doit déboucher aussi sur des embryons de soviets capables de prendre des décisions et de pouvoir en débiter l'application.

La période d'équilibre stratégique correspond à un double-pouvoir. Elle correspond à une phase pendant laquelle chacun des deux camps dispose d'une influence certaine, dans certains secteurs — géographiques, sociaux, etc. Cependant, aucun des deux ne peut anéantir l'autre, directement, à ce stade. Il s'agit d'un moment où la lutte se double d'un caractère militaire fort, et où l'accumulation de forces se double de la nécessité de briser la machine adverse.

L'offensive stratégique correspond au moment où la révolution prend le pas, impose sa légalité et sa légitimité sur un ordre pourrissant et s'effondrant. Les institutions de l'État bourgeois ne répondent plus. Sa capacité d'initiative est tarie, celle à assumer le pouvoir de manière concrète se disloque. L'offensive stratégique correspond à l'antichambre de la victoire.»¹⁴

La bourgeoisie dispose d'un appareil militaire qui doit être combattu. Ses forces spéciales, sa police, son armée, doivent être neutralisées pour qu'elles ne servent pas les noirs desseins de leurs maîtres. La bourgeoisie ne cédera pas sans tenter d'écraser les révolutionnaires.

Face à l'organisation supérieure de la bourgeoisie — autour d'un État, d'une police, d'une armée, d'une justice au service de sa classe — les révolutionnaires ne peuvent se contenter d'être dispersés et de réagir au coup par coup. Au degré supérieur d'organisation de l'état-major de la bourgeoisie doit répondre une organisation au degré tout aussi supérieur : un état-major du prolétariat. Cela

14. Unité communiste de Lyon, *Les bases du communisme*, 2017. À la date de la présente édition, ce document n'est plus édité par *Unité communiste*.

n'est en aucun cas, une nouvelle fois, par un amour atavique de la bureaucratie, de l'ordre et de la discipline, mais bel et bien car sans cela, toute tentative de changement profond de la société s'asphyxierait dans les débats sans fin, dans le crétinisme parlementaire, dans un flou constant qui *in fine*, profite systématiquement à la partie la plus à droite, la plus modérée, des organisations.

C'est là l'une des découvertes de Marx et Engels, cette nécessité du Parti comme outil de la lutte, comme état-major, comme organisation révolutionnaire.

Quant à la dictature du prolétariat, ce n'est pas non plus par amour de la violence et du carnage que les révolutionnaires ont le devoir de l'instaurer. Contrairement à ce que peuvent penser les libertaires ou les réformistes, ce n'est pas par désir d'autorité, par désir de pouvoir. Il s'agit d'une nécessité, dont Lénine disait à juste titre que la conscience de celle-ci était le premier pas vers la liberté.

Bien souvent, la dictature du prolétariat est traitée par la caricature, avec des remarques dignes du sophisme. Cependant, d'autres posent le doigt sur des aspects réellement problématiques de l'exercice du pouvoir révolutionnaire. Ce sont à ces différentes interrogations qu'il est important de répondre, pour expliquer le caractère paradoxal de cette dictature, laquelle signifie, *in fine* « démocratie pour le peuple, dictature pour les ennemis du peuple. »

6. LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

La dictature du prolétariat est, bien souvent, un sujet traité caricaturalement par les éditorialistes et les propagandistes bourgeois. L'image qui en est donnée est celle d'une dictature militaire ou militariste, « totalitaire », par essence criminelle et coercitive. L'enseignement secondaire s'est échiné à faire de ce régime un frère jumeau du nazisme, à en faire un régime d'extermination et de génocide.

Surtout, il en est fait une approche dépolitisée. Dans l'esprit de nombreuses personnes, il s'agit d'une dictature mise en œuvre pour l'orgueil d'un individu unique, d'un dirigeant avide de pouvoir — et avide du pouvoir pour le pouvoir. Le contenu social et politique en est escamoté en totalité. Tandis qu'aujourd'hui, dans l'État français, la suppression de la durée légale du travail est discutée, de même que le salaire minimum, le *Parti communiste (bolchevique) de l'Union soviétique*, dirigé par Staline, militait ardemment pour que celle-ci passe à 5 h ou 6 h par jour, sans perte de salaire.

Alors que le logement représente la première dépense des ménages, le loyer était plafonné à 10 % des salaires en URSS. Alors que le coût des études explose ; que la Sécurité sociale est menacée de liquidation, l'un et l'autre étaient gratuits en Union soviétique. Un fils d'ouvrier comme Brejnev, un enfant de paysans comme Khrouchtchev — bien que des leaders révisionnistes et liquidateurs — ont pu accéder aux plus hautes fonctions. Combien d'exemples similaires dans les pays capitalistes ? Aucun.

Ceci n'est pas dû à une intervention du Saint-Esprit, mais à une chose essentielle : la dictature du prolétariat.

Que la dictature du prolétariat soit une dictature, ceci est une évidence. Ceci n'est nullement caché. Ceci est revendiqué, même au sein de son intitulé. « Méchanceté » de la part des communistes ? Non. Il s'agit d'une attitude conséquente et cohérente.

En novembre 1847, dans *Le Manifeste du parti communiste* (1848), Marx et Engels faisaient l'exposé suivant :

« En esquissant à grands traits les phases du développement du prolétariat, nous avons retracé l'histoire de la guerre civile, plus ou moins latente, qui travaille la société actuelle jusqu'à l'heure où cette guerre éclate en révolution ouverte, et où le prolétariat fonde sa domination par le renversement violent de la bourgeoisie. »¹⁵

« Nous avons déjà vu plus haut que la première étape dans la révolution ouvrière est la constitution du prolétariat en classe dominante, la conquête de la démocratie. »¹⁶

« Le prolétariat se servira de sa suprématie politique pour arracher petit à petit tout le capital à la bourgeoisie, pour centraliser tous les instruments de production entre les mains de l'État, c'est-à-dire du prolétariat organisé en classe dominante, et pour augmenter au plus vite la quantité des forces productives. »¹⁷

Lénine dans *L'État et la révolution* (1917), ajoute à ces extraits les commentaires suivants :

« L'on trouve formulée ici l'une des idées les plus remarquables et les plus importantes du marxisme au sujet de l'État, celle de la "dictature du prolétariat" (comme devaient s'exprimer Marx et Engels après la Commune de Paris) ; nous y trouvons ensuite une définition de l'État, intéressante au plus haut point, et qui est également au nombre des "paroles oubliées" du marxisme : "L'État, c'est-à-dire le prolétariat organisé en classe dominante." »¹⁸

Voilà le pourquoi de la dictature du prolétariat. Elle est une nécessité, du fait de l'obstination de la bourgeoisie à vouloir, par la force, maintenir son ordre injuste. Cependant, elle n'est en rien la même forme d'État que l'État bourgeois. Lorsque les réformistes annoncent que la victoire peut s'obtenir par les urnes, que les travailleurs doivent conquérir l'État, ils omettent le fait que

15. K. Marx et F. Engels, *Le Manifeste du parti communiste*, 1848.

16. *Ibidem*.

17. *Ibidem*.

18. V. I. Lénine, *L'État et la révolution*, 1917.

l'État bourgeois est une dictature dirigée contre les travailleurs et les travailleuses et que l'État prolétarien est une dictature dirigée par les travailleurs et les travailleuses, contre leurs anciens exploiters.

Lénine, dans *La maladie infantile du communisme* (1920), explique ainsi la dictature du prolétariat :

« La dictature du prolétariat est une lutte acharnée, sanglante et non sanglante, violente et pacifique, militaire et économique, pédagogique et administrative, contre les forces et les traditions du vieux monde. La force de l'habitude enracinée chez des millions et des dizaines de millions d'hommes, voilà la force la plus redoutable. Sans un parti, un parti de fer endurci dans la lutte, sans un parti jouissant de la confiance de tous les membres honnêtes de la classe en question, sans un parti habile à suivre l'état d'esprit des masses et à influencer sur lui, il est impossible de mener cette lutte avec succès. »¹⁹

La dictature du prolétariat n'est pas une dictature « apolitique », détachée de la lutte des classes — quel régime pourrait l'être ? — mais elle est l'antithèse de la démocratie bourgeoise. Elle est un régime de démocratie pour l'alliance des masses populaires, des opprimés et des exploités, elle est une dictature contre la bourgeoisie, les classes dominantes et leurs laquais. Cela lui donne un double aspect, propre à tous les régimes politiques : elle est une dictature démocratique.

Dans *Les questions du léninisme* (1926), Joseph Staline présente trois points fondamentaux à cette dictature :

1) « Utilisation du pouvoir du prolétariat pour la répression des exploiters, la défense du pays, la consolidation des relations avec les prolétaires des autres pays, le développement et la victoire de la révolution dans tous les pays ;

2) Utilisation du pouvoir du prolétariat pour détacher définitivement de la bourgeoisie les travailleurs et les masses exploitées, pour renforcer l'alliance du prolétariat avec ces masses, pour faire participer ces dernières à la réalisation du socialisme et assurer leur direction politique par le prolétariat ;

19. V. I. Lénine, *La maladie infantile du communisme, le « gauchisme »*, 1920.

3) Utilisation du pouvoir du prolétariat pour l'organisation du socialisme, l'abolition des classes, l'acheminement vers une société sans classes, sans État.»²⁰

Si vis pacem, para bellum. « Si vous voulez la paix, préparez la guerre. »

Dans un cas comme dans l'autre, le pouvoir populaire naissant se confronte à une lutte des classes aiguë. Aiguë et durable. Dans chacun des cas, l'application de son programme passe par la force, face au refus de la bourgeoisie de se plier aux règles d'un jeu démocratique qui n'est censé servir que ses intérêts. Même si la bourgeoisie est chassée, point de « démocratie pure » à l'horizon :

« On peut défaire d'un coup les exploiters, par une insurrection victorieuse dans la capitale ou une révolte des troupes. Mais à part quelques cas très rares, exceptionnels, on ne peut les anéantir d'un seul coup. On ne peut d'un coup exproprier tous les propriétaires fonciers et tous les capitalistes d'un pays de quelque importance. Ensuite, l'expropriation à elle seule, en tant qu'acte juridique ou politique, est loin de résoudre le problème, car il faut destituer en fait les grands propriétaires fonciers et les capitalistes, les remplacer en fait par une autre gestion ouvrière des usines et des domaines. Il ne saurait y avoir d'égalité entre les exploiters qui, durant de longues générations, s'étaient distingués par leur instruction, par leur train de vie et par les habitudes acquises, et les exploités dont la masse, même dans les républiques bourgeoises les plus avancées et les plus démocratiques, reste accablée, inculte, ignorante, craintive, divisée. Longtemps après la révolution, les exploiters conservent nécessairement une série de réels et notables avantages : il leur reste l'argent (impossible de le supprimer d'un coup), certains biens mobiliers, souvent considérables ; il leur reste des relations, des habitudes d'organisation et de gestion, la connaissance de tous les secrets de l'administration (coutumes, procédés, moyens, possibilités) ; il leur reste une instruction plus poussée, des affinités avec le haut personnel technique (bourgeois par sa vie et son idéologie) ; il leur reste une expérience infiniment supérieure de l'art militaire (ce qui est très important), etc., etc.

Si les exploiters ne sont battus que dans un seul pays, et c'est là bien entendu le cas typique, la révolution simultanée dans plusieurs pays étant une rare exception, ils restent toutefois plus forts que les exploités, puisque les relations internationales des exploiters sont immenses. Qu'une partie des

20. J. V. Staline, *Les questions du léninisme*, 1926.

masses exploitées les moins développées, parmi les paysans moyens, artisans, etc., marchent et soient susceptibles de marcher avec les exploités, c'est ce qu'ont montré toutes les révolutions antérieures, y compris la Commune (car parmi les troupes versaillaises, ce qu'a "oublié" le savantissime Kautsky, il y avait aussi des prolétaires).»²¹

Pour revenir sur le programme de Philippe Poutou, dès les deux premiers points, il est compréhensible que ce programme ne soit nullement en mesure d'être applicable. Comment « donner le contrôle à celles et ceux qui font tourner la société » lorsque la dictature de la bourgeoisie, la dictature du profit, n'est pas balayée ? Dans cette guerre de tranchées, dans ce Stalingrad inversé qu'est la lutte institutionnelle, la position réformiste-radical est de s'y jeter à corps perdu. En pure perte.

La bourgeoisie brime et opprime l'expression des travailleurs, dans leur lutte syndicale. Elle brime d'autant plus leur expression politique. Elle met en œuvre tous les pièges possibles, imaginables, pour corrompre, pour perdre les militants et militantes communistes, pour dégoûter les masses, pour les emmener vers le chemin de la réaction, du chauvinisme, de l'adhésion aux thèses idéalistes pourries. Si une menace émerge, elle fera front contre elle, s'arc-boutant de toutes ses forces, auxquelles peuvent s'ajouter celles de l'étranger. Si cette menace se concrétisait électoralement, elle serait prise dans un labyrinthe dont elle ne pourra pas sortir vainqueur. Si elle pouvait tenter de mettre en œuvre son programme, celui-ci ferait face à une politique de refus, d'hostilité, de terre brûlée, organisée par la bourgeoisie. Sabotages, assassinats, propagande ennemie : voici ce que rencontrent ceux qui veulent renverser le pouvoir bourgeois.

Le pire étant que ces organisations en ont conscience. Mais elles font le choix conscient de mentir aux masses et de les aiguiller dans cette voie fautive, pour ne pas les effrayer. Pour ne pas les repousser en leur annonçant la couleur : la lutte des classes peut devenir une guerre.

Les masses comprennent la violence de l'exploitation, de la police, de la bourgeoisie. Elle les marque dans leur chair, dans leur vie. La peur de la misère, la peur de l'exclusion sociale, la peur de perdre le peu qui est accordé par le patronat. Ces organisations ne le comprennent pas, car, fondamentalement, elles ne s'adressent pas aux travailleurs, aux travailleuses, aux exploités, aux opprimés. Elles s'adressent à la petite bourgeoisie radicale.

21. V. I. Lénine, *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, 1918.

Là se trouve l'essence du programme de transition trotskiste et du programme réformiste-radical des dissidents du PCF, de tous ceux et celles qui ne posent que des revendications impossibles, dans l'espoir que les masses, insatisfaites, se mettent à développer spontanément des mots d'ordre révolutionnaires. Dans les faits, elles ne font que maintenir les mythes de la bourgeoisie, de la démocratie. Elles ne font que soutenir l'œuvre des révisionnistes du marxisme, nier la dictature de la bourgeoisie, nier le besoin d'un parti révolutionnaire, nier le besoin de la révolution, nier le besoin de la dictature du prolétariat contre la bourgeoisie pour permettre l'avènement du socialisme.

«La transition du capitalisme au communisme, c'est toute une époque historique. Tant qu'elle n'est pas terminée, les exploiters gardent inéluctablement l'espoir d'une restauration, espoir qui se transforme en tentatives de restauration. À la suite d'une première défaite sérieuse, les exploiters qui ne s'attendaient point à être renversés, qui n'en croyaient rien et n'en admettaient pas l'idée, se lancent dans la bataille avec une énergie décuplée, avec une passion furieuse, avec une haine centuplée pour reconquérir le "paradis" perdu, pour leurs familles qui menaient une si douce existence et que, maintenant, la "vile populace" condamne à la ruine et à la misère (ou au "vil" labeur...). Et derrière les capitalistes exploiters c'est la grande masse de la petite bourgeoisie qui — des dizaines d'années d'expérience historique dans tous les pays en font foi — hésite et balance, qui aujourd'hui suit le prolétariat et demain, effrayée des difficultés de la révolution, est prise de panique à la première défaite ou demi-défaite des ouvriers, s'affole, s'agite, pleurniche, court d'un camp à l'autre... tout comme nos mencheviques et nos socialistes-révolutionnaires. Et devant cette situation, à une époque de guerre acharnée, aigüe, où l'histoire met à l'ordre du jour le problème de l'existence ou de la non-existence des privilèges séculaires et millénaires, on disserte sur la majorité et la minorité, la démocratie pure, l'inutilité de la dictature, l'égalité entre exploiters et exploités !! [...]»²²

Plutôt que courir le risque d'être balayé, il est préférable d'anticiper le danger, de s'en prémunir. D'où la nécessité de ne pas omettre la question de l'autodéfense et de la protection.

Dans notre brochure sur les bases de l'idéologie communiste, nous mentionnions :

22. *Ibidem.*

«La révolution, expliquait Mao Zedong, n'est pas un dîner de gala. Elle est issue d'un acte de violence par lequel une classe a chassé l'autre du pouvoir. La raison d'être de la dictature du peuple est de lutter contre la machine de guerre bourgeoise et contre sa volonté de retour. La police, la justice, la milice, l'armée populaire sont les outils de la lutte contre les menées réactionnaires de la bourgeoisie.»²³

Tout comme la démocratie athénienne était la démocratie des propriétaires d'esclaves, et l'exercice d'une dictature à l'égard de ces derniers ; tout comme le féodalisme était une relative « démocratie » de la Noblesse et du Clergé, mais une dictature sur la paysannerie ; tout comme le capitalisme est la démocratie des capitalistes, la dictature du prolétariat est une démocratie du peuple et une dictature sur les ennemis du peuple.

Elle est un pouvoir dictatorial, non pas par amour du sang, mais bien car elle est un régime de guerre. De guerre des anciennes classes possédantes contre ceux qui les ont fait chuter de leur paradis perdu. Elle est un régime de guerre contre ceux qui veulent renverser le pouvoir populaire, mais également contre une nouvelle bourgeoisie qui pourrait émerger.

Elle est un outil de transformation de la société. Elle est un moyen juridique, un moyen d'organisation économique, non pas — comme le mentionnent certains « auteurs » — pour faire du prolétariat une nouvelle bourgeoisie, mais bien pour achever la lutte des classes par la résolution des contradictions entre exploités et exploités. Elle est un régime de démocratie populaire, où le peuple n'exerce pas un simili-pouvoir au travers d'un bulletin de vote, mais par son outil de décision et d'application : le soviét.

Que sont les soviets ?

Voici la définition faite dans *Les bolcheviques garderont-ils le pouvoir ?* (1917) par Lénine, citée dans *La révolution d'Octobre et la tactique des communistes russes* (1924) par Staline :

«Les soviets sont un nouvel appareil étatique qui, en premier lieu, instaure la force armée des ouvriers et des paysans, force qui n'est pas, comme celle de l'ancienne armée permanente, détachée du peuple, mais reliée étroitement à

23. Unité communiste de Lyon, *Les bases du communisme*, 2017. À la date de la présente édition, ce document n'est plus édité par *Unité communiste*.

ce dernier, qui, dans le domaine militaire, est incomparablement supérieure à toutes celles qui l'ont précédée et qui, au point de vue révolutionnaire, ne peut être remplacée par aucune autre. En second lieu, cet appareil instaure avec les masses, avec la majorité du peuple, une liaison si étroite, si indissoluble, si facilement contrôlable et renouvelable qu'on en chercherait vainement une semblable dans l'ancien appareil étatique. En troisième lieu, cet appareil qui est électif et dont le peuple peut, à son gré, sans formalités bureaucratiques, changer le personnel, est par là même beaucoup plus démocratique que les appareils antérieurs. En quatrième lieu, il donne une liaison solide avec les professions les plus diverses, facilitant ainsi la réalisation, sans bureaucratie aucune, des réformes les plus différentes et les plus profondes. En cinquième lieu, il donne la forme d'organisation de l'avant-garde des paysans et des ouvriers, c'est-à-dire de la partie la plus consciente, la plus énergique, la plus avancée des classes opprimées, et permet par là même à cette avant-garde d'élever, instruire, éduquer et entraîner dans son sillage toute la masse de ces classes, qui jusqu'à présent était restée complètement en dehors de la vie politique, complètement en dehors de l'Histoire. En sixième lieu, il permet d'allier les avantages du parlementarisme à ceux de la démocratie immédiate et directe, c'est-à-dire de réunir, dans la personne des représentants électifs du peuple, le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif.»²⁴

Ce sont ces outils qui forment l'aspect démocratique de la dictature du prolétariat. Ils forment la liaison entre les masses et la direction politique. Il s'agit d'un lien essentiel, fondamental. Si celui-ci se rompt, par l'aventurisme du Parti communiste ou par des déviations droitières, la dictature du prolétariat sera en extrême-difficulté. Car la dictature du prolétariat a besoin de la direction d'un parti communiste tenant une ligne juste. Si le Parti communiste est contaminé par l'esprit droitier, si la ligne révolutionnaire disparaît dans les remous de la lutte interne, là, en l'occurrence, les risques avancés par les libertaires s'avèreront fondés.

Si le Parti communiste n'est plus communiste, s'il perd le pouvoir, si une nouvelle bourgeoisie en prend le contrôle, le processus de la transformation de la société stoppe. C'est ce qui fait que la lutte s'exerce également à l'intérieur du Parti comme de la société. S'il existe un débat démocratique entre les forces favorables à la révolution sur la manière de transformer la société, ce débat démocratique ne peut tolérer l'hostilité, la réaction et les agents de la bourgeoisie.

24. V. I. Lénine, *Les bolcheviques garderont-ils le pouvoir?*, 1917.

Non pas par esprit de vengeance, pas non plus par fascination pour la censure et la répression. Mais bien car la construction du socialisme est un processus fragile et soumis à des menaces constantes.

Dans le confort actuel, dans le cadre cotonneux, même illusoire, de la démocratie bourgeoise, cela peut paraître difficile à saisir. Il convient de garder à l'esprit ce que signifie l'aggravation de la lutte des classes sous le socialisme. La bourgeoisie est acculée à la défensive, elle montre les dents. Les anciens bourgeois, richissimes parasites sociaux, les banquiers, les rentiers ne veulent pas perdre leurs immenses privilèges sociaux, leurs immenses fortunes.

S'ils en ont la possibilité, ils écraseront dans le sang l'opposition. Tout comme la Commune de Paris fut écrasée, tout comme les Républiques des soviets, de Bavière, de Berlin, de Hongrie. S'ils peuvent s'appuyer sur des éléments faibles, hésitants, au sein des rangs des communistes, ils le feront. L'histoire de l'URSS est marquée du sang d'une longue série de sabotages, de conspirations, d'assassinats — parfois avec la complicité de membres hauts placés du PC(b) US, comme ce fut le cas avec Boukharine ou Trotsky.

Ces faits ne sont pas du ressort unique d'une hypothétique méchanceté propre à tel ou tel individu ou de l'esprit vicieux de tel ou tel acteur. Ils sont le reflet d'un aspect essentiel de la lutte des classes : elle ne s'arrête pas à la révolution et à la prise du pouvoir. Elle se poursuit avec la transformation de la société.

Au plus le socialisme avance, au plus les résistances à la nouvelle société se font fortes et intenses. D'autant que, certains rapports issus de « l'ancien monde » perdurant, certaines nécessités en termes d'experts, de spécialistes, d'officiers et de hauts fonctionnaires, peuvent donner — et ont donné, par le passé — naissance à une nouvelle bourgeoisie, une bourgeoisie d'État, une nomenklatura et des « hommes de l'appareil », ces apparatchiks. L'existence de ces individus, la continuité de la lutte des classes, est un des aspects qui rend la dictature du prolétariat nécessaire jusqu'au bout, sans le moindre relâchement de la vigilance, tant du Parti que des masses.

La lutte ne se mène pas que contre les anciennes classes possédantes, mais contre - également — les nouveaux bourgeois.

7. CONTRE LES ANCIENS BOURGEOIS ET LES NOUVEAUX

L'Histoire et les rapports sociaux ne s'écrivent pas en un jour. La victoire de la révolution prolétarienne sur près de la moitié de la planète s'est retrouvée réduite à néant. C'est là l'une des grandes tragédies de l'histoire contemporaine. Une victoire considérée comme acquise, balayée par la restauration du capitalisme. La bourgeoisie s'est emparée de ces déboires pour en faire une illustration d'une « faillite génétique du système communiste. »

La chute de l'URSS, du camp socialiste, la restauration du capitalisme en Chine Populaire, tout ceci s'est mué en argument massue.

Cet argumentaire a été, involontairement, appuyé par les révisionnistes. Indépendamment du courage de son auteur pendant la guerre d'Algérie, face à l'impérialisme français, le livre d'Henri Alleg *Le grand bond en arrière: reportage dans une Russie de ruines et d'espérance* publié en 1998, est illustratif. La restauration apparaît comme un phénomène incompréhensible, imprévisible, impossible à prévoir. Elle est décrite comme le fait d'une clique d'opportunistes, d'une poignée d'agents de la restauration du capitalisme.

Elle n'est pas vue comme une conséquence d'un processus dont le point de bascule fut la déstalinisation. Accuser Ieltsine d'être le responsable de la fin de l'URSS revient à nier le processus qui lui a permis de l'effectuer. Rejeter la faute sur Gorbatchev, en faire le diable lui-même, revient, là aussi, à observer une écume de surface pour comprendre les abysses.

Pourtant étudier cette question est un des points essentiels pour comprendre la plus grande défaite de la classe ouvrière.

Cela d'ailleurs ne peut amener qu'à une parenthèse fascinante sur l'état d'esprit politique des forces révisionnistes actuelles.

D'une part se trouvent celles qui ont définitivement rejeté le socialisme, qui prennent fait et cause pour le réformisme, pour la social-démocratie, qui rejettent l'URSS, la dictature du prolétariat, la révolution. La direction du PCF fait partie de ce groupe. Dans un sens, sa position, fautive, est néanmoins cohérente.

La position des « léninistes » orbitant autour du PCF, quant à elle, est nettement plus ambiguë. Bien souvent, les membres de ces organisations défendent Staline contre les positions pro-1956. Mais d'une part, la défense est purement cosmétique, de l'autre elle est paradoxale. Cosmétique car elle ne s'accompagne pas de conclusions politiques et organisationnelles. Paradoxale car elle implique certaines choses. Bien que rejetant généralement Mao Zedong, les tenants de cette position soutiennent les critiques d'Enver Hoxha sur la déviation soviétique. Mais ils escamotent le fait que le PCF s'est porté en première ligne de l'attaque contre le *Parti du travail d'Albanie*. Ils escamotent la contre-attaque commune sino-albanaise contre la ligne déviationniste de l'organisation française. Par ce fait, ils ne condamnent qu'en surface les thèses fausses du PCF, qu'ils se refusent à expliciter. Cette position est une impasse idéologique et organisationnelle.

La dictature du prolétariat n'est pas qu'un mot jeté en l'air, qu'un fétiche. Elle correspond, sous le socialisme, à une lutte intense, frontale entre une bourgeoisie toujours puissante, toujours ancrée dans la société, toujours maîtresse et experte, face à un prolétariat qui n'a qu'un avantage limité sur son ennemi. Ce sont des aspects déjà évoqués plus haut.

Mais cette lutte des classes sous le socialisme ne se contente pas d'une simple lutte contre les ennemis d'hier. Elle se poursuit contre la génération, spontanée, d'autres ennemis du socialisme et du communisme. Ainsi, Lénine écrit dans *La maladie infantile du communisme* :

« La dictature du prolétariat, c'est la guerre la plus héroïque et la plus implacable de la nouvelle classe contre un ennemi plus puissant, contre la bourgeoisie dont la résistance est décuplée du fait de son renversement (ne fût-ce que dans un seul pays) et dont la puissance ne réside pas seulement dans la force du capital international, dans la force et la solidité des liaisons internationales de la bourgeoisie, mais encore dans la force de l'habitude, dans la force de la petite production. Car, malheureusement, il reste encore au monde une très, très grande quantité de petite production : or, la petite production engendre le capitalisme et la bourgeoisie constamment, chaque jour, à chaque heure, d'une manière spontanée et dans de vastes proportions. Pour toutes ces raisons, la dictature du prolétariat est indispensable. »²⁵

25. V. I. Lénine, *La maladie infantile du communisme, le « gauchisme »*, 1920.

Relâcher, comme le prônent les anarchistes, la dictature du prolétariat, laisser le libéralisme régner, cela revient à encourager la bourgeoisie à se reconstruire et à se restaurer. En URSS, le poids de la guerre, les concessions qui ont dû être accordées par le régime, ont entraîné un relâchement de la lutte des classes aiguë qui caractérisait les années 30.

Pour reprendre ce que nous écrivions dans notre brochure *9 mai 1945, nous oublions jamais l'URSS!* (2017) :

« Dans cette terrible épreuve, le régime soviétique a opéré une manœuvre en tenaille contre ses ennemis. Il a durci le ton face aux agents du défaitisme, face à la V^e colonne fasciste en son sein, face aux capitulards, aux bonapartistes, aux traîtres. Sans les grandes purges, il est douteux que l'URSS n'ait pas eu à faire face à des trahisons, des défections, des contre-révolutions.

Mais il a dû également faire des compromis vers certaines couches de la population, pourtant ciblées par la lutte des classes. Les ingénieurs en chef, les généraux, les directeurs d'usines, les experts en tous genres ont bénéficié d'un relâchement.

Ces concessions étaient le fruit de l'urgence, de la nécessité, de l'importance de faire bloc contre la menace de guerre et contre sa concrétisation.

La constitution de 1935, par exemple, illustre ce bloc national : la lutte des classes est moins mise en avant. Le Parti communiste est présenté, à certains moments, comme le Parti du peuple tout entier. En somme un bloc se prépare. Il se paie déjà par certains reculs, issus des tendances réactionnaires présentes au sein de la société.

Ainsi, à partir de fin 1942, le NKVD relâche son contrôle sur l'armée. Les grades et le statut d'officier sont rétablis. Anthony Beevor et Alexander Werth mentionnent même les “fils d'or” utilisés pour fabriquer les épaulettes des généraux. Surtout, le statut de commissaire politique devient non contraignant et uniquement “éducatif”.

Des ingénieurs en chef, condamnés dans les années 30, sont libérés de prison et remis à la tête de leurs usines. De même pour des officiers peu fiables, élevés à l'école tsariste.

Le Parti communiste favorise l'entrée, comme une récompense, à de nombreux soldats, de nombreux officiers, en somme à une base sociale qui se déprolétarise.

Tout ceci s'est payé, chèrement.

Dès la fin de la guerre, la direction du PC(b)US resserre l'étau autour des éléments douteux. Mais le pays est épuisé, il n'aspire qu'à la paix, il n'aspire qu'à panser ses plaies. Un mouvement de masse, une phase aiguë de la lutte des classes, ne paraissent pas possible.

Au moment où l'URSS apparaît à son zénith, sa direction se contamine de révisionnistes, de réformistes, de militaires, qui formeront l'ossature du régime khrouchtchevien, du régime brejnevien.

L'aile gauche du Parti communiste s'est ainsi retrouvée minoritaire, repoussée, et finalement balayée lors de la vacance du pouvoir causée par le décès de J. Staline.

Le PC(b)US devenu révisionniste, bon nombre de partis lui emboîtèrent le pas, trop heureux de voir leurs propres déviations validées.»²⁶

Sur le sujet, en 1969, Enver Hoxha s'exprimait ainsi :

«Le révisionnisme khrouchtcheviste en Union soviétique a subi plusieurs étapes, en conformité avec lequel ses formes, ses méthodes et sa tactique de lutte et l'action pour effectuer en pratique son cours antimarxiste et déloyal et le camoufler, ont aussi changés [...]

Dans le domaine idéologique les révisionnistes ont remplacé les idées et la ligne cohérente marxiste-léniniste de Staline sur toutes les questions fondamentales avec les idées et la ligne antimarxiste du révisionnisme moderne. Les opportunistes et trotskistes divers, boukharinistes et les ennemis zinovievistes, les nationalistes et les autres, en Union soviétique ont été proclamés comme "les victimes de Staline" et ont été placés sur le piédestal des "martyrs" et des "héros"... Ils ont lancé le slogan d'unité avec les social-démocraties à l'échelle nationale et internationale "dans la lutte

26. Unité communiste, 9 mai 1945, *n'oublions jamais l'URSS*, 2017.

commune pour le socialisme,” et la voie a été pavée pour le rapprochement complet idéologique, politique et organisationnel et la fusion des partis communistes avec les partis sociaux-démocrates [...]»²⁷

Les attaques contre les abus de Staline n'ont servi qu'à une seule et unique chose : saper la base de la dictature du prolétariat et de la lutte interne menée au sein de l'URSS, pour la remplacer, en catimini, par la conciliation de classe, par la démagogie, par l'endormissement des travailleurs, persuadés d'être définitivement victorieux. En réhabilitant les « victimes du stalinisme », en prétendant améliorer le marxisme-léninisme, les révisionnistes n'ont pas réhabilité des individus, ils ont réhabilité des lignes politiques droitières, restauratrices du capitalisme.

Les agents de Khrouchtchev ont purement et simplement liquidé la dictature du prolétariat.

« Dans le domaine politique Khrouchtchev et son groupe ont sali et ont renoncé à la théorie marxiste-léniniste et à la pratique de la lutte des classes et à la dictature du prolétariat, l'appelant “une altération staliniste” et proclamant la période entière historique de la direction de Staline “une période sombre, antidémocratique, une période des violations de la légalité socialiste, de terreur et de meurtres, de prisons et de camps de concentration.” La route a été ainsi ouverte pour la liquidation de la dictature du prolétariat et pour son remplacement par la dictature bureaucratique et contre-révolutionnaire de la nouvelle aristocratie “socialiste” qui est née et se développait, tout cela étant couvert de slogans trompeurs de “démocratisation” et de “la restauration de la liberté et la justice socialiste” prétendument “perdue et maintenant regagnée”. »²⁸

Nikita Khrouchtchev s'est fait un nom comme commissaire politique à Stalingrad, se couvrant des lauriers de la gloire. Il s'y est fait des amis, également, membres de l'armée, cryptobonapartistes, favorables au retour du rôle des officiers. Derrière ces officiers se trouvaient des membres du Parti et des ingénieurs en chef, tous horrifiés, fondamentalement, à l'idée de perdre les privilèges acquis lors de la guerre. Terrifiés également d'avoir à faire face à de nouvelles purges, lesquelles démasqueraient certainement leurs petits « à-côté », leurs abus, leurs petits royaumes.

27. E. Hoxha, *La démagogie des révisionnistes soviétiques ne peut dissimuler leur trahison*, 1969.

28. *Ibidem*.

Ces individus, que la lutte des classes aurait dû désigner pour une réhabilitation et une rééducation par un travail prolétarien, ont fait leur nid, ont tissé leurs toiles, ont entamé un travail de sape pour occuper les postes politiques, pour en chasser les camarades honnêtes et sincères. Ils n'ont pas agi que pour se doter de places, ils ont transformé économiquement l'URSS, stoppant la progression du socialisme.

« Dans le domaine économique, les khrouchtchevistes ont déclaré comme faux et incorrect la ligne de Staline et les méthodes de développement et la gestion de l'économie socialiste dans toutes les branches, particulièrement dans celui de l'agriculture, et ont rejeté les directives de Staline sur la nouvelle amélioration et le développement des relations socialistes de production dans la période historique de la transition du socialisme au communisme et, cela sous le prétexte de surmonter "la stagnation" de l'économie et les difficultés prétendument créées suite à la ligne "dogmatique" de Staline, entreprise par une série de "réformes" qui ont frayé la voie à la dégénération graduelle de l'ordre socialiste économique et à l'opération non contrôlée des lois économiques du capitalisme. »²⁹

Voilà donc le nœud central du problème, que les « communistes » fidèles à l'URSS jusqu'au bout. La transformation des rapports économiques, la monétarisation des échanges au sein de l'Union soviétique, l'accroissement des écarts de salaires, du niveau de vie. Au lieu de suivre la ligne du développement harmonieux de l'économie, combinant l'alliance des ouvriers et des paysans avec le respect des forces de la nature, les révisionnistes ont réintroduit, en fraude, des rapports de types capitalistes.

C'est là le facteur qui, *in fine*, fut fatal à l'Union soviétique. C'est celui qui transforma une URSS capable de rattraper et de dépasser les pays capitalistes en une loque, victime de la stagnation économique, pourrie par le poids du complexe militaro-industriel, véritable parasite.

Voilà une illustration de ce qui se déroule lorsque l'étau de fer de la dictature du prolétariat est relâché alors que la bourgeoisie n'est pas encore vaincue. Voilà à quel drame est arrivée l'Union soviétique, voyant l'ennemi reprendre vie au sein de son propre corps.

29. *Ibidem.*

Quant à la Chine, l'auteur Tchang Tchouen-Kiao s'exprime ainsi, en 1975, alors que la clique de bandits de Deng Xiaoping est à l'orée du pouvoir :

« En effet, de nouveaux éléments bourgeois sont apparus les uns après les autres. Ils sont personnifiés par la clique des renégats Khrouchtchev et Brejnev. En général de très bonne origine de classe, ces gens-là ont presque tous grandi sous le drapeau rouge, ont adhéré du point de vue de l'organisation au Parti communiste, ont été formés dans les universités, et sont devenus de prétendus experts rouges. Or, ils sont de nouvelles herbes vénéneuses nées sur le vieil humus du capitalisme. Après avoir trahi leur propre classe, usurpé la direction du Parti et de l'État et restauré le capitalisme, ils sont devenus les chefs de file de la dictature qu'exerce la bourgeoisie sur le prolétariat, réussissant dans une entreprise où Hitler avait échoué. Le Spoutnik lancé, le drapeau rouge est tombé » : cette expérience historique, nous ne devons jamais l'oublier, et surtout pas au moment où nous nous efforçons d'édifier un puissant pays. »³⁰

Cette conclusion de la part de Tchang Tchouen-Kiao est à la fois d'une justesse terrible tout comme un constat glaçant : la bourgeoisie cherche à renaître systématiquement. Elle est non seulement un danger permanent, elle est le plus redoutable. Un ennemi en uniforme est un ennemi qui se voit, qui se désigne, qui peut être chassé. Lorsque l'ennemi se vêt comme l'allié, lorsqu'il parle comme l'allié, lorsqu'il prétend être l'allié, il devient le plus redoutable.

« L'expérience historique nous apprend également que, devant les victoires que la dictature du prolétariat remporte l'une après l'autre, la bourgeoisie fait mine d'accepter cette dictature, mais qu'elle ne travaille pas moins, dans ses actes, à restaurer la dictature de la bourgeoisie. C'est justement ce qu'ont fait Khrouchtchev et Brejnev. Ils n'ont pas changé le nom des Soviétiques, ni celui du Parti de Lénine, ni celui des Républiques socialistes. Pourtant sous le couvert de ces appellations qu'ils conservent, ils ont vidé la dictature du prolétariat de son contenu, et en ont fait une dictature de la bourgeoisie monopoliste opposée aux Soviétiques, au Parti de Lénine et aux Républiques socialistes. Ils ont avancé un programme d'État du peuple tout entier et de parti du peuple tout entier, programme révisionniste trahissant ouvertement le marxisme. »³¹

30. Tchang T., *De la dictature intégrale sur la bourgeoisie*, 1975.

31. *Ibidem*.

La force du révisionnisme en URSS a résidé dans le fait de prétendre accompagner la dictature du prolétariat et la ligne du Parti, contrairement aux cliques de Trotsky et de Boukharine qui s’y opposaient. L’un des thèmes favoris de ces renégats fut le fait de clamer que le Parti communiste était devenu le «Parti du peuple tout entier.» C’est là leur point d’attaque principal. Certaines organisations prétendent que la responsabilité en revient à Staline, qui, dans le milieu des années 1930, avait été le premier à employer ce terme. Il s’agit là d’un débat qui mérite qu’on ouvre une parenthèse rapide. Lorsque Staline évoque «le Parti du peuple tout entier», il le fait dans un contexte de marche à la guerre, de besoin de souder les rangs en prévision du titanesque conflit qui s’annonce. Cette déclaration est faite de manière publique, à destination de l’ensemble de la population soviétique, elle n’est pas une thèse interne au *Parti communiste (bolchevique) de l’Union soviétique*. Si elle temporise la lutte des classes menée fermement au début des années 30, elle ne s’accompagne pas moins d’un gigantesque mouvement de lutte contre la cinquième colonne fasciste au sein de l’URSS. Elle forme donc une déclaration diplomatique, non une thèse politique. C’est là où le travail sur les sources prend tout son sens.

La lecture de l’ouvrage *Les problèmes économiques du socialisme en URSS* de 1952 illustre le fait que l’aile gauche du PC(b)US, et Staline en chef, avaient une conscience particulièrement précise de la menace interne à l’URSS. Cette menace s’est, hélas, concrétisée de la manière la plus brutale. Mais là où Staline déclarait un message de temporisation, les Khrouchtchev et les Brejnev en ont fait une théorie : la lutte des classes est terminée.

« Pareilles choses se sont aussi produites dans notre pays. Liou Chao-chi et Lin Piao n’ont pas simplement propagé la théorie de “l’extinction de la lutte de classes” ; quand ils réprimaient la révolution, ils ont agité ce même drapeau. Lin Piao n’avait-il pas un memento en quatre points dont l’un s’énonçait : “ne jamais oublier la dictature du prolétariat” ? En effet, il ne l’oubliait jamais, seulement il convient d’insérer ici le mot “renverser”, ce qui donne : “ne jamais oublier de renverser la dictature du prolétariat”. Selon les propres aveux de ces gens-là, il s’agissait d’“attaquer les forces du président Mao en arborant le drapeau du président Mao”. Parfois, ils se montrent “soumis” au prolétariat et même affichent un air plus révolutionnaire que quiconque, lançant des mots d’ordre “de gauche” pour fomenter des troubles et mener des activités de sape. »³²

32. *Ibidem*.

En Chine également, la même situation s'est produite. Ce n'est pas par l'hostilité, mais bien par l'insinuation et le sabotage interne que s'est mise en branle la terrible lutte. Si en URSS, la carte de la modération et de la douceur a été portée par l'aile droite, en Chine, Lin Piao et Liu Shaoqi se sont drapés dans l'étendard de la révolution. Le premier en se prétendant le fer de lance de la dictature démocratique du peuple, le second en prétendant incarner la perfection. L'un comme l'autre a usé de mots d'ordre « de gauche » pour agir à droite, pour saper le travail de construction du socialisme.

Les révisionnistes et les saboteurs n'ont négligé aucun terrain d'action, fut-ce t-il culturel comme économique ou juridique. Cependant, chacun de leurs pas allait dans la direction de la restauration du capitalisme.

« Tu veux la transformation socialiste ? Il prétend consolider l'ordre de démocratie nouvelle. Tu veux l'établissement des coopératives et des communes populaires ? Il dit que c'est trop tôt. Tu estimes qu'il faut faire la révolution dans l'art et la littérature ? Il soutient que présenter quelques pièces de fantômes ne fera aucun mal. Tu veux restreindre le droit bourgeois ? Il le trouve excellent et dit qu'il faut plutôt l'élargir. Ces champions des vieilleries bourdonnent, tel un essaim de mouches, autour de ce que Marx dénommait les "stigmates" et les "défauts" de l'ancienne société. Ils portent un intérêt tout particulier à prêcher aux jeunes et aux adolescents, en profitant de leur inexpérience, que le stimulant matériel est comme un fromage fermenté qui, s'il sent fort, n'en est pas moins savoureux. »³³

La dictature du prolétariat n'est pas un luxe, n'est pas une simple promenade heureuse. Elle est une lutte menée, dure, exigeante, contre les ennemis du prolétariat et du pouvoir populaire. Comme mentionné dans la partie précédente, la lutte est constante, et, surtout, il n'existe aucune garantie formelle ou organisationnelle qui puisse permettre de s'assurer d'une absence de déviation idéologique et politique.

Dans les expériences menées par l'URSS et la Chine, deux méthodes de lutte ont été mises en œuvre, l'une et l'autre avec leurs succès et leurs revers. Avant toute chose, il ne faut surtout pas oublier que la construction du socialisme est une expérimentation. Il s'agit probablement de l'aspect le plus important de

33. *Ibidem.*

cette brochure. Contrairement à un examen en université, où une note ainsi qu'une correction est donnée, au sein de la lutte des classes réelle il n'existe ni corrigé, ni note. Les erreurs se paient cher, par des pertes et des fleuves de sang.

Opérer un rejet de la Chine et de l'URSS sur la base de leurs imperfections et d'un argument téléologique du type de « s'il y a eu échec, cela signifie que tout était pourri », est dangereux et contre-productif. Aujourd'hui, le mouvement révolutionnaire et le mouvement ouvrier butent sur des écueils déjà résolus par le passé, mais dont la mémoire fut écartée. Connaître son histoire permet de ne pas avoir son seul âge propre, de n'être pétri que de sa propre expérience et de son unique vécu, mais de bénéficier de celui-ci doublé de l'âge et de l'expérience entière de l'humanité.

L'image de Staline est marquée par la question des purges au sein du *Parti communiste (bolchevique) de l'Union soviétique*. Purges qui ont frappé un certain nombre de militants de cette organisation. Il s'agit souvent, dans l'historiographie bourgeoise, d'événements qui sont mis en avant comme la volonté d'un seul homme d'aboutir à un pouvoir absolu. Cette compréhension idéaliste des choses est éloignée de la vérité. À ce sujet et au sujet des opérations menées par l'opposition au socialisme en URSS, la lecture de l'ouvrage de Michel Sayers et Albert E. Kahn *La grande conspiration, la guerre secrète contre la Russie soviétique* (1947) est particulièrement enrichissante. Sur la base des rapports d'enquête de la part de la police soviétique, mais également de sources disponibles pour le grand public (ouvrages de Trotsky, de Goebbels, mémoires d'espions, câbles diplomatiques...), les auteurs entreprennent de défricher une grande partie des affaires internes de l'URSS, particulièrement celles relatives aux purges.

Les purges sont le reflet de la lutte des classes au sein des Partis communistes. Le fait qu'elles soulèvent les cœurs, qu'elles entraînent une réaction de rejet, est tout à fait humain. Nous tendons toujours à pencher du côté de l'opprimé, nous souhaitons tous voir l'accusé innocent — d'autant plus quand celui-ci est la cible d'un État ou d'une institution. La bourgeoisie joue sur cet état de fait, avec brio. Elle réussit même ainsi à faire défendre les oppresseurs et les traîtres par leurs victimes. Hélas, les bons sentiments n'entraînent pas de victoires. Toujours est-il que plus la lutte des classes avance, plus certaines questions, auparavant secondaires, prennent un aspect principal et, surtout, antagonique. Des individus — même parfois d'anciens camarades — basculent, au fur et à mesure de l'avancée de cette lutte et des transformations, dans un autre camp. Un Boukharine, effrayé par l'avancée de la révolution et par la collectivisation, va ainsi peu à peu rejoindre des cercles, des groupes antibolcheviques, se lier à des ennemis de la révolution.

Le rôle de tel ou tel individu n'est pas immuable, un révolutionnaire d'un jour peut, lorsque la lutte des classes avance, se muer en ennemi irréductible de la révolution prolétarienne.

Certains membres du *Parti communiste (bolchevique) de l'Union soviétique* sont parvenus à se constituer des petits royaumes, des empires personnels, des endroits où ils pouvaient agir en maître. Comme mentionné plus haut, ils ont agité le drapeau rouge, ont fait mine d'agir pour le socialisme, tout en entretenant le marché noir, en fermant les yeux sur les abus, en tirant divers bénéfices et divers profits de leur situation. La dictature du prolétariat leur servait d'argument pour faire taire les récriminations des masses.

Démasqués, ils furent pourchassés, et punis.

En URSS, le Parti communiste procéda d'une manière respectueuse des formes juridiques : les procès. Si aujourd'hui la simple évocation de ceux-ci emplit de méfiance, pour les contemporains, les commentaires étaient tout autres. Ainsi John Davies, ambassadeur des USA en URSS, lui-même avocat, décrit dans son ouvrage *Mission à Moscou* (1944) ces procès comme apparaissant, à ses yeux, comme une authentique traque faite contre un terrorisme interne.

Tout examen un tant soit peu sérieux des affaires jugées démontre qu'elles étaient basées sur une nécessité pressante et urgente de liquider une cinquième colonne politique et militaire. Les procès se sont basés sur une enquête extraordinairement longue. Pour des individus ayant déjà eu un rôle à double face en 1917, comme Zinoviev et Kamenev, ces enquêtes se sont étendues sur 20 ans.

Le seul véritable reproche qui peut être fait à cette campagne fut son caractère dirigé du haut vers le bas et institué d'une manière bureaucratique. Les masses soviétiques ont observé l'opération d'épuration, sans en être réellement actrices.

Lorsque, après 1945, l'offensive des éléments droitiers se fit au grand jour, les masses n'étaient non seulement pas habituées à être mobilisées pour porter la lutte dans le Parti, mais elles étaient également épuisées par la guerre. Cette conjonction fut fatale.

Cette expérimentation ne fut pas un succès, ce que comprirent les Chinois. Ainsi, la réplique fut faite sous la forme de la Révolution culturelle.

En 1966, le *Hongqi* (« Drapeau rouge »), journal de la République populaire de Chine, appelait à la Révolution culturelle :

« Cette révolution est une lutte des classes extrêmement aigüe et complexe en vue de l'épanouissement de l'idéologie prolétarienne et de l'élimination de l'idéologie bourgeoise dans les domaines de la superstructure et de l'idéologie. C'est une lutte à mort entre la restauration de la bourgeoisie et la contre-restauration du prolétariat.

De cette lutte dépendent la question de savoir si la dictature du prolétariat et les bases économiques du socialisme dans notre pays pourront ou non se consolider et se développer, la question de savoir si notre Parti et notre État dégénéreront ou non ; de cette lutte dépendent la destinée et l'avenir de notre Parti et de notre État et de la révolution mondiale. Nous ne pouvons en aucun cas rester indifférents devant cette lutte. »³⁴

Cette lutte contre les Liu Shaoqi et les Lin Piao, les maoïstes l'ont menée en tentant de ne pas reproduire les mêmes insuffisances que durant les purges. Au lieu de lancer un mouvement du « haut vers le bas », cette révolution dans la révolution s'est faite « du bas vers le haut. » Faire feu contre le commandement général si celui-ci trahissait, tel était le mot d'ordre d'alors. Elle se dirigeait également comme un mouvement chargé de balayer la superstructure réactionnaire de la Chine, où le poids du confucianisme, du bouddhisme et du taoïsme impactait l'esprit des masses, les poussant à la soumission.

Dans les faits, les masses, organisées en comité de gardes rouges, se sont soulevées contre les abus de mandarins, d'hommes de l'appareil, de petits seigneurs rouges. Cette désignation, par les masses elles-mêmes, des ennemis et des faux alliés, fut une opération extrêmement hardie. Elle s'est basée sur la confiance envers les masses plus que celle envers le Parti.

Au niveau de la mobilisation et au niveau de l'implication des masses, le phénomène fut un véritable succès. Là où il le fut moins, ce fut dans la désarticulation du Parti communiste, lequel n'était plus, temporairement, en mesure de jouer un rôle directeur dans la société. L'armée prit alors le relais, menant à la montée d'éléments prosoviétiques ou bonapartistes, à l'image de Lin Piao. La vacance de la direction, due aux morts très rapprochées de Mao et de Zhou Enlai, laissa un vide au moment du reflux de la Révolution culturelle. Ce vide fut profitable à la droite du Parti communiste, formée d'individus du type de Deng Xiaoping, lesquels se sont rués vers l'opportunité du pouvoir.

34. « Vive la grande révolution culturelle prolétarienne ! », *Hongqi*, n° 8, 1966.

De plus, certains facteurs sont entrés en ligne de compte : dans son ouvrage sur la Chine Populaire *La Chine de Mao, l'autre communisme* (1966), le journaliste K. S. Karol note qu'une grande part de la nouvelle génération de Chinois, nés après la guerre civile, chose qui fait écho à la situation de la génération de soviétiques arrivés à l'âge adulte après la guerre, ne comprennent pas forcément le sens de la dictature du prolétariat. Le journaliste soulignait avec justesse qu'ils n'aspiraient qu'à l'accroissement de l'accès aux biens de consommation, à plus de liberté au sens libéral du terme, à ce que l'ambiance de lutte et de stimulation politique laisse place à un confort matériel plus grand.

Ce sont là des revendications qui ont un caractère légitime, fondamentalement. Elles sont compréhensibles, cependant elles ont ouvert des brèches pour l'irruption de démagogues, de libéraux camouflés, qui leur ont ultimement offert des cadeaux empoisonnés. Là réside une des grandes tragédies, celle de la lutte entre la satisfaction immédiate des désirs et celles de la satisfaction plus lointaine des besoins.

Les Chinois ont pu — pour une fraction d'entre eux — s'enrichir et devenir une bourgeoisie nouvelle, maquillée de socialisme, qui correspond à celle qui dirige le *Parti communiste de Chine* à l'heure actuelle, de même que les grandes firmes d'État du type de Norinco.

Les Soviétiques ont eu du soda et du maïs. Ils ont pu avoir l'illusion, par la mise en place de la division internationale « socialiste » du travail, d'un plus haut niveau de vie. Mais, en bout de piste, ce que leur ont apporté les révisionnistes fut une destruction de l'URSS, la division par deux de leur niveau de vie, 20 ans d'espérance de vie en moins et le retour de la mafia comme de la tuberculose.

Ces expériences ont illustré deux choses essentielles quant à la dictature du prolétariat : elle est la continuité de la lutte pour l'exercice réel du pouvoir populaire. Elle est tout aussi essentielle que la révolution elle-même, car sans cela, le prolétariat et son alliance n'ont aucune chance de se maintenir et de contrer les tentatives de restauration faites par la bourgeoisie.

Elle est un bouclier, une épée et un moyen de transformation : un bouclier pour le pouvoir populaire, pour se protéger. Une épée pour frapper la bourgeoisie. Un moyen de transformation pour permettre de mener jusqu'à son terme la lutte des classes.

Si elle n'est pas parvenue à son terme, cela n'en signifie pas la faillite. Cela en souligne simplement la perfectibilité. Faire une croix sur la dictature comme mode d'exercice du pouvoir, cela revient à vouloir, pour des questions d'image et de morale, sacrifier toutes chances de succès.

La bourgeoisie le sait, c'est pour cela qu'elle appuie tant ce point et s'échine à maquiller de démocratie sa dictature. Les communistes, eux, ne doivent pas mentir aux masses. Ils ne doivent pas peindre en démocratie leur exercice du pouvoir, ils doivent en expliquer la raison et la nécessité. C'est là que réside la clé de l'adhésion du peuple au nouveau pouvoir.

« Et toutes ces menées abjectes, ils les camouflent sous une appellation socialiste. Certaines canailles, en se livrant à la spéculation, à la concussion et au vol, ne prétendent-elles pas faire de la coopération socialiste ? Et ces instigateurs criminels qui empoisonnent les jeunes et adolescents, n'affectent-ils pas de témoigner de la sollicitude envers les continuateurs de la cause du communisme ? Il nous faut étudier leurs tactiques et synthétiser notre expérience pour exercer encore plus efficacement la dictature intégrale sur la bourgeoisie. »³⁵

35. *Ibidem.*

8. LA FIN DE LA DICTATURE ET DE L'ÉTAT

La dictature du prolétariat demeure un pouvoir temporaire.

Les communistes ne recherchent pas la dictature comme la bourgeoisie recherche le capital. Cette dictature est et demeure un mal nécessaire, comme le sont les purges, comme l'est la lutte contre la trahison, contre la restauration du capitalisme.

Si la lutte des classes devient à chaque pas plus aiguë, plus forte, plus intense, au fur et à mesure que la bourgeoisie sent le sol se dérober sous ses pieds, si elle est tactiquement plus intense, elle tend stratégiquement à se conclure.

Stratégiquement, car, à chaque pas, l'avancée du socialisme brise et broie les possibilités de restauration, broie la base sociale du capitalisme.

La transformation des rapports de production ne se fait pas du jour au lendemain. Elle est le fruit d'une longue avancée, d'une concentration de la production, d'une élévation du niveau général de compétence technique des masses, d'une suppression progressive de la propriété privée pour la muer en propriété du peuple tout entier.

Lorsque la lutte des classes aura été poussée jusqu'à son achèvement, l'État ne sera plus nécessaire. Lorsque l'État ne sera plus nécessaire, la dictature du prolétariat s'éteindra.

Ainsi, Engels dans *Anti-Dühring* (1878), au sein de la partie « Socialisme », donne une explication de l'extinction de l'État de la manière suivante :

« Le prolétariat s'empare du pouvoir d'État et transforme les moyens de production d'abord en propriété d'État. Mais par là, il se supprime lui-même en tant que prolétariat, il supprime toutes les différences de classes et oppositions de classes et également en tant qu'État. La société antérieure, évoluant dans des oppositions de classes, avait besoin de l'État, c'est-à-dire, dans chaque cas, d'une organisation de la classe exploiteuse pour maintenir ses conditions de production extérieures, donc surtout pour maintenir par la force la classe exploitée dans les conditions d'oppression données par le mode de production existant (esclavage, servage, salariat).

L'État était le représentant officiel de toute la société, sa synthèse en un corps visible, mais cela, il ne l'était que dans la mesure où il était l'État de la classe qui, pour son temps, représentait elle-même toute la société : dans l'antiquité, État des citoyens propriétaires d'esclaves ; au moyen âge, de la noblesse féodale ; à notre époque, de la bourgeoisie. Quand il finit par devenir effectivement le représentant de toute la société, il se rend lui-même superflu.

Dès qu'il n'y a plus de classe sociale à tenir dans l'oppression ; dès que, avec la domination de classe et la lutte pour l'existence individuelle motivée par l'anarchie antérieure de la production, sont éliminés également les collisions et les excès qui en résultent, il n'y a plus rien à réprimer qui rende nécessaire un pouvoir de répression, un État.

Le premier acte dans lequel l'État apparaît réellement comme représentant de toute la société, — la prise de possession des moyens de production au nom de la société, — est en même temps son dernier acte propre en tant qu'État. L'intervention d'un pouvoir d'État dans des rapports sociaux devient superflue dans un domaine après l'autre, et entre alors naturellement en sommeil. Le gouvernement des personnes fait place à l'administration des choses et à la direction des opérations de production. L'État n'est pas "aboli", il s'éteint. [...] »³⁶

Au plus le développement du socialisme avance, au plus les contradictions antagoniques sont résolues. Elles le sont par le fait de la dictature contre la bourgeoisie. Elles le sont aussi par la résolution des contradictions internes qui permettent l'apparition de la bourgeoisie : suppression de la petite production, collectivisation des terres et des moyens de production, mise entre les mains du peuple tout entier des usines, des mines, des sols.

Résolution de la contradiction entre le travail intellectuel et le travail manuel, entre les villes et les campagnes, fin de la division générée du travail...

Ce n'est nullement d'un coup de baguette magique que ces contradictions seront résolues. Si des solutions miracles existaient, elles seraient d'ores et déjà appliquées.

Dans notre brochure sur *Les bases du communisme*, nous indiquons l'objectif final suivant, le communisme :

36. F. Engels, *Anti-Dühring*, 1878.

«Phase finale, supérieure, de la société humaine, le communisme ne peut arriver que dans un état de développement économique particulier.

Le développement des forces productives, de manière supérieure aux besoins, rend l'argent inutile *de facto*.

Tant que les besoins ne sont pas satisfaits, des écarts existent en fonction des postes, des salaires, en fonction des statuts. Cependant, avec la satisfaction complète des besoins, avec une productivité qui répond à tous ces besoins, chacun donne de son travail en fonction de ses capacités, de ses talents, de ses compétences, et reçoit en fonction de ses besoins. Il n'est plus, donc, question de salaire, d'argent.

L'intégration poussée de l'économie dans le secteur public supprime les échanges marchands.

La hausse générale du niveau d'éducation, du niveau de maîtrise technique et culturelle, supprime la nécessité d'une séparation des tâches entraînant une séparation en classes.

Les contradictions antagoniques ayant été supprimées, l'État n'a plus de raison d'être, en tant qu'outil d'oppression. La lutte des classes est exécutée jusqu'au bout. Désormais libérée du parasitisme, chaque avancée de la société est répercutée sur le niveau de vie, de culture, d'accès aux loisirs de l'ensemble de la société.»³⁷

S'il était possible de passer par un chemin qui soit plus doux, plus souriant, plus facile, cela serait fantastique. Les communistes ne choisissent pas la guerre par volonté. Dans nos rangs, nous ne tolérons pas les bouchers assoiffés de sang, les petits dictateurs d'opérette tout comme ceux qui ne luttent que pour satisfaire leurs ambitions personnelles. Si certains existent dans nos rangs, ils seront démasqués et chassés.

Ce n'est pas par choix que nous annonçons ceci : la dictature du prolétariat est vitale et centrale. Ce n'est ni par choix, ni par joie.

37. Unité communiste de Lyon, *Les bases du communisme*, 2017. À la date de la présente édition, ce document n'est plus édité par *Unité communiste*.

La bourgeoisie mène une guerre implacable contre les masses populaires. Elle ne recule devant aucun stratagème pour asseoir sa domination, son ordre, sa dictature. Elle prétend, dans de nombreux états, poser un cadre démocratique au sein duquel il est possible de s'exprimer. Ce cadre de démocratie bourgeoise paraît satisfaisant à certains, pourtant il n'en est rien. Il ne permet que de maquiller l'effroyable machine à broyer qui se camoufle derrière elle.

Lors des élections de 2017, combien sont venus clamer que la victoire était à portée de main. Combien ont prétendu pouvoir placer des révolutionnaires au pouvoir, à l'Assemblée, à l'Élysée ? Combien ont pu clamer que leur candidat révolutionnaire allait tout changer ?

Ceux-là ont axé toute leur stratégie sur ce saut périlleux en l'air. Qu'ont-ils gagné ? Rien si ce n'est l'humiliation devant les masses, lesquelles ont massivement boycotté les élections.

S'ils présentaient une menace, ils auraient été broyés, balayés, écrasés par une bourgeoisie qui ne tolère pas la concurrence. S'ils avaient massivement gagné, ils auraient eu la guerre, larvée ou ouverte.

Car la bourgeoisie ne tolère pas qu'on mette en danger son pouvoir.

L'expérience entière de l'humanité illustre le besoin de révolution socialiste. Elle illustre le besoin d'une révolution qui brise le carcan de l'État bourgeois, qui le fracasse, pour que naisse l'État prolétarien.

L'expérience entière de l'humanité appelle de ses vœux la dictature du prolétariat, pour mettre fin à l'exploitation, à l'aliénation, à la destruction des ressources naturelles.

L'humanité d'aujourd'hui n'a qu'un seul désir, conscient ou non, celui du communisme.

Un très long chemin de restauration idéologique, organisationnelle, politique reste à franchir.

Une longue lutte pour défendre, revendiquer, partager cette conception essentielle qu'est la dualité insécable entre la dictature du prolétariat et la révolution. Une lutte contre les conceptions anarchistes, libérales, réformistes, lesquelles ou alors nient la nécessité révolutionnaire, ou alors refusent d'en tirer

les conclusions qui s'imposent. Pourtant, un regard sincère sur l'Histoire amène à une conclusion sans appel : le besoin d'une organisation forte, puissante ; d'un cœur révolutionnaire organisé, centralisé, conçu pour la prise du pouvoir.

D'un pouvoir qui lutte pied à pied contre la bourgeoisie, contre les exploités et l'opportunisme. D'un pouvoir lié aux masses, à leurs besoins, qui est à leur écoute, mais qui ne sombre pas dans la démagogie et le démocratism plat. Construire l'organisation du prolétariat ne peut se faire sur des mots d'ordre flous, sur des slogans creux, sur une analyse superficielle de la réalité et de l'idéologie.

Les communistes, en cette période politique charnière, ne peuvent rester sur un libéralisme, sur une tendance à sous-estimer les obstacles qui seront rencontrés. Il nous faudra être exigeants envers nous même pour surmonter la crise de l'encadrement. Il nous faudra être courageux et efficaces pour rallier les masses, pour être capables de faire renaître le Parti des communistes et des sans-partis, le parti du peuple, le parti de la révolution prolétarienne.

POSTFACE:
LA DICTATURE
DU PROLÉTARIAT,
TOUJOURS LA LIGNE
DE DÉMARCATIION
PRINCIPALE

Novembre 2024

7 ans après la publication de *Sur la dictature du prolétariat* (2017), nous pensons que la dictature du prolétariat est toujours la ligne de démarcation principale dans le mouvement communiste en France.

Ce qui fait de la dictature du prolétariat la ligne de démarcation principale, ce n'est pas sa reconnaissance en mot, mais sa reconnaissance en fait. L'on ne compte plus les organisations communistes déclarant la nécessité de la dictature du prolétariat mais agissant comme si celle-ci devait tomber du ciel, ou n'était qu'un problème scolastique. Or, le problème de la dictature du prolétariat ne vole pas haut dans le ciel, il est terre-à-terre, il n'est pas lointain, il est immédiat.

La « dictature du prolétariat » n'est pas une figure de style, un slogan, une exagération, une profession de foi. La dictature du prolétariat est la formulation de notre stratégie pour la réalisation du communisme : c'est une solution concrète à un problème concret.

Reconnaître la dictature du prolétariat, c'est la reconnaître dans sa stratégie. La dictature du prolétariat est une ligne de démarcation dans le discours, mais surtout dans l'action ! En effet, il y a une différence qualitative entre faire l'éloge de la dictature du prolétariat, d'une part, et se préparer à la réalisation de la dictature du prolétariat, d'autre part.

Reconnaître la dictature du prolétariat, c'est affirmer que nous ne sommes rien sans le pouvoir politique : l'autorité. La stratégie de tous les communistes doit être dirigée toute entière vers la conquête effective des outils de la coercition et de la violence politique. Or, comment allons-nous inverser le rapport de force qui nous oppose à la bourgeoisie pour conquérir lesdits outils ? Autrement dit, comment allons-nous mener et gagner la guerre civile de classe contre la classe dominante ? Pour cette dernière, nous sommes une menace existentielle qui motivera toutes les extrémités.

Reconnaître la dictature du prolétariat, c'est savoir que l'ennemi est organisé et armé, et que nous ne pourrions le vaincre qu'en étant plus organisés et plus armés que lui. Comment être plus armé que l'État bourgeois impérialiste ? L'Histoire a déjà répondu à cette question : avec les masses et par la guerre asymétrique — la guérilla. Les communistes du siècle dernier, qui furent victorieux, n'avaient pas peur de parler du problème concret — militaire — de la prise du pouvoir politique par les armes, et de s'y préparer. Les bolcheviques, par exemple, étaient forts de leur expérience de la clandestinité et de la guerre

de partisan de 1905. Si ces derniers purent compter sur les soldats conscrits mutinés en Octobre 1917, cela ne fit pas la différence pour leurs camarades allemands en Novembre 1918.

Le travail des communistes est donc — ni plus ni moins — de préparer la guerre civile de classe pour la gagner. Cela signifie bien sûr se préparer aux problèmes militaires de la conquête du pouvoir, mais surtout aux problèmes politiques et théoriques de la révolution : l'armée révolutionnaire doit être dirigée par un parti révolutionnaire, et un parti révolutionnaire doit être dirigé par une théorie révolutionnaire. Une armée sans la direction d'un Parti communiste est une armée inutile pour la révolution. Cependant, un Parti communiste sans armée à diriger est inutile aussi. Le Parti et l'armée ne sont pas deux choses séparées, qui pourraient être construites l'une après l'autre. L'armée est une partie du Parti communiste. Un Parti communiste sans armée n'est pas simplement temporairement embarrassé, le temps de s'en trouver une, mais un Parti communiste condamné par lui-même. Un Parti communiste qui n'a pas été construit avec son armée est un Parti communiste incapable de diriger une armée ! D'une part, sans pratique militaire, les problèmes de la guerre restent abstraits, la théorie militaire ne peut pas être réellement comprise et appliquée en temps voulu. D'autre part, un Parti sans pratique militaire est un Parti qui ne prend pas au sérieux la prise du pouvoir par la force, donc un Parti réformiste *de facto*.

Quel sens y aurait-il à reconnaître la dictature du prolétariat, sans reconnaître le seul moyen possible pour réaliser la dictature du prolétariat ? Cela reviendrait à répondre à la question « comment transformer le capitalisme en communisme ? » sans répondre à la question « comment prendre le pouvoir avec lequel transformer le capitalisme en communisme ? » Cela serait absurde ! Pourtant, beaucoup de communistes en France se rendent coupables de cette absurdité. Les communistes qui imaginent un potentiel révolutionnaire dans la France contemporaine sont aussi souvent celles et ceux qui imaginent la révolution communiste comme une manifestation ou une grève hors de l'ordinaire — un Grand Soir.

Reconnaître la dictature du prolétariat, c'est donc être conscient qu'il n'y a qu'un chemin vers la victoire politique : la guerre civile de classe. Or, la victoire politique que nous visons n'est pas simplement un nouveau gouvernement bourgeois, un nouveau régime bourgeois, mais le renversement d'une classe par une autre. En conséquence, il faut accepter à la fois qu'elle ne peut pas être réalisée par une organisation d'élite mais seulement par les masses, et qu'elle ne peut pas être réalisée spontanément mais seulement par une direc-

tion politique communiste. La reconnaissance de la dictature du prolétariat est donc la condamnation de tous les spontanéismes et économismes ! Cela exclut l'ensemble des organisations communistes dont la pratique de lutte et d'organisation politique est indistinguable de celle des partis bourgeois ou des syndicats, c'est-à-dire du réformisme respectivement électoraliste et syndicaliste ! Les organisations qui adhèrent au programme de transition trotskiste, qui est révolutionnaire en théorie (à défaut d'être une théorie révolutionnaire) et réformiste en pratique, le sont donc d'emblée. *Idem* pour l'anarchisme ou l'autonomisme. Le spontanéisme — parce qu'il soumet la conscience de classe à la conscience spontanée des masses — et l'économisme — parce qu'il soumet la lutte politique à la lutte économique — sont des tactiques réformistes qui nient la stratégie de la dictature du prolétariat. La nécessité de la dictature du prolétariat, c'est la nécessité de la prise du pouvoir politique par une classe consciente d'elle-même (animée par l'idéologie communiste). La lutte politique consciente (communiste) n'est ni spontanée ni créée spontanément par la lutte économique. La nécessité de la dictature du prolétariat est aussi la nécessité de la lutte politique consciente dans les masses : la conscientisation des luttes spontanées, et la politisation des luttes économiques.

Reconnaître la dictature du prolétariat, c'est défendre le sens de celle-ci contre toutes celles et ceux qui cherchent à le vider ! « Dictature du prolétariat » signifie la dictature, c'est-à-dire l'exercice exclusif du pouvoir politique, du prolétariat, c'est-à-dire pour l'intérêt exclusif de cette classe. La dictature du prolétariat est un suprématisme de classe. La classe en question n'est pas n'importe laquelle, c'est la seule qui peut réaliser le communisme. Nous devons assumer que la classe ouvrière a besoin d'une dictature pour imposer ses intérêts sur toutes les autres classes, y compris le reste des masses populaires.

Reconnaître la dictature du prolétariat, c'est renoncer à tous les fantasmes démocratistes, selon lesquels la démocratie serait une fin en soi. Les dictatures du prolétariat ont historiquement été plus démocratiques que les dictatures bourgeoises (même en ne considérant que leur métropole, sans leurs colonies !). Ceci dit, il est vain de projeter sur elles les utopies de démocratie directe — qui ne sont ni possibles ni souhaitables. L'objectif de la dictature du prolétariat n'est pas la démocratie, pas plus que la dictature. Elle est démocratique et dictatoriale selon l'intérêt de classe des ouvriers, tout comme la dictature bourgeoise est démocratique et dictatoriale selon l'intérêt de classe des capitalistes. L'objectif de la dictature du prolétariat, c'est l'intérêt de classe historique du prolétariat, le communisme : la dialectique entre dictature et démocratie, sous la dictature du

prolétariat, n'existe que comme moyen à cette fin. La dictature du prolétariat est démocratique, elle a besoin d'être démocratique, mais elle ne trouve pas sa valeur politique dans sa qualité démocratique, pas plus que dans sa qualité dictatoriale.

La dictature du prolétariat, si elle ne peut pas exister sans la plus complète démocratie prolétarienne, ne peut pas être une démocratie bourgeoise sans la bourgeoisie (comme l'État prolétarien n'est pas un État bourgeois sans la bourgeoisie). La république prolétarienne n'est pas une république bourgeoise « perfectionnée », qui aurait été délivrée du crétinisme parlementaire. Certes, la dictature du prolétariat est délivrée du crétinisme parlementaire, mais elle n'est pas alors un régime parlementaire guéri de son crétinisme ! La démocratie prolétarienne n'est pas le remède miracle aux problèmes de la démocratie sous le capitalisme, c'est le dépassement des problèmes de la démocratie bourgeoise. Cette négation n'est pas mécanique, mais dialectique : la démocratie prolétarienne est la solution aux problèmes de la démocratie bourgeoise, parce que ces problèmes ne se posent alors plus ! Voilà pourquoi il est vain de projeter sur la dictature du prolétariat ses espérances relatives aux frustrations de la démocratie représentative bourgeoise. Évidemment, d'autres problèmes se posent alors, mais ceux-ci ne peuvent pas être résolus par la panacée universelle d'une démocratie plus directe ou représentative, donc plus « parfaite », « idéale », « achevée ». Le démocratisme n'est pas plus la solution aux problèmes politiques de la lutte des classes sous le capitalisme que sous la transition socialiste. La dictature du prolétariat n'est pas la démocratie représentative bourgeoise, mais elle n'est pas non plus la démocratie directe bourgeoise. L'Histoire enseigne que les problèmes de la lutte des classes ne se résolvent que par la lutte de classe. Ne l'oublions jamais.

Reconnaître la dictature du prolétariat, c'est la découvrir comme elle est, c'est-à-dire comme l'Histoire l'accouche, pas comme elle devrait être dans l'imagination des rêveurs et dans les discours des hypocrites. L'accepter, c'est l'accepter comme elle est, c'est-à-dire en tant que produit violent de la lutte des classes violente. En face de la Commune de Paris, Marx et Engels ont révisé leur théorie. Nous pensons qu'en face des expériences socialistes du XX^e siècle, les communistes doivent la réviser de même. La théorie juste se trouve dans la pratique réelle : c'est dans la pratique de la dictature du prolétariat que nous devons trouver la théorie de la dictature du prolétariat. Tout comme Marx et Engels ont étudié la Commune de Paris pour comprendre sa défaite, et ainsi proposer une stratégie supérieure au prolétariat, nous devons étudier l'URSS et la Chine populaire — entre autres. La méthode scientifique découvre les lois objectives dans le réel, elle se corrige dans le réel — ce n'est pas le réel qui doit se « corriger » selon nos croyances subjectives. Pour transformer le réel,

il faut d'abord le comprendre comme il est. Les expériences historiques qui n'ont pas retenu les leçons de la Commune ont connu le même destin. Elles n'ont pas compris cette expérience, donc elles l'ont reproduites. Les expériences historiques qui ne retiendront pas les leçons de l'URSS et de la Chine populaire connaîtront le même destin.

Pour toutes ces raisons, nous pensons que la dictature du prolétariat est toujours la ligne de démarcation principale dans le mouvement communiste en France.

7 ans plus tard, le fond politique de ce document est toujours celui de notre organisation.

Cependant, nous voulons profiter de cette réédition pour y apporter des corrections et des précisions.

Nous pouvons regretter une insuffisante clarification de la différence entre la dictature démocratique du peuple et la dictature du prolétariat, c'est-à-dire entre l'étape démocratique-populaire et l'étape communiste-prolétarienne de la révolution communiste continue par étape. Cependant, nous considérons que cette confusion ne gêne pas la compréhension d'ensemble de ce document, et laisse intact son fond politique.

Nous rassemblons l'ensemble des stratégies d'alliance démocratique du prolétariat avec d'autres classes non prolétariennes sous le terme « dictature démocratique du peuple ». Cette dernière a été théorisée par Lénine dans *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique* (1905) pour réaliser la révolution démocratique dans l'Empire russe, où les féodaux dominaient toujours mais où la bourgeoisie était déjà devenue impérialiste, donc réactionnaire. Selon Lénine, la réalisation des tâches historiques bourgeoises échouait donc au prolétariat allié avec les masses populaires, principalement les paysans encore soumis à un régime semi-féodal. C'est selon cette stratégie que Lénine a formulé les *Thèses d'avril* (1917) puis les mots d'ordre qui animèrent Octobre 1917. Depuis, la stratégie de Lénine dans la révolution démocratique a fameusement été déclinée. Staline et Dimitrov ont établi la stratégie du front populaire antifasciste et de la démocratie populaire, dans la révolution

démocratique contre le fascisme.³⁸ Mao a établi la stratégie du front uni démocratique et de la nouvelle démocratie, dans la révolution démocratique contre le colonialisme et le semi-colonialisme semi-féodalisme.³⁹

L'expérience historique nous enseigne que les révolutions communistes possèdent toujours un aspect démocratique et que le prolétariat prend toujours le pouvoir allié avec les masses populaires — les classes dominées non prolétariennes. Ainsi, ce qui est affirmé au sujet de la dictature démocratique du peuple n'est pas faux au sujet de la dictature du prolétariat, même si la première n'est pas la seconde. Sous la dictature démocratique du peuple comme sous la dictature du prolétariat, le prolétariat n'a pas d'emblée l'exclusivité du pouvoir politique, mais les classes non prolétariennes doivent perdre progressivement leur pouvoir politique. Aucune dictature du prolétariat ne peut tout de suite être une dictature intégrale sur toutes les autres classes (la bourgeoisie comme les masses populaires). L'exclusivité prolétarienne du pouvoir politique est progressivement conquise. Il y a toujours une transition du partage populaire du pouvoir politique vers l'exclusivité prolétarienne du pouvoir politique. Ceci dit, il n'est jamais superflu de rappeler que le prolétariat, s'il doit toujours d'abord partager le pouvoir, doit toujours le contrôler, c'est-à-dire être hégémonique. De la dictature démocratique du peuple jusqu'à la dictature intégrale du prolétariat, le prolétariat dirige.

La Commune de Paris, que Marx et Engels qualifièrent de première dictature du prolétariat de l'Histoire, est selon nous un exemple de ce que nous décrivons ci-dessus.

« Au début, ce mouvement fut extrêmement mêlé et confus. Y adhéraient des patriotes qui espéraient que la Commune reprendrait la guerre contre les Allemands et la mènerait à bonne fin. Il était soutenu par les petits commerçants menacés de ruine si le paiement des traites et des loyers n'était pas suspendu (ce que le gouvernement leur avait refusé, mais que la Commune leur accorda). Enfin, au début, il bénéficia même en partie de la sympathie des républicains bourgeois qui craignaient que l'Assemblée nationale réactionnaire (les "ruraux", les hobereaux sauvages) ne restaurât la monarchie. Mais dans ce mouvement, le rôle principal fut naturellement

38. Cf. G. Dimitrov, *L'offensive du fascisme et les tâches de l'Internationale communiste dans la lutte pour l'unité de la classe ouvrière contre le fascisme*, 1935 ; *La lutte pour la paix*, 1935 ; et *La démocratie populaire*, 1948.

39. Cf. Mao Z., *De la nouvelle démocratie*, 1940.

joué par les ouvriers (surtout par les artisans parisiens) parmi lesquels une active propagande socialiste avait été menée durant les dernières années du Second Empire et dont beaucoup appartenaient même à l'Internationale.

Les ouvriers seuls restèrent fidèles jusqu'au bout à la Commune. Les républicains bourgeois et les petits bourgeois s'en détachèrent bientôt : les uns effrayés par le caractère prolétarien, socialiste et révolutionnaire du mouvement ; les autres lorsqu'ils le virent condamné à une défaite certaine. Seuls les prolétaires français soutinrent sans crainte et sans lassitude leur gouvernement ; seuls ils combattirent et moururent pour lui, c'est-à-dire pour l'émancipation de la classe ouvrière, pour un meilleur avenir de tous les travailleurs.

Abandonnée par ses alliés de la veille et dépourvue de tout appui, la Commune devait inéluctablement essuyer une défaite. Toute la bourgeoisie de la France, tous les grands propriétaires fonciers, toute la Bourse, tous les fabricants, tous les voleurs grands et petits, tous les exploités se liguèrent contre elle. Cette coalition bourgeoise soutenue par Bismarck (qui libéra 100 000 prisonniers français pour réduire Paris) réussit à dresser les paysans ignorants et la petite bourgeoisie provinciale contre le prolétariat parisien et à enfermer la moitié de Paris dans un cercle de fer (l'autre moitié étant investie par l'armée allemande).

Dans certaines grandes villes de France (Marseille, Lyon, Saint-Étienne, Dijon et ailleurs), les ouvriers tentèrent également de s'emparer du pouvoir, de proclamer la Commune et d'aller secourir Paris, mais ces tentatives échouèrent rapidement. Et Paris, qui leva le premier le drapeau de l'insurrection prolétarienne, se trouva réduit à ses seules forces et voué à une perte certaine.

Pour qu'une révolution sociale puisse triompher, deux conditions au moins sont nécessaires : des forces productives hautement développées et un prolétariat bien préparé. Mais en 1871 ces deux conditions faisaient défaut. Le capitalisme français était encore peu développé et la France était surtout un pays de petite bourgeoisie (artisans, paysans, boutiquiers, etc.). Par ailleurs, il n'existait pas de parti ouvrier ; la classe ouvrière n'avait ni préparation ni long entraînement et dans sa masse, elle n'avait même pas

une idée très claire de ses tâches et des moyens de les réaliser. Il n'y avait ni sérieuse organisation politique du prolétariat, ni syndicats ou associations coopératives de masse... »⁴⁰

À côté du prolétariat, les masses populaires (la petite bourgeoisie) exerçaient aussi le pouvoir. Les élus petits-bourgeois (boutiquiers, avocats, etc.) étaient « des représentants reconnus des ouvriers ».⁴¹ L'importance des courants proudhoniens doit être expliquée par une arriération idéologique du prolétariat, mais aussi par une influence de classe petite-bourgeoise sur celui-ci.

À côté des tâches communistes, le prolétariat a réalisé des tâches démocratiques : « des réformes, que la bourgeoisie républicaine avait négligées par pure lâcheté, mais qui constituaient pour la libre action de la classe ouvrière une base indispensable »⁴², c'est-à-dire les tâches révolutionnaires bourgeoises abandonnées par la bourgeoisie.

De plus, les causes de la défaite de la Commune de Paris doivent être trouvées dans son échec à s'allier avec les masses populaires françaises, c'est-à-dire à les extraire de la direction de la bourgeoisie réactionnaire (isoler celle-ci).

Selon Lénine :

« [C]e qui mérite une attention particulière, c'est cette remarque très profonde de Marx que la destruction de la machine bureaucratique et militaire de l'État est "la condition première de toute révolution véritablement populaire". Cette notion de révolution "populaire" paraît surprenante dans la bouche de Marx : et, en Russie, les adeptes de Plékhanov ainsi que les mencheviques, ces disciples de Strouvé qui désirent passer pour des marxistes, seraient bien capables de qualifier son expression de "lapsus". Ils ont réduit le marxisme à une doctrine si platement libérale que, en dehors de l'antithèse : révolution bourgeoise et révolution prolétarienne, rien n'existe pour eux ; encore conçoivent-ils cette antithèse d'une manière on ne peut plus scolastique.

40. V. I. Lénine, *À la mémoire de la Commune*, 1911.

41. F. Engels, *Introduction à La guerre civile en France*, 1891.

42. *Ibidem*.

Si l'on prend, à titre d'exemple, les révolutions du XX^e siècle, force sera de reconnaître que, de toute évidence, les révolutions portugaise et turque sont bourgeoises. Mais ni l'une, ni l'autre ne sont "populaires", puisque la masse du peuple, son immense majorité, n'intervient d'une façon visible, active, autonome, avec ses revendications économiques et politiques propres, ni dans l'une, ni dans l'autre de ces révolutions. Par contre, la révolution bourgeoise russe de 1905-1907, sans avoir remporté des succès aussi "éclatants" que ceux qui échurent de temps à autre aux révolutions portugaise et turque, a été sans conteste une révolution "véritablement populaire". Car la masse du peuple, sa majorité, ses couches sociales "inférieures" les plus profondes, accablées par le joug et l'exploitation, se sont soulevées spontanément et ont laissé sur toute la marche de la révolution l'empreinte de leurs revendications, de leurs tentatives de construire à leur manière une société nouvelle à la place de l'ancienne en cours de destruction.

En 1871, le prolétariat ne formait la majorité du peuple dans aucun pays du continent européen. La révolution ne pouvait être "populaire" et entraîner véritablement la majorité dans le mouvement qu'en englobant et le prolétariat et la paysannerie. Le "peuple" était justement formé de ces deux classes. Celles-ci sont unies par le fait que la "machine bureaucratique et militaire de l'État" les opprime, les écrase, les exploite. Briser cette machine, la démolir, tel est véritablement l'intérêt du "peuple", de sa majorité, des ouvriers et de la majorité des paysans ; telle est la "condition première" de la libre alliance des paysans pauvres et des prolétaires ; et sans cette alliance, pas de démocratie solide, pas de transformation socialiste possible.

C'est vers cette alliance, on le sait, que la Commune de Paris se frayait la voie. Elle n'atteignit pas son but pour diverses raisons d'ordre intérieur et extérieur.

Ainsi donc, en parlant d'une "révolution véritablement populaire", et sans oublier le moins du monde les traits particuliers de la petite bourgeoisie (dont il a beaucoup et souvent parlé), Marx tenait compte avec la plus grande rigueur des véritables rapports de classes dans la plupart des États continentaux d'Europe en 1871. D'autre part, il constatait que la "démolition"

de la machine de l'État est dictée par les intérêts des ouvriers et des paysans, qu'elle les unit et leur assigne une tâche commune: la suppression de ce "parasite" et son remplacement par quelque chose de nouveau.»⁴³

La stratégie de l'alliance du prolétariat avec les masses populaires n'est pas la négation de la dictature du prolétariat, sa substitution, mais sa condition. La Commune de Paris, dont les tâches historiques étaient principalement prolétariennes, démontre que l'alliance populaire n'est pas circonscrite aux tâches historiques bourgeoises (que ce soit celles des révolutions bourgeoises classiques de l'époque du capitalisme ascendant ou des révolutions démocratiques nouvelles de l'époque impérialiste). L'alliance du prolétariat avec toutes les classes dominées est une stratégie universelle pour la réalisation de la dictature du prolétariat, dans les pays où existent des tâches bourgeoises principales (coloniaux, semi-coloniaux semi-féodaux ou fascistes) comme dans ceux où il n'y en a pas. Cela fait partie des enseignements universels de la Commune, tels que mis en évidence par Marx puis Lénine.

Cependant, si la stratégie d'alliance est une nécessité, la direction politique de celle-ci par le prolétariat pour les tâches historiques prolétariennes en est une aussi. Ce qu'a aussi démontré la Commune de Paris, c'est que le prolétariat doit défendre, dans son alliance, son autonomie et son hégémonie politique de classe. Le prolétariat doit avoir des alliés pour prendre le pouvoir et établir sa dictature, mais ce faisant, il ne doit compromettre ni sa prise du pouvoir ni l'établissement de sa dictature. Si le prolétariat perd son autonomie et son hégémonie politique de classe, alors ce n'est plus son alliance qui le sert, mais lui qui sert son alliance ; ce ne sont plus les classes dominées qui sont ralliées à la dictature du prolétariat, mais le prolétariat qui est rallié à la dictature bourgeoise. Évidemment, l'autonomie et l'hégémonie politique ne sont jamais garanties dans une alliance, ce sont des luttes qui doivent être menées.

« En se soulevant contre l'ancien régime, le prolétariat a assumé deux tâches, l'une nationale et l'autre de classe : la libération de la France de l'invasion allemande et l'émancipation socialiste des travailleurs du capitalisme. Cette union des deux tâches constitue une caractéristique unique de la Commune.

43. V. I. Lénine, « Chapitre III : l'État et la révolution. L'expérience de la Commune de Paris (1871). Analyse de Marx », *L'État et la révolution*, 1917.

La bourgeoisie avait formé un “gouvernement de défense nationale” et le prolétariat devait lutter pour l’indépendance nationale sous sa direction. En réalité, il s’agissait d’un gouvernement de “trahison nationale” qui se donnait pour mission de combattre le prolétariat parisien. Mais le prolétariat, aveuglé par les illusions patriotiques, ne l’a pas perçu. L’idée patriotique a son origine dans la Grande Révolution du XVIII^e siècle ; elle a influencé l’esprit des socialistes de la Commune ; et Blanqui, par exemple, révolutionnaire sans aucun doute et ardent partisan du socialisme, n’a pas trouvé de meilleur titre pour son journal que le cri bourgeois : “La patrie est en danger !”

Combiner des tâches contradictoires — le patriotisme et le socialisme — fut l’erreur fatale des socialistes français. Dans le Manifeste de l’Internationale, publié en septembre 1870, Marx avait mis en garde le prolétariat français contre la tentation de se laisser égarer par une fausse idée nationale ; avec la Grande Révolution, les antagonismes de classe s’étaient aiguisés, et alors qu’à l’époque la lutte contre toute la réaction européenne unissait toute la nation révolutionnaire, désormais le prolétariat ne pouvait plus combiner ses intérêts avec les intérêts des autres classes qui lui étaient hostiles ; que la bourgeoisie porte la responsabilité de l’humiliation nationale — la tâche du prolétariat était de lutter pour l’émancipation socialiste du travail du joug de la bourgeoisie.

Et en effet, la véritable nature du “patriotisme” bourgeois n’a pas tardé à se révéler. Après avoir conclu une paix ignominieuse avec les Prussiens, le gouvernement de Versailles s’est attelé à sa tâche immédiate : il a lancé une attaque pour arracher des mains du prolétariat parisien les armes qui le terrifiaient. Les ouvriers répliquent en proclamant la Commune et la guerre civile.

[...]

[D]eux erreurs ont détruit les fruits de cette splendide victoire. Le prolétariat s’est arrêté à mi-chemin : au lieu de se mettre à “exproprier les expropriateurs”, il s’est laissé égarer par les rêves d’établir une justice supérieure dans le pays uni par une tâche nationale commune ; des institutions comme les banques, par exemple, n’ont pas été reprises, et les théories proudhonistes sur le “juste échange”, etc. ont encore prévalu chez les socialistes. La seconde erreur fut une magnanimité excessive de la part du prolétariat : au lieu de détruire ses ennemis, il chercha à exercer sur eux une influence morale ; il sous-estima la signification des opérations militaires directes dans la guerre civile, et au lieu de lancer contre Versailles une offensive résolue qui aurait couronné

sa victoire à Paris, il s'attarda et donna au gouvernement de Versailles le temps de rassembler les forces obscures et de se préparer à la semaine de mai baignée de sang.»⁴⁴

Selon Lénine, l'erreur capitale des communards et communardes est d'avoir subordonné les tâches prolétariennes principales aux tâches démocratiques secondaires, et d'avoir ainsi tenté de s'allier avec la bourgeoisie. Or, en face des tâches prolétariennes, la bourgeoisie est devenue réactionnaire et a elle-même subordonné ses tâches démocratiques à l'écrasement du prolétariat révolutionnaire. Dans la France de 1871, les tâches prolétariennes étaient principales et la bourgeoisie ne pouvait donc pas être une alliée. Dans cette situation, la direction politique du prolétariat a failli. Du point de vue subjectif, ce qui a manqué aux communards et communardes était une conscience claire de la nécessité de la dictature du prolétariat — autant pour comprendre leurs tâches historiques que leurs impératifs politiques (la guerre civile).

Pour le prolétariat, toute stratégie d'alliance est possible, tant que celle-ci ne nie pas la dictature du prolétariat! Chaque situation concrète rend nécessaire une certaine alliance de classe, mais le prolétariat doit en toute situation lutter pour diriger celle-ci. Cela implique d'isoler et de neutraliser la direction politique des classes alliées du prolétariat, pour leur substituer la direction de ces dernières, c'est-à-dire de supprimer leur autonomie et de confisquer leur hégémonie politique de classe. Ainsi, dans les pays coloniaux ou semi-coloniaux semi-féodaux ou dans les pays fascistes, l'alliance avec la bourgeoisie respectivement nationale ou progressiste signifie la direction politique prolétarienne de celle-ci, d'une part, et l'isolement et la neutralisation de la direction politique bourgeoise par la direction politique prolétarienne, d'autre part.

Par exemple, en Chine populaire, il y a eu ainsi une révolution continue depuis le « bloc des 4 classes » avec la bourgeoisie nationale de la nouvelle démocratie, jusqu'à la dictature intégrale sur la bourgeoisie de la Révolution culturelle. *Idem* en Russie. La révolution d'Octobre a achevé la révolution démocratique, puis a débuté la révolution communiste. La fin de la révolution démocratique n'a pas été la fin de l'alliance ouvrière-paysanne (pourtant une alliance démocratique). Le pouvoir des soviets était un pouvoir « ouvrier-paysan », les soviets ne représentaient pas que les ouvriers, mais l'ensemble des masses populaires de l'Empire russe. « La paix, la terre et le pain » et « Tout le pouvoir aux soviets ! » n'étaient pas des mots d'ordre communistes-prolétariens, mais

44. V. I. Lénine, *Leçons de la Commune*, 1908.

des mots d'ordre démocratiques-populaires ! Pourtant, ce sont avec ceux-ci que la révolution communiste d'Octobre a été menée et que la dictature du prolétariat soviétique a été instaurée.

Nous devons combattre la déviation lassallienne chez les communistes, qui nie tout rôle progressiste aux classes non prolétariennes, et rejettent ainsi toute stratégie d'alliance du prolétariat avec les classes dominées.

«— L'affranchissement du travail doit être l'œuvre de la classe ouvrière, en face de laquelle toutes les autres classes NE forment QU'UNE MASSE RÉACTIONNAIRE.»

[...]

[U]ne citation lassallienne de la plus belle eau “la classe ouvrière, en face de laquelle toutes les autres classes ne forment qu'une masse réactionnaire”.

Dans le Manifeste communiste, il est dit : “De toutes les classes qui, à l'heure présente, s'opposent à la bourgeoisie, le prolétariat seul est une classe vraiment révolutionnaire. Les autres classes périclitent et périssent avec la grande industrie ; le prolétariat, au contraire, en est le produit le plus authentique.”

La bourgeoisie est ici considérée comme une classe révolutionnaire, — en tant qu'elle est l'agent de la grande industrie, — vis-à-vis des féodaux et des classes moyennes [la petite bourgeoisie et les paysans] résolus à maintenir toutes les positions sociales qui sont le produit de modes de production périmés. Féodaux et classes moyennes ne forment donc pas avec la bourgeoisie une même masse réactionnaire.

D'autre part, le prolétariat est révolutionnaire vis-à-vis de la bourgeoisie parce que, issu lui-même de la grande industrie, il tend à dépouiller la production de son caractère capitaliste que la bourgeoisie cherche à perpétuer. Mais le Manifeste ajoute que “les classes moyennes... sont révolutionnaires... en considération de leur passage imminent au prolétariat”.

De ce point de vue, c'est donc une absurdité de plus que de faire des classes moyennes, conjointement avec la bourgeoisie, et, par-dessus le marché, des féodaux “une même masse réactionnaire” en face de la classe ouvrière.

Lors des dernières élections, a-t-on crié aux artisans, aux petits industriels, etc., et aux paysans : « Vis-à-vis de nous, vous ne formez, avec les bourgeois et les féodaux, qu'une seule masse réactionnaire » ?

Lassalle savait par cœur le Manifeste communiste, de même que ses fidèles savent les saints écrits dont il est l'auteur. S'il le falsifiait aussi grossièrement, ce n'était que pour farder son alliance avec les adversaires absolutistes et féodaux contre la bourgeoisie. »⁴⁵

Dans la contradiction entre le populaire et le prolétarien, le prolétarien est principal (c'est l'aspect « nouveau »), mais dans la résolution de cette contradiction, l'aspect secondaire populaire devient temporairement principal — d'où la nécessité de la réalisation des tâches démocratiques. Là où les tâches démocratiques sont principales (comme dans les pays fascistes, coloniaux ou semi-coloniaux semi-féodaux), c'est la démocratie populaire (et le front populaire) ou la nouvelle démocratie (et le front uni démocratique) ; là où les tâches démocratiques sont secondaires (comme dans les pays capitalistes impérialistes), nous pensons que c'est l'alliance populaire. Dans le premier cas, la révolution communiste est continue par étape (avec une première phase de révolution démocratique), dans le second cas, la révolution communiste est simple (avec une seule phase). Mais même là où le pouvoir révolutionnaire doit être directement une dictature du prolétariat, celle-ci aura des aspects de dictature démocratique du peuple.

Il est important de ne pas négliger que la révolution dans un pays comme la France ne sera pas exclusivement communiste et prolétarienne. Mais il est important de bien retenir que la révolution dans un pays comme la France ne sera pas principalement démocratique et populaire, comme dans les pays semi-coloniaux semi-féodaux où la stratégie de la guerre populaire prolongée s'applique, mais principalement communiste et prolétarienne.

Dans ce document, nous citons la stratégie de la guerre populaire prolongée comme « théorie qui synthétise les apports de la lutte révolutionnaire dans toute l'Histoire. » Nous le pensons toujours. Cependant, il convient de distinguer le particulier du général, c'est-à-dire ce qui dans cette théorie est particulier à la révolution de nouvelle démocratie dans les pays coloniaux ou semi-coloniaux semi-féodaux, et ce qui est universel à la guerre révolutionnaire du prolétariat à l'époque du capitalisme impérialiste.

45. K. Marx, *Critique du programme de Gotha*, 1875.

À ce titre, nous écrivions que la révolution communiste en France devrait traverser « grossièrement, trois étapes » : la défensive, l'équilibre et l'offensive stratégique. Nous ne pensons pas que ces trois étapes, qui s'appliquent dans les pays coloniaux ou semi-coloniaux semi-féodaux, se transposent tels quels dans un pays comme la France (elles ne doivent pas être prises au pied de la lettre). En revanche, ce qu'il faut retenir, c'est que l'expérience historique nous enseigne que la conquête du pouvoir politique est longue. *Idem*, elle est la conquête d'un territoire par une guerre de mouvement qui engage toutes les masses populaires ! Par exemple, dans l'Empire russe, le pouvoir a été conquis par 3 ans de guerre civile, et la révolution prolétarienne a été gagnée par les masses populaires (l'alliance ouvrière-paysanne). Nous ne savons pas encore quelles seront les étapes de la conquête du pouvoir dans un pays capitaliste et impérialiste comme le nôtre. Cependant, nous savons déjà que celle-ci ne sera pas un coup de force décisif mené uniquement par le prolétariat, mais une lutte armée prolongée à la tête d'une alliance populaire.

Si la guerre populaire prolongée reste une stratégie de révolution démocratique restreinte aux pays coloniaux ou semi-coloniaux semi-féodaux, les enseignements politiques et militaires de la guerre populaire prolongée, eux, ne s'y restreignent pas ! Nous sommes toujours convaincus que les travaux de Mao sur la guerre populaire prolongée sont un trésor théorique où trouver des réponses universelles sur la stratégie politique et militaire de prise du pouvoir du prolétariat. L'œuvre conséquente de T. Derbent, *Clausewitz et la guerre populaire* (2004), récemment publiée par Foreign Languages Press dans une version enrichie (2024), nous apparaît comme une ressource de premier ordre dans cette entreprise, et vient confirmer notre conviction initiale. Une théorie créée pour un problème particulier n'est jamais qu'une théorie particulière. Si la perspective de la création de bases rouges qui encercleraient les villes, où s'exercerait le double pouvoir populaire et par lesquelles se construirait le Parti, l'armée et le front uni, nous paraît plus qu'improbable en France, la perspective d'une insurrection urbaine « de type léniniste » ne nous paraît pas moins improbable.

Une chose est sûre, la question militaire n'a pas de réponse simple, toute faite, absolument universelle et définitive ! Dans les pays impérialistes, au XXI^e siècle, c'est à nous de lui trouver une réponse.

Les premières révolutions prolétariennes de l'Histoire furent toutes entraînées par la guerre, et dans ce contexte purent toute s'appuyer sur les masses en armes : le rôle de la Garde nationale pendant la Commune de Paris de 1871 est là encore l'exemple type que reproduisirent la révolution d'Octobre 1917 et

de Novembre 1918 (dont la révolte spartakiste de Berlin), et la République des conseils de Bavière et de Hongrie de 1919, qui furent initiées par des soldats. Cependant, 1 siècle plus tard, force est de constater que le cas russe est le seul exemple réussi de prise du pouvoir appuyée par des masses de soldats conscrits mutinés. Après le lendemain de la 1^{re} Guerre mondiale, ce type d'opportunité révolutionnaire ne se reproduisit plus.

De plus, la vague révolutionnaire européenne de 1917-1923 a connu une impasse cuisante : l'insurrection de janvier 1918 en Finlande ; le *biennio rosso* (les « deux années rouges ») de 1919-1920 en Italie ; le mouvement des soviets de 1919-1923 en Irlande ; le soulèvement de la Ruhr de 1920, la *Märzaktion* de 1921 et la tentative d'insurrection d'Octobre 1923 en Allemagne ; et l'insurrection du 23 septembre 1923 en Bulgarie. Cela démontre, d'une part, que faire reposer l'action révolutionnaire sur la mobilisation de soldats conscrits mutinés signifie se condamner à l'inaction en leur absence, et d'autre part, qu'une organisation qui ne s'est pas préparée militairement, politiquement, théoriquement et idéologiquement à la lutte armée ne peut pas l'improviser.

Ultérieurement, la défaite du *Frente popular* en 1939 et la capitulation du *Parti communiste français* en 1945 (rendre les armes et participer au gouvernement bourgeois) sont d'autres démonstrations que la question militaire est une question politique, théorique et idéologique qui ne se limite pas à une question organisationnelle ou technique : le problème de l'armée révolutionnaire, ce n'est pas simplement de trouver des armes et des militants pour les manier. Les problèmes de la lutte armée sont contenus dans les problèmes de la théorie et de l'idéologie révolutionnaire. Une armée sans état-major préparé politiquement, théoriquement et idéologiquement n'est rien. La guerre révolutionnaire a besoin d'une stratégie qui n'oublie ni le politique ni le militaire, et d'une direction (un état-major) pour appliquer celle-ci. Pour les révolutionnaires, le politique est toujours politicomilitaire. Le Parti communiste, parce qu'il doit être un centre politique, doit aussi être un centre militaire.

Depuis l'épuisement de la vague révolutionnaire européenne de 1917-1923, il apparaît que la quasi-totalité des situations révolutionnaires fut des situations où les tâches bourgeoises étaient principales, et ce même dans les pays impérialistes. C'est le cas de la guerre d'Espagne de 1936-1939 et de la libération nationale de la France de 1944-1945, qui furent antifascistes.

Également, il apparaît que la totalité des victoires révolutionnaires prolétariennes de l'Histoire (prendre et conserver le pouvoir) fut des révolutions communistes continues par étape, c'est-à-dire avec une étape démocratique (où

les tâches bourgeoises étaient principales). À ce titre, c'est l'URSS qui apparaît comme la norme historique, et la Commune de Paris comme l'exception. Par exemple, la révolution de démocratie populaire en Albanie et en Yougoslavie (la libération nationale de l'occupation fasciste italienne et allemande en 1944-1945), la révolution de nouvelle démocratie en Chine (la libération nationale de l'occupation colonialiste japonaise en 1945) et au Vietnam (la libération nationale de l'occupation colonialiste française puis américaine en 1946-1976), ou encore la Révolution cubaine. Toutes ces révolutions furent antifascistes ou anticoloniales et antiféodales, c'est-à-dire démocratiques, et sous la direction du prolétariat.

Nous n'affirmons pas que les révolutions communistes simples, c'est-à-dire sans étape démocratique (et où les tâches prolétariennes sont principales), sont circonscrites à l'époque révolue du capitalisme ascendant et de l'impérialisme naissant (lorsque les conditions objectives étaient encore révolutionnaires dans les pays impérialistes). Cependant, selon l'expérience historique, celles-ci sont minoritaires.

Nous n'affirmons pas non plus que les situations révolutionnaires appuyées par des masses de soldats conscrits mutinés sont désormais impossibles. Cependant, selon l'expérience historique, les communistes ne peuvent pas laisser reposer leur stratégie sur celles-ci. Premièrement parce que ces opportunités sont rares, et deuxièmement parce qu'elles ne peuvent pas compenser ou substituer le manque de préparation politico-militaire, c'est-à-dire lorsque la question militaire n'est pas posée en même temps que la question politique de la prise du pouvoir.

Pour conclure, nous devons revenir sur une affirmation concernant les Grandes Purges soviétiques de 1937. Nous écrivions :

« Le seul véritable reproche qui peut être fait à cette campagne fut son caractère dirigé du haut vers le bas et institué d'une manière bureaucratique. Les masses soviétiques ont observé l'opération d'épuration, sans en être réellement actrices. »

Grâce aux travaux historiques de J. Arch Getty et de D. Priestland, nous savons aujourd'hui que cette affirmation est fautive. Les Grandes Purges ont été une véritable campagne de mobilisation populaire menée par la direction soviétique. Dans celle-ci, les masses ont non seulement eu une participation active, mais elles ont été des actrices autonomes de l'État soviétique. Il s'est pratiqué ce que Getty a baptisé « l'absolutisme populaire ».

Il est vrai que l'aspect bureaucratique du Grand Tournant ou des Grandes Purges était beaucoup plus important que dans les politiques de mobilisation qui se sont pratiquées en Chine maoïste : Grand Bond en avant, Cent Fleurs et Grande Révolution culturelle prolétarienne, pour ne citer que les plus importantes. Cependant, les masses soviétiques ont à plusieurs reprises dépassé le rôle que la direction soviétique leur attribuait, elles ne s'y sont pas restreintes. Le mouvement stakhanoviste, qui provenait des masses et était porté par les masses, est le meilleur exemple. Il ne faut pas voir seulement ce que la direction soviétique déclarait sans voir ce que les masses soviétiques faisaient indépendamment de celle-ci.

Les Grandes Purges et la Grande Révolution culturelle prolétarienne sont des expériences historiques qui partagent beaucoup plus de similitudes que ce qu'il a été cru par les maoïstes jusqu'à récemment. Surestimer la rupture entre l'URSS et la Chine populaire, entre Staline et Mao, et sous-estimer leur continuité est une erreur héritée de l'historiographie maoïste classique.⁴⁶ Cette erreur était très compréhensible avant les années 80, quand l'historiographie totalitaire dominait l'histoire bourgeoise de l'URSS, mais elle n'est plus tolérable aujourd'hui. Nous devons intégrer les productions historiques bourgeoises sur l'URSS pour dépasser les historiographies communistes (dont maoïste) dans une historiographie communiste supérieure.

46. Par exemple, « À propos de l'expérience historique de la dictature du prolétariat » (1956) et « Encore une fois à propos de l'expérience historique de la dictature du prolétariat » (1957) publié par le *Renmin Ribao*.

II. QUELLE LÉGALITÉ EN RÉGIME BOURGEOIS ?

Publié le 23 mars 2018

1. QUELLE LÉGALITÉ EN RÉGIME BOURGEOIS ?

Cette brochure est une réponse à chaud à plusieurs événements qui ont défrayé l'actualité récente. Garde à vue de Nicolas Sarkozy, réforme de la SNCF et attaques contre les droits sociaux, mais également la mise sous tutelle de la faculté de Toulouse Le Mirail et les agressions fascistes commises sous les ordres de la présidente de l'Université Montpellier III Paul Valéry contre les étudiants qui l'occupaient. Nous accordons notre solidarité à toutes celles et tous ceux qui subissent la répression de la bourgeoisie, des réactionnaires, des fascistes et des impérialistes partout dans le monde. Nous voulons également dire que cette répression est une norme du régime bourgeois, du capitalisme. Elle en est l'enfant naturelle, un enfant à géométrie variable en fonction des classes sociales.

La bourgeoisie et les anticommunistes ne se sont jamais privés de se servir de la dictature du prolétariat comme d'un épouvantail pour dissuader les masses de rejoindre les organisations communistes. Insistant sur l'aspect « dictatorial », escamotant tout ce qui compose le caractère prolétarien des États socialistes, ces forces réactionnaires ont travesti et déformé le sens de cette forme nécessaire de pouvoir. Par effet de miroir, cela servait à légitimer leur ordre « démocratique » et légaliste. Et cela marche !

Par le truchement de l'Éducation nationale, de ses programmes de propagande, ce sont des millions de jeunes qui ressortent chaque année avec une conviction ancrée dans leur esprit : la démocratie bourgeoise est le meilleur régime qui soit. L'acquisition de cette notion est le fil conducteur du programme d'histoire du secondaire. Tout est mis en place pour y parvenir, depuis la légitimation de la république et de la démocratie — démocratie de propriétaires d'esclaves ! — dans l'Antiquité, jusqu'aux politiques de libéralisation des services publics, vus en terminale. Les régimes socialistes, fascistes et nazis sont traités dans le même chapitre, pour créer une impression de similitude et d'unité entre eux, renforçant la thèse de la gémellité entre eux, dans le but d'éloigner la jeunesse des idées communistes et de toute sympathie pour les expériences révolutionnaires. Tout est fait pour qu'un sentiment de positivisme émerge : l'Histoire va vers le mieux, vers le meilleur, et chaque année qui s'écoule nous rapproche d'une perfection idéaliste.

Il en ressort que même dans l'extrême gauche, il réside un anticommunisme extrêmement fort, qui se traduit par le fait qu'il y a une sympathie pour les opposants aux régimes socialistes, furent-ils des fascistes comme Soljenitsyne, et qu'entre le socialisme et le régime bourgeois, nombre préfèrent ce dernier.

Pourtant, un regard un tant soit peu sérieux sur les arguments de la bourgeoisie permet de voir que ceux-ci ne tiennent pas la route, et que, ironiquement, ils justifient totalement la dictature du prolétariat. Le mensonge craque régulièrement, et l'histoire ne peut être intégralement bâillonnée. Ainsi, les crimes coloniaux transparaissent dans les manuels scolaires, tout comme les guerres et les massacres commis par la France et les impérialistes. Progressivement, le voile se lève sur le passé, lorsqu'il est jugé qu'il est suffisamment éloigné pour ne pas faire de vagues.

Lorsqu'un regard un tant soit peu objectif pourra être posé sur l'époque que nous vivons, le mythe du positivisme s'effondrera immédiatement. Il ne fait nul doute que les générations futures ne pourront regarder l'époque que nous vivons, tant ici que dans le monde entier, que comme un âge de barbarie et d'injustice.

Car l'injustice et la transgression de la légalité forment les bases du fonctionnement du régime bourgeois!

La maîtrise de l'appareil d'État et des instances décisionnelles a permis à la bourgeoisie, dès son arrivée au pouvoir avec la Révolution française, d'édicter ses règles. Elle a maquillé cela derrière une idée d'égalité stricte aux yeux de la Loi, déclarant que l'application de celle-ci correspond à un hypothétique intérêt général. Or, quelle communauté d'intérêts peut résider entre celui qui exploite et celui qui est exploité? La prétendue égalité devant la loi n'est nullement résolue par un traitement «égal» par la justice, elle est au contraire aggravée. Cela n'est d'ailleurs pas une erreur, mais un objectif pour la bourgeoisie.

Dans les faits, les lois et les forces de l'ordre ne sont que des satellites du pouvoir bourgeois. Les lois sont conçues pour assurer l'exploitation la plus pacifique et la plus efficace des forces des travailleurs et des travailleuses. C'est là où réside la notion d'ordre public. Celui-ci correspond à un idéal pour la bourgeoisie. Une société tournant à la perfection, permettant de maximiser le taux d'exploitation, sans heurts, sans conflits. Lennui est que les contradictions propres au capitalisme jettent des poignées entières de sable dans les roulements de cette machinerie idéale. La concurrence au sein de la bourgeoisie elle-même, la baisse tendancielle du taux de profit, la paupérisation croissante des masses... tout ce qui crée une tendance à l'entropie tend à parasiter et à nuire

au bon fonctionnement de la société capitaliste « parfaite. » Jetant le peuple dans la misère, semant la mort et le chaos au travers du monde, elles forment le ferment du conflit.

La bourgeoisie a donc conçu ses outils dans le but de réprimer et d'écraser les masses. Marx parlait, dans *La guerre civile en France*, des détachements armés spéciaux de la bourgeoisie : la police. Contrairement à ce que peuvent penser celles et ceux qui, comme *Lutte ouvrière*, avaient fait le choix de soutenir les revendications des manifestants et manifestantes de la Police, les policiers ne sont pas des prolétaires sous l'uniforme. Ce sont des forces détachées des travailleurs, détachées des masses populaires, organisées dans le but stratégique principal de les réprimer. Fondamentalement, l'absence de condamnation des crimes et des meurtres commis par les policiers et policières contre les masses populaires, les Wissam ; les Adama ; les Théo... sont le reflet de cette conception. Ces agents n'ont pas, aux yeux de la justice, commis un crime, ils ont simplement exercé avec trop d'intensité leur mission.

La bourgeoisie n'est pas stupide. Loin de là. Elle a créé un canevas légal offrant des « libertés fondamentales » et des « libertés constitutionnelles », mais elle s'est également dotée des moyens de réduire leur possibilité d'expression. L'utilisation pleine et entière des droits démocratiques concédés ou arrachés à la bourgeoisie se heurte à des obstacles, des pièges, des chausse-trappes. Si elles peuvent être suspendues, c'est qu'elles ne sont pas « fondamentales ». Nous préférons leur donner leur véritable nom, qui est de « droits formels. » Cela les renvoie à leur véritable nature, qui est celle de droits formellement accordés par la bourgeoisie, mais qui n'ont qu'une valeur tout aussi formelle. Combien de manifestations réprimées ? Combien d'arrestations arbitraires ? Combien de nasses ? Combien d'intimidations, combien d'injures ? Combien de réquisition des travailleurs et des travailleuses sous la contrainte ? L'usage du droit de grève, surtout dans les secteurs essentiels de l'économie, se heurte à l'intervention de la police ou de l'armée pour éviter tout désagrément trop important, pour ne pas nuire aux rendements des investissements de la bourgeoisie. Lorsque les propos dérangeant, la censure n'est jamais loin, alors *quid* des actes ?

Un exemple dans le domaine universitaire illustre les limites des droits démocratiques. Les conseils d'administration sont censés être des instances décisionnelles et souveraines dans les décisions qu'elles prennent. Les élus, choisis au cours d'élections, sont théoriquement dépositaires d'un mandat donné par la communauté universitaire. Pourtant le jeu est truqué dès le début, puisque toute décision n'allant pas dans la droite ligne des directives de l'État peut entraîner la mise sous tutelle. En somme, si les choix « démocratiques » ne

sont pas en accord avec des décisions prises par l'échelon supérieur, elles sont nulles et non avenues. Cette situation arrive à l'université du Mirail, où toutes les instances sont suspendues.

Mais lorsque l'arsenal légal ne suffit pas, la bourgeoisie et l'État n'hésitent pas à violer leur propre légalité, qui est celle qu'ils et elles ont imposée ! Parfois, l'application des lois et le respect de celles-ci deviennent une lutte. L'objectif derrière est toujours le même : maintenir ou accroître son profit, sa rentabilité. Non par une méchanceté atavique, mais bien par un sens aigu de ses intérêts de classe et d'individu au sein de celle-ci. La bourgeoisie a toujours vu le droit du travail comme une entrave, comme un bridage, de sa possibilité d'exploiter au maximum le prolétariat. Régulièrement, celui-ci, tant qu'il existe, est transgressé, y compris même dans les institutions et dans les administrations dépendantes de l'État. CDD à la chaîne, heures supplémentaires non payées, contrats frauduleux, conditions de travail et de sécurité terrifiantes... etc. Les exemples ne manquent, hélas, pas. Le fait d'obtenir un respect de la loi est déjà un combat de chaque instant pour l'Inspection du Travail tout comme pour les Prud'hommes. Dans les néocolonies, la situation est encore plus dramatique. Les grèves se sont succédé à Mayotte pour demander, l'an passé, l'application du Code. Dans les régions les plus écrasées par l'impérialisme français, il n'est pas question de droits, mais uniquement d'exploitation, de surexploitation.

En revanche, le népotisme, les arrangements entre amis, tout est bon pour offrir des coupe-files, des droits de passage et des exemptions pour les bourgeois et leurs clans. De nombreux articles sur les héritiers et héritières de places importantes ont montré que celles-ci et ceux-ci ne devaient leur place que grâce à ces arrangements. Leurs résultats scolaires étaient d'ailleurs exécrables. Ainsi, Jean Sarkozy a mis sept ans à réaliser sa licence de droit, en bénéficiant de dérogations exceptionnelles. Cela ne l'a pas empêché d'être pressenti pour diriger l'EPAD (établissement public pour l'aménagement de la région de la défense) en 2009, fait évité *in extremis* par le tollé suscité.

Par ailleurs, la prétendue concurrence censée être au service des consommateurs est un mythe, car il est nettement plus intéressant financièrement d'obtenir des arrangements et des alignements que de se mener la guerre — jusqu'à un certain point, il est vrai. Les pratiques anticoncurrentielles sont très régulièrement évoquées et pointées du doigt par les commissions de surveillance, mais les amendes d'apparence lourde (plusieurs centaines de millions d'euros) sont sans commune mesure avec les bénéfices, et ne forment qu'une somme forfaitaire à

affranchir pour légaliser la tricherie. Les scandales des études truquées — sur l'obésité par la société Mars, mettant hors de cause le sucre dans les gains de poids ; ou sur la toxicité du diesel par Volkswagen — sont légion.

Pour les bourgeois et les bourgeoises, il est hors de question que l'argent extorqué par l'exploitation leur échappe. Cette classe sociale n'a toujours pas digéré l'idée d'un impôt progressif, pendant qu'elle applaudit à deux mains la cotisation solidaire généralisée (CSG) et la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Pourquoi ? Parce que ces deux dernières ne la concernent quasiment pas. L'argent des bourgeois ne sert pas principalement à la consommation, mais à l'investissement. Ces impôts les effleurent sans jamais réellement les impacter. Pour le reste, les paradis fiscaux et l'optimisation fiscale sont là pour amortir les cotisations. Les arrangements existent, permettant d'exempter d'impôts certains et certaines, comme ce fut le cas pour Liliane Betancourt, alors première fortune de France. La bourgeoisie lorgne d'ailleurs sur les profits, mais n'apprécie guère les dépenses. L'idéal pour elle est de laisser les pertes et les dépenses aux frais des contribuables — auxquels elle ne participe pas ! — pour en privatiser les profits. Ainsi, la privatisation de la SNCF laissera l'entretien des voies à l'État, mais l'exploitation et les profits seront captés par les investisseurs. À l'époque de Mitterrand, les nationalisations ont servi, *de facto*, de bouclier contre les mauvais jours, avant d'être remises entre les mains des capitalistes, une fois l'embellie revenue.

Gare à celle ou celui qui oserait protester ou se révolter ! La loi est déjà un couperet d'une dureté terrible envers les faibles, tandis qu'elle est d'une douceur d'ange envers les puissants et les puissantes. La garde à vue de Nicolas Sarkozy est un exemple éclatant de traitement différencié des individus en fonction de leur catégorie sociale. « Du jamais vu » s'est exclamé l'avocat pénaliste Dupont-Moretti, devant le fait que Nicolas Sarkozy ait pu rentrer dormir chez lui et interrompre ainsi la garde à vue. Une ironie pour celui qui en faisait son sabre contre les révoltes populaires. Imaginerait-on une telle pusillanimité envers quelqu'un issu des milieux populaires ? Imaginerait-on une telle douceur, lorsque des affaires de viols en garde à vue sont légion, quand les blessures et les meurtres défraient régulièrement la chronique ? La bourgeoisie à tous les droits, même lorsqu'elle est accusée d'affaires de haute trahison, même lorsqu'on la soupçonne d'avoir eu sa campagne financée illégalement par Mouammar Kadhafi, même lorsqu'elle viole et est condamnée, comme un Roman Polanski, toujours libre et coulant des jours paisibles en France. Cette impunité, cette classe en use et abuse, par ailleurs, pour son divertissement, pour des affaires répugnantes. La bourgeoisie, cette classe pourrissante, se comporte en prédateur constant.

Lorsque la bourgeoisie passe devant la barre, les condamnations sont tellement ridicules qu'elles déshonorent définitivement ceux et celles qui les prononcent. Les crimes les plus graves ne se paient que de sursis ou de peines de prison jamais exécutées. Jérôme Cahuzac, ainsi, n'a pas passé une seule nuit en prison depuis sa condamnation. Et quand bien même ! La ségrégation sociale fait son œuvre en prison, où ces coqs en pâte bénéficient de quartiers privés, de visites, de droits exceptionnels, impensables pour les prisonniers et prisonnières de classe populaire, qui forment la très large majorité des condamnés.

Car, de l'autre côté de la barrière sociale, la transgression de la loi se paie chèrement, même lorsque la jurisprudence pourrait être favorable. Vouloir manger, vouloir échapper au froid, à la misère, peut se payer chèrement. Quelques pâtes volées pour nourrir une famille dans le dénuement peuvent valoir un séjour en prison. Pour peu que cela se conjugue avec une nationalité étrangère, cela peut se terminer tragiquement, car régulièrement la police transgresse les pouvoirs, déjà larges, qui lui sont accordés.

Les lois, qui écrasent déjà les masses populaires, dans leur contenu comme dans leur application, ne suffisent pas à la bourgeoisie pour écraser. Grâce à sa possession d'un grand nombre de médias, grâce au fait que ses relais ministériels conçoivent les programmes et la propagande scolaire, elle a un poids considérable idéologiquement parlant. Ce n'est pas pour rien que Marx écrivait que « les idées dominantes ne sont autres que les idées de la classe dominante. » Quand cela ne suffit pas, elle invente l'information, ment sans la moindre vergogne. Récemment, la manière dont a été traitée la question du statut des cheminots est une illustration de l'absence totale de respect de la part des politiciens de la bourgeoisie pour les masses populaires. Cela se reflète dans l'abstentionnisme massif, qui illustre le rejet de la politique bourgeoise par le peuple.

Lors des conflits sociaux, généralement la police et l'armée suffisent très largement à écraser toute contestation. Mais parfois, les cadres légaux, bien que déjà largement en faveur des bourgeois et des bourgeoises, ne sont pas adaptés. Les exploités se tournent alors vers des supplétifs pour faire le sale travail, hors des cadres légaux, hors-la-loi, mais dans un sentiment d'impunité total.

Les casseurs de grèves, les agents provocateurs, les vigiles réactionnaires et les fascistes servent à cela. Ils et elles servent à compléter l'action répressive de la police, dans des cadres non normés. Plusieurs usines en France ont eu la visite de ces gros bras, notamment Alibert en 2000 ; Yoplait en 2002 mais également PSA ou Faurecia... Au niveau universitaire, un exemple vient de défrayer la chronique, puisque très tard le 22 mars, à l'université Paul Valéry de

Montpellier, des supplétifs fascistes et des vigiles ont été envoyés par le doyen de la faculté de Droit pour briser l'occupation d'un amphithéâtre. Les brutes ont frappé les étudiants et les étudiantes à coup de lattes en bois, sous le regard goguenard des administratifs, avant de sortir devant une haie d'honneur faite par la police. Cela n'est pas sans rappeler la destruction des locaux syndicaux par la présidence de l'Université Lyon II en novembre 2007, ainsi que l'envoi de plusieurs syndicalistes devant un conseil de discipline digne des cours de Vichy. Ironie de l'histoire, l'action, mal préparée, s'est traduite par un retour de flamme terrible, contraignant le président à la démission. Ce ne sont que des exemples parmi d'autres.

L'État et la police eux-mêmes cherchent, lorsque la situation leur paraît nécessaire, à provoquer les heurts qui permettent d'écraser un mouvement. Les scandaleuses actions de « policiers-casseurs », maintes fois repérées et dénoncées, en sont l'illustration. L'usage, là aussi, des fascistes, mais également d'infiltrés et d'indics servent à créer les conditions qui permettent l'intervention des forces conventionnelles et permettent d'attaquer médiatiquement les mobilisations. L'État et le gouvernement ne sont absolument pas neutres par rapport à la question des mobilisations. Les institutions leur sont intégralement hostiles, car s'opposant à leur mission première : le maintien de l'exploitation maximale la plus pacifique possible.

Si les choses prennent une tournure réellement dangereuse pour les intérêts de la bourgeoisie, il ne fait aucun doute que celle-ci sera capable de faire passer la violence à un échelon supplémentaire. Pour le moment, les transgressions, même criminelles, restent une exception plus qu'une norme opérationnelle. Cependant, la frontière est très mince entre les deux. Contrairement à ce que pensent les réformistes-radicaux, les bourgeois et les bourgeoises ne lâcheront pas les moindres miettes, sauf sous la contrainte la plus terrible. Quant à laisser le pouvoir aux masses populaires... Lorsqu'une occupation d'amphithéâtre débouche sur un tabassage, que doit-on conclure sur la volonté de faire chuter de leur piédestal les exploités ?

La bourgeoisie n'a jamais reculé devant les intimidations, les assassinats ou la mise en place de milices fascistes pour se défendre. Il s'agit par ailleurs de la raison d'être du fascisme. Ce n'est pas par hasard que Eugène Schueller, le père de Liliane Betancourt, fut un des fondateurs, avec Eugène Deloncle, de la Cagoule. L'un et l'autre voyaient dans cet outil un moyen d'écraser les luttes sociales, au bénéfice de la bourgeoisie. Contrairement à ce que pensent certains, la question du fascisme n'est pas strictement posée sous la forme de l'accession au pouvoir — de manière formelle — d'un parti fasciste. L'écrasement

des mouvements révolutionnaires et des mouvements ouvriers n'a pas besoin du FN. Il n'a même pas besoin d'un régime raciste. Après tout, les *Freikorps* qui massacraient les révolutionnaires étaient le fruit d'un consensus allant de l'extrême droite jusqu'au SPD — le *Parti socialiste* allemand.

Ce qui caractérise le fascisme, finalement, c'est la question du terrorisme érigé en moyen de maintenir l'exploitation. C'est cette transgression systématique de la légalité bourgeoise érigée en norme. Pour reprendre Dimitrov :

« Le fascisme au pouvoir est, comme l'a caractérisé avec raison la XIII^e Séance Plénière du Comité exécutif de l'Internationale Communiste, la dictature terroriste ouverte des éléments les plus réactionnaires, les plus chauvins, les plus impérialistes du capital financier. »⁴⁷

Déjà, dans les régions dominées par la France, l'ordre le plus abject règne. Assassinats à la sauvette d'orpailleurs en Guyane, meurtres d'opposants aux laquais de la France, viols et prostitution d'enfants... Et lorsque les langues se délient, ceux qui osent briser l'omerta sont saqués, tel Anders Kompass, qui avait révélé les crimes de la France en Centrafrique. De toute manière, il n'existe pas d'autorité internationale capable de pouvoir obtenir justice pour les victimes. Que peuvent les familles rwandaises ou libyennes contre l'Armée française ?

Un jour ce traitement peut devenir aussi celui qui s'applique en métropole, avec l'accroissement de la misère, des tensions sociales, avec la casse violente de toutes les protections dont peuvent bénéficier les masses. La bourgeoisie, même à son corps défendant, sera contrainte d'utiliser cela pour conserver son pouvoir, conserver son ordre, conserver ses profits.

La question de l'absence réelle de légalité à laquelle se contraint la bourgeoisie pose des questions sous-jacentes importantes. Deux d'entre elles méritent d'être abordées : celles des normes et des privilèges.

47. G. Dimitrov, *L'offensive du fascisme et les tâches de l'Internationale communiste dans la lutte pour l'unité de la classe ouvrière contre le fascisme*, 1935.

2. PRIVILÈGES, NORMES ET DISCRIMINATIONS EN RÉGIME BOURGEOIS

« Les idées de la classe dominante sont aussi à toutes les époques les idées dominantes ; autrement dit la classe qui est la puissance matérielle dominante de la société est aussi la puissance dominante spirituelle. La classe qui dispose des moyens de la production matérielle dispose du même coup des moyens de la production intellectuelle, si bien que, l'un dans l'autre, les pensées de ceux à qui sont refusés les moyens de production intellectuelle sont soumises du même coup à cette classe dominante. Les idées dominantes ne sont pas autre chose que l'expression idéale des rapports matériels dominants, elles sont ces rapports matériels dominants saisis sous forme d'idées, donc l'expression des rapports qui font d'une classe la classe dominante ; autrement dit, ce sont les idées de sa domination. »⁴⁸

La bourgeoisie s'affranchit sans le moindre complexe de sa propre loi, nous l'avons noté plus haut. Elle n'hésite pas à violer sa propre légalité pour accroître sa domination, la renforcer, pour détruire les menaces et les obstacles qu'elle peut rencontrer dans sa quête fébrile du profit.

La bourgeoisie ment. Les fascistes mentent. Il s'agit d'un point essentiel à garder à l'esprit. Si la vérité est gênante, ils l'occultent, la trahissent. À leurs yeux, les informations et la connaissance sont un moyen d'arriver à leurs fins, rien d'autre. La question de la vérité est une question purement et simplement tactique. Elle est, en revanche, une question stratégique chez nous, car la vérité sur l'exploitation des masses, sur leur oppression, est toujours nécessaire à dire et à démontrer. La bourgeoisie ment constamment sur le mouvement ouvrier et sur le mouvement révolutionnaire. Elle occulte et révisé sans cesse l'Histoire. Elle ment également sur ses objectifs, tant dans le but de camoufler ses buts réels que d'instiller la division et la haine au sein des masses populaires.

« Diviser pour mieux régner. » Voilà sa méthode. Un des exemples est le fait de clamer haut et fort que les immigrés ou certaines catégories de travailleurs sont des privilégiés. Elle cherche à transformer des contradictions au sein du peuple en plaies purulentes, en gangrène, pour mieux exploiter. Ainsi, les mensonges sur le statut des cheminots, paravent de la privatisation de la SNCF, ont réussi à faire leur chemin. Et c'est là où la victoire idéologique est remportée :

48. K. Marx et F. Engels, *L'idéologie allemande*, 1846.

des travailleurs et des travailleuses, exploitées, vivant dans la misère, se liguent avec la bourgeoisie pour baisser le niveau de vie d'autres, sous prétexte, ironie suprême, d'égalité! Pire, des précaires sans ressources, des réfugiés vivant sous les ponts sont taxés d'être des oies grasses, des profiteurs... Pendant ce temps, les violeurs et violeuses de lois, les accapareurs et accapareuses, les parasites sociaux engrangent encore davantage et davantage de ressources.

Alors que la logique la plus élémentaire voudrait que les désirs des exploités et exploitées soient d'être tous hissés au régime le plus favorable. Mais l'individualisme tire et nivelle par le bas les statuts sociaux. Au lieu de hisser les normes de travail vers le sommet, vers le meilleur, il ne s'agit plus que de faire de la misère le standard. La fragmentation politique, l'opportunisme, l'individualisme créent cette situation où, privés de compréhension sur la stratégie du gouvernement, de la bourgeoisie, les masses ne voient que par le petit bout de la lorgnette les attaques de celle-ci. Elles les perçoivent en termes de ce qui les concerne, de ce avec quoi elles sont en accord et de ce avec quoi elles sont en désaccord, sans comprendre que tout cet ensemble est un plan d'attaque cohérent et visant à les frapper dans leur intégralité. Chaque affaiblissement du front de lutte contre la bourgeoisie est une brèche dangereuse.

La question des privilèges s'est également invitée, sous une autre forme, dans les débats autour de la question des contradictions au sein du peuple. La question des privilèges sociaux est une question qui mérite qu'on s'y attarde pour qu'elle ne soit pas traitée d'une manière simpliste. Les inégalités de traitement des individus en fonction de certains critères sont de questions concrètes, réelles, qui ont une incidence sur la vie de tous les jours de centaines de millions d'individus sur la planète. Le racisme, le sexisme, l'homophobie, les oppressions que peuvent subir certains pans entiers de la population sont des questions qui ne s'écartent pas d'un revers de la main.

Les luttes qui s'organisent contre celles-ci sont légitimes, indéniablement. Elles suscitent cependant un débat lorsqu'elles évoquent ces questions sous la forme de privilèges: privilège blanc ; privilège homme ; privilège cisgenre ; privilège valide. Discriminations ou privilèges? La question n'est pas anodine.

Considérer les choses sous la forme de privilège est considérer que la personne qui les possède est avantagée dans la société. Qu'elle bénéficie d'un traitement de faveur. Une personne qui n'est pas victime de sexisme, par exemple, est effectivement privilégiée relativement par rapport à une personne qui ne subit ni harcèlement ni remarque sexiste. Pourquoi le relativement est important? Parce qu'il est ce qui détermine la norme de fonctionnement de la société.

C'est cette question de ce qui est la norme qui est également importante. Elle rejoint la question du droit, même bourgeois. Le fait qu'un policier ou une policière, un patron ou une patronne, n'ait pas le même respect des normes selon la personne induit une discrimination, plus qu'un privilège. Si un policier tutoie une personne du fait de son origine sociale, mais est scrupuleusement respectueux du règlement en face d'une autre ne signifie pas que cette dernière soit, dans l'absolu, privilégiée. Juste qu'elle ne subit pas de discrimination. Elle est relativement privilégiée, mais absolument non discriminée.

Dans les faits, pourquoi, hors-jeu sémantique, cette conception est importante? Parce que ce qui détermine le privilège absolu de classe, c'est le traitement au-delà de la loi, au-delà de la norme. L'impunité, les passe-droits, la possibilité d'être au-dessus de la loi, là réside le privilège réel. Il réside d'ailleurs souvent dans le droit coutumier, dans les habitudes, dans les traditions réactionnaires, qui autorisent, sous les yeux bienveillants des autorités, les ratonnades, les agressions sexuelles, les crimes. Il réside dans la non-application de la loi face aux criminels bourgeois.

Parler du traitement normal, au sens premier du terme, comme d'un privilège absolu, c'est ouvrir une brèche dangereuse entre ce qui doit être désiré comme traitement et ce qui constitue un viol manifeste et impuni de la légalité bourgeoise, ironiquement le fait de la bourgeoisie elle-même. Or, ériger la norme en privilège revient à considérer que son application est l'exception, non la règle. Elle revient, quelque part, à capituler dans le projet politique et à demeurer au stade du constat. Mettant l'individu, sa subjectivité, au sommet de tout, les conceptions postmodernes brisent la lutte des classes, et ne font que clamer que les dominés doivent combattre le fait qu'ils soient reconnus comme tels, qu'ils puissent s'épanouir dans leur situation, mais jamais la combattre.

Le but du mouvement communiste n'est pas de se limiter à faire une analyse clinique, scolaire, morte, un inventaire des contradictions, mais de comprendre les mécaniques qui les sous-tendent et de trouver la manière de les résoudre, de permettre aux individus non de vivre mieux leur situation, mais bien de la bouleverser. La vision postmoderne met tout sur le même plan : discriminations sociales comme ethniques, discriminations sexistes comme liées à la validité. Or, comprendre les raisons matérielles qui font qu'elles apparaissent ne signifie pas les nier, cela signifie chercher les moyens de les éradiquer. Pire encore, le postmodernisme encourage la perpétuation de la domination, en considérant qu'il ne faut pas combattre les mécanismes que la société capitaliste a ancrés dans l'esprit de ses victimes, car cela serait « oppressif. » Cela implique de ne

pas poser la question des actes réactionnaires y compris au sein des dominés et des opprimés. Ce n'est pas ce que recherchent les communistes, qui mènent la lutte contre toutes les formes de réaction.

Les discriminations sont issues du caractère réactionnaire inhérent à la société capitaliste et inhérent aux idées de la classe dominante. Celles et ceux qui, au regard de la vision bourgeoise de la société, sont hors des normes, ne s'incluent pas dans le schéma de production de marchandises et de reproduction des forces de travail, sont traités comme ayant une valeur inférieure, comme étant des éléments anormaux, comme étant des parias. Car, au final, ces contradictions ne peuvent être isolées de la lutte des classes et de l'organisation économique de la société. Elles en sont les filles naturelles, inéluctables, et existeront tant que la source ne sera pas tarie. Même après cela, les vieilles habitudes, les vieux relents, les résidus de l'ancien monde continueront à les maintenir en vie un temps. Poussières de réactionnaires, elles doivent être balayées.

Il ne faut pas les nier, ni nier l'importance qu'elles peuvent avoir dans le vécu des individus. Il ne faut pas nier qu'elles traversent les organisations politiques et les organisations communistes notamment, tout comme la lutte des classes. Les nier reviendrait à les accepter comme étant inéluctables. Clamer qu'elles divisent les travailleurs et les travailleuses est une manière stupide de voir les choses. Les luttes de libération nationales, les luttes féministes, les luttes antiracistes ou LGBT+ sont des luttes qui ne créent pas la division, mais qui, au contraire, bien traitées, renforcent la cohésion, la solidarité, la cohérence des opprimés et opprimées, des exploités et exploitées. Elles sont une force pour la lutte, non un frein.

Il existe un travail à faire pour lutter, au sein de nos organisations, dans nos rapports individuels, contre les tendances réactionnaires, contre les relents impérialistes, contre les pratiques oppressives. La lutte est complexe, car les attentes sont nombreuses, alors que les individus sortent d'un moule fait par la société bourgeoise. Il s'agit donc d'un travail de long terme, dans laquelle il peut être important de ne pas être buté sur les aspects tactiques qui servent à résoudre ces contradictions : organisation d'événements ou de réunions non mixtes, par exemple, qui peuvent effectivement permettre une meilleure prise en compte des situations spécifiques, sans pour autant perdre de vue que la résolution de ces contradictions de manière totale ne peut exister sans un changement de société complet.

Étant des contradictions au sein du peuple, elles sont le fruit de la lutte des classes et du système d'oppression généralisé par le capitalisme, par l'impérialisme et la société patriarcale. Elles ne sont pas de nature antagonique, elles peuvent se résoudre pacifiquement par l'éducation, par le débat, par l'explication, par la critique et l'autocritique. Cependant, elles peuvent prendre des tournures dramatiques, et peuvent devenir parfois des contradictions antagoniques. Contre les pogroms, contre les mouvements réactionnaires, contre l'enfermement — maquillé en tradition ou autre — des femmes, le débat n'a parfois plus sa place, et cela se transforme en épreuve de force.

Que des individus soient moins discriminés est un fait, mais détruire les privilèges bourgeois ne peut se faire que par des mouvements de défense et de promotion des droits démocratiques. Les privilèges de la bourgeoisie — contrôle de l'économie, captation de la richesse, impunité et possibilité de transgresser sa propre loi tant qu'elle ne lèse pas ses pairs — sont les réels privilèges. Or, la bourgeoisie ne cédera pas d'un pouce sur ceux-ci. Face à un régime « démocratiquement élu », elle transgressera la loi. Face à une mobilisation importante, elle fera le choix de l'écrasement. Face à sa défaite dans un État, elle choisira la voie de la guerre. C'est ce qui ressort de tous les regards portés sur l'histoire de l'humanité. Les classes dominantes se débarrassent des cadres légaux lorsque leurs intérêts sont en jeu.

C'est pour cela que nous devons défendre la dictature du prolétariat comme moyen de pouvoir réaliser cette transformation de la société. Non par choix, non par fantasme de sang, de pouvoir, de carnage, mais parce qu'il s'agit de la seule voie possible.

3. NOTRE RÉPONSE : LA DÉMOCRATIE PROLÉTARIENNE ET LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

La dictature du prolétariat, l'épée et le bouclier.

La dictature du prolétariat est un sujet important, crucial même. Aux yeux de l'*Unité communiste de Lyon* elle est LA ligne de démarcation de notre période de construction politique. Plusieurs documents ont été édités à ce sujet par l'Unité, principalement autour de la brochure dédiée à cette question — *Sur la dictature du prolétariat* (2017) — mais également dans les textes du premier congrès tout comme au sein des brochures sur les bases du communisme et sur le socialisme. Le fait de défendre cette thèse comme n'étant pas une déformation de l'idéologie communiste, mais bien comme étant son noyau dur n'est pas le fruit d'une illumination subite ou d'un désir de pouvoir idéaliste. Les marxistes ne procèdent pas ainsi. Lorsque Marx et Engels ont théorisé cette conception particulière du pouvoir, ce n'était pas en fantasmant sur des fleuves de sang, mais bien en tirant des constats de l'expérience concrète de la lutte des exploités et des exploitées.

Pour les militants et militantes qui constituent la grande majorité des organisations communistes — au sens idéologique du terme — cela est également le fruit d'un cheminement et non d'un désir inné pour l'autoritarisme. Les individus qui sont sur cette tendance ne trouvent pas leur place dans les rangs des organisations de combat.

Comment ne pourrions-nous pas comprendre les réticences qui accompagnent l'évocation de cette question politique ? Elles sont nombreuses et sont parfois révélatrices de questions pertinentes. L'éducation bourgeoise, les idées dominantes — imposées par les classes également dominantes, l'historiographie anticommuniste, la charge constante et fulgurante contre les expériences socialistes... tout concourt à faire de la dictature du prolétariat un tabou total, un crime en puissance, une hérésie. Elle sert de repoussoir envers les progressistes, envers les masses.

Il est logique que la bourgeoisie cherche à faire ainsi. Qu'elle cherche à attaquer sans cesse les systèmes politiques qui la menacent. Comme écrit en introduction, cela marche très bien. L'attachement atavique à la démocratie bourgeoise pousse certains, certaines, à préférer Thatcher à Staline, à choisir l'illusion démocratique bourgeoise à la construction du socialisme.

Certaines positions sont logiques. Il existe une peur des cadres formels et contraignants, notamment chez les libertaires. La petite structure horizontale rassure, paraît porter en elle les valeurs de démocratie et de confiance. Cependant, nous l'affirmons : il n'existe aucune garantie structurelle contre la déviation. Aucune forme d'organisation ne prémunit contre les risques de dégénérescence. La seule chose qui peut former une défense contre ce risque est la lutte politique, la lutte de ligne au sein des organisations et des structures. Or, c'est là où le bât blesse. Les structures informelles, sans centralisme démocratique — le débat le plus démocratique dans les instances décisionnelles mais l'application la plus stricte des décisions une fois prises —, sans exercice rigoureux et contrôlé des mandats, sans application rigoureuse et contrôlée des décisions, sont le théâtre idéal de la déviation droitière. Le flou, l'informel, le doute profite systématiquement aux tendances les plus modérées, aux partisans de la conciliation, aux éléments vacillants, aux portes d'entrée des tendances idéologiques bourgeoises.

Les tendances, les fractions, le libéralisme au sein des organisations politiques — et au sein des formes d'exercice du pouvoir — nuisent à l'efficacité, à l'unité d'action, à la possibilité de poser les débats et les questions concrètes. Elles sont une maladie au sein des organisations. Elles sont mortelles lorsque les enjeux sont importants et vitaux.

Contrairement à ce que peuvent clamer les libertaires, nous ne sommes pas partisans du centralisme démocratique par antidémocratie, mais bien parce que celui-ci est bel et bien la forme de démocratie populaire la plus aboutie. Nous ne nions pas les luttes internes, les lignes qui peuvent s'affronter — expression de la lutte des classes dans les organisations — mais au contraire nous les actons pour pouvoir avoir une prise dessus. Les organisations que ne le font pas, qui entravent la reconnaissance de cet état de fait, se contentent en vérité d'un démocratie de surface.

La dictature du prolétariat porte en elle deux exigences qui se doivent d'être obligatoirement respectées : la démocratie la plus large pour les masses ainsi que leur défense la plus efficace contre les menées de la bourgeoisie pour conserver ou reprendre le pouvoir. Le problème étant que l'interaction entre ces différentes exigences entraîne fatalement des contradictions, des difficultés, des conflits parfois.

La démocratie prolétarienne n'est pas un vain mot. Contrairement à ce que peuvent prétendre les anticommunistes, la vie en URSS ou en Chine maoïste n'était pas une vie de caserne, une vie carcérale. La bourgeoisie essaie de faus-

ser la vision qu'il est possible d'en avoir en niant toute la vie politique, la vie culturelle, la vie intellectuelle, tous les loisirs, tous progrès sociaux que peut avoir apporté le socialisme.

La suppression du gaspillage, le fait de passer progressivement d'une économie anarchique à une planification, sous la houlette du Gosplan, permet de progressivement répondre aux besoins de la société, tout en essayant, au travers du développement harmonieux, de respecter l'environnement. Les chiffres parlent d'eux même. Partie de très bas, l'URSS, en 1939, juste avant la déclaration de la guerre, dépasse la France en termes de PIB par habitant à parité de pouvoir d'achat, sans disposer de colonies, sans surexploitation pour gonfler artificiellement celui-ci.

La bourgeoisie caricature l'abolition de la propriété privée des moyens de production. Elle en fait une absence totale de biens de consommation pour les masses. Elle en fait une imagerie de pauvreté. Mais dans les pays bourgeois, la propriété de biens est abolie pour 90 % de la population. Location, crédit, dettes, tout cela est une illusion de propriété. En URSS, le plafonnement des loyers à 10 % des revenus, la gratuité de la très large majorité des services, tout cela concourait au fait que les masses pouvaient se permettre, pour la première fois de leur vie, de dépenser leur argent non pour survivre, mais bien pour vivre.

Les masses populaires, avant écrasées par l'obscurantisme de la religion, par le racisme, par l'antisémitisme, par un patriarcat redoutablement puissant, se libèrent. Elles découvrent l'exercice réel du pouvoir, au travers des Soviets. Alors que le régime capitaliste ne considère les masses populaires que comme une force de travail, que comme une marchandise, sous la dictature du prolétariat, elles découvrent la possibilité de disposer d'une liberté inconnue. Le livre d'André Gide, *Retour d'URSS* (1936), considéré comme une critique acerbe, révèle pourtant une URSS bon enfant, avec ses fêtes ouvrières, ses cours du soir, ses pièces de théâtre en pleine rue.

Une lutte existe, même dans la démocratie populaire, entre les conceptions arriérées et les conceptions avancées, entre réactionnaires et progressistes. Elles ne sont pas sanctionnées par la répression, mais au sein du débat démocratique entre les masses, dans lequel le Parti communiste soutient les positions avancées. Car contrairement à l'imagerie véhiculée par l'Éducation nationale et par les pamphlétaires de l'anticommunisme, le Parti communiste, que cela soit en URSS, en Chine, en Albanie, au Vietnam... ne contrôle pas toute la société. Les archives de Smolensk, volées par les nazis, ont révélé que, au final,

les militants du PC(b)US névolutaient pas dans une société ordonnée, totalitaire, mais bien dans une société bouillonnante, vivante, et dans laquelle ils n'avaient pas un contrôle total de l'intégralité des aspects politiques.

La lutte contre certaines conceptions, racistes, antisémites, sexistes, a connu des moments aigus, du fait de l'écart entre le Parti et les masses, dans certaines régions. Paradoxalement, la réforme de 1935, qui laissait à la société civile une plus grande place, s'est traduite par des reculs sur un certain nombre de positions, notamment sur l'avortement et l'homosexualité. Non du fait de la décision du Parti, mais bien d'une expression démocratique — mais réactionnaires — des masses populaires, en particulier des Républiques du sud. Pourquoi cela a eu lieu ? Car il y avait urgence à faire bloc, en prévision de la guerre. Faire bloc en prévision de celle-ci, quitte à concéder — temporairement — parut judicieux. L'était-ce ? La question reste en suspens. Mais jeter toute l'expérience sur la base de cette faille serait imbécile. N'oublions pas que, à ce moment, TOUT était expérimental.

L'URSS a traité ces questions d'une manière perfectible, principalement par une impulsion du haut vers le bas. La Révolution culturelle a tenté de le faire du bas vers le haut. La révolutionnarisation albanaise l'a fait d'une manière décrétiste... Chacune a cherché sa voie pour résoudre les contradictions et poursuivre la lutte des classes.

Rien n'est parfait. Mais l'exigence préalable de la perfection sert fondamentalement à botter en touche. Attendre un réveil spontané des masses populaires, un mouvement révolutionnaire qui ne soit pas le fruit du travail de longue haleine d'une organisation politique, cela revient à capituler devant le poids de l'idéologie bourgeoisie, devant la force des habitudes, des idées et des conceptions réactionnaires. Considérer que la question du pouvoir ne soit qu'un rapport entre majorité et minorité, cela revient à rester sur des conceptions réformistes de la société. Nous ne sommes pas en faveur d'un Parti d'avant-garde par mépris pour les masses, mais bien parce qu'il est illusoire de croire que la bourgeoisie laissera un mouvement de masse de ce type se développer sans faire appel à toutes les armes que lui autorise non pas sa légalité, mais ses moyens intégraux.

Dans *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky* (1918), Lénine écrivait :

« Dès lors, supposer que dans une révolution un peu sérieuse et profonde, c'est simplement le rapport entre la majorité et la minorité qui décide, c'est faire preuve d'une prodigieuse stupidité ; c'est s'en tenir à un préjugé archinaïf digne d'un vulgaire libéral ; c'est *tromper les masses*, leur cacher une évidente

vérité historique. Vérité selon laquelle il est *de règle* que dans toute révolution profonde les exploités conservant durant des années de gros avantages réels sur les exploités, opposent une résistance *prolongée, opiniâtre, désespérée*. Jamais, si ce n'est dans l'imagination douceuse du doucereux benêt Kautsky, les exploités ne se soumettront à la volonté de la majorité des exploités, sans avoir fait jouer dans une bataille suprême, désespérée, dans une série de batailles à leur avantage.»⁴⁹

Non seulement, la bourgeoisie supprimera les moyens permettant à la « majorité » de devenir consciente de ses intérêts, mais elle entravera surtout les possibilités pour elle de s'organiser. Et si le pouvoir est pris, de se développer et de construire une société où la résolution des contradictions de classe est possible. La bourgeoisie promet. Elle promet le respect de garanties démocratiques, promet la souveraineté pour le peuple, promet que le jeu de la République n'est pas truqué, que chacun à sa chance et que le meilleur gagne. Or, dans les faits, de petites grèves, de petits troubles entraînent déjà un déchaînement de haine de la part des classes dominantes, au travers de leurs agences de presse, de leurs agences de propagande, mais également de la part de leurs forces de répression. Déjà, pour si peu, la légalité est transgressée. Imaginer qu'elle ne le serait pas lorsque la question posée n'est plus économique, mais bien politique, serait se nourrir d'illusions. Pire encore, cela reviendrait à tendre le cou au bourreau.

Jamais un mouvement de « révolution citoyenne » ou de « révolution par les urnes » n'a triomphé dans toute l'histoire de l'humanité. Et pour cause ! Chaque fois que les organisations populaires ont approché de l'exercice réel du pouvoir, la réaction s'est mise en route pour les juguler. Le Front populaire par les fascistes, le *Frente popular* de 1936 par les franquistes, celui de 1973 — au Chili — par Pinochet, etc. Lorsque « la gauche » arrive au pouvoir, comme Mitterrand, comme Hollande, mais également comme le SPD en Allemagne après 1918, ils sont traités comme des laquais serviles par la bourgeoisie. Vacillants, hésitants, lâches, ils sont parmi les plus fidèles et les plus brutaux des agents de la bourgeoisie.

Aujourd'hui, l'exemple de la question de l'indépendance de la Catalogne est à l'avenant : respect de la souveraineté populaire, respect de la question du rapport entre majorité et minorité... etc. La réaction est celle de l'enfermement, de la mise sous tutelle, de la traque et de l'emprisonnement de celles et ceux qui sont à l'origine de ce mouvement. Il ne fait pas de doute que toute tentative sérieuse

49. V. I. Lénine, *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, 1918.

de réaliser l'indépendance se heurtera à toute la virulence d'une bourgeoisie madrilène réactionnaire, prête à tout pour conserver son dû. Et encore, ce n'est pas une révolution socialiste !

Contre Octobre, les capitalistes et les impérialistes ont fait feu de tout bois pour écraser dans le sang la révolution. Guerre civile, blocus, embargo, interventions, terrorisme, sabotage, assassinats, corruption, espionnage... tous les moyens furent bons pour liquider la jeune Union. Contre la Révolution spartakiste, l'intégralité des organisations bourgeoises, du SPD au DAP, ont fait front derrière les *Freikorps* pour égorger celles et ceux qui voulaient libérer les masses de l'exploitation. Contre les révolutionnaires de Chine, de Corée, de Cuba, du Vietnam, des pays d'Afrique, partout, la bourgeoisie, les réactionnaires, les fascistes ont usé de tous les moyens possibles et envisageables pour mettre fin aux menaces sur leur ordre.

La bourgeoisie clame que le socialisme ne marche pas. Pourtant, elle ne lésine pas sur les moyens pour l'écraser. Elle a ainsi soutenu les plus grandes monstruosité de l'Histoire, les a nourris, les a dotés des moyens de répandre le sang. Mussolini contre les grèves de 1922 en Italie. Hitler contre la menace du KPD, les obscurantistes de tout poil aujourd'hui contre les tentatives de faire émerger de nouvelles Républiques populaires.

La bourgeoisie a soutenu les timorés, les défaitistes, les bonapartistes, partout où elle pouvait en trouver, pour caresser dans le sens du poil leurs désirs et leurs craintes. Les droitiers autour de Boukharine, les trotskistes, les partisans de Lili-San, de Lin Piao, sont devenus des agents doubles, travaillant dans l'ombre, sabotant, assassinant, espionnant au profit des ennemis de la révolution. Ceux et celles qui ont été effrayés des succès et des avancées du socialisme, ceux qui n'y croyaient qu'à moitié, ceux qui avaient peur se sont réfugiés dans les jupes du SD allemand, du *Kenpeitai* japonais, de la CIA, de l'OSS, du Second Bureau ou du MI5.

Les experts, terriblement nécessaires, en particulier dans un pays arriéré, les chefs militaires, dans un pays menacé, ont chèrement et durement monnayé leur ralliement. Exigeants, rêvant du paradis perdu, voulant se constituer des royaumes intérieurs, ils et elles ont œuvré à l'affaiblissement de la dictature du prolétariat, en se retranchant derrière une conception bourgeoise et réactionnaire de la liberté.

Leur victoire, leur restauration du pouvoir, obtenue avec la déstalinisation en URSS, avec l'arrivée de Deng Xiaoping en Chine, n'était pas le fait des excès de la dictature du prolétariat, mais bien de sa trop faible prise. Les compromis, nécessaires, mais coûteux, avaient donné une force immense à ces restaurateurs des inégalités sociales, à ceux qui voulaient entraver l'avancée et l'approfondissement du socialisme.

La question de la nécessité de la dictature du prolétariat est une question qui n'est pas « de principe », mais bien de vie ou de mort. Elle est une question qui ne peut être balayée d'un revers de la main, mais qui, au contraire, est centrale. Elle détermine la physionomie politique de l'État prolétarien, elle détermine l'objectif stratégique n° 1 de la révolution, son objectif politique.

Si la légalité, ou la violation de la légalité, par la bourgeoisie ont d'ores et déjà été évoquées, reste à évoquer la conception de la légalité du régime populaire et prolétarien.

4. LEUR LÉGALITÉ ET LA NÔTRE

La bourgeoisie joue un jeu hypocrite. Elle se targue de présenter un modèle neutre, équitable, juste et démocratique. Elle se targue de mettre en avant des valeurs universelles, de traiter d'une manière égale en poids chaque individu. « Les faits sont têtus » écrivait Lénine. Et les faits illustrent chaque jour l'étendue de ce mensonge. La société capitaliste est une implacable machinerie à inégalité et à discrimination. Non seulement elle les reproduit, dans l'école « républicaine », mais elle les accentue. Elle creuse le fossé immense entre le prolétariat et la bourgeoisie, elle le rend insondable. La captation sans cesse croissante des richesses, la spoliation toujours plus forte, tout ceci contribue à concrétiser la tendance à la paupérisation, non seulement relative, mais également absolue. La bourgeoisie est toujours plus riche, tandis que le prolétariat s'appauvrit, en particulier dans les pays dominés par l'impérialisme.

La bourgeoisie dit que le jeu fonctionne ainsi, que les courageux et les courageuses, les entreprenants et entreprenantes, sont récompensés. Elle clame que chacun reçoit son dû, que les dés ne sont pas pipés. Elle clame également que le prolétariat, s'il parvient à gagner les élections, pourra faire le monde comme il le souhaite. En somme, elle se prétend *fair-play*. Pourtant rien n'est plus faux.

La bourgeoisie n'est pas stupide. Elle a conçu l'État bourgeois comme un outil au service de sa domination, au service de son ordre, au service de ses intérêts de classe. La loi est avec elle, la force est avec elle. Elle en détient le monopole, tout en prétendant que ce n'est pas le cas. Dans les faits, croire naïvement que la bourgeoisie peut se laisser retirer ses privilèges sans se lancer dans la guerre est une illusion terrible. La bourgeoisie se moque de la présomption d'innocence. Elle se moque de la rétroactivité des lois. Elle se moque des vices de procédure et des nullités. Elle applique intégralement l'adage du *si vis pacem, para bellum* pour défendre ses intérêts supérieurs de classe. L'Histoire illustre que le sang coule quand les masses se révoltent. Ceux et celles qui pensent que cet État se conquiert de l'intérieur, par la réforme, sont condamnés à échouer ou à trahir.

Lénine écrivait :

« Nous » disons donc à la bourgeoisie : Vous, exploiters et hypocrites, vous parlez de démocratie alors qu'à chaque pas vous dressez des milliers d'obstacles pour empêcher les classes opprimées de participer à la vie politique.

Nous vous prenons au mot, et afin de préparer les masses à la révolution, pour vous renverser, vous autres exploiters, nous demandons, dans l'intérêt de ces masses, que votre démocratie bourgeoise soit élargie.

Et si vous, exploiters, tentez de résister à notre révolution prolétarienne, nous vous réprimerons impitoyablement, nous vous enlèverons vos droits politiques ; bien plus nous vous refuserons le pain, car dans notre république prolétarienne, les exploiters n'auront pas de droits, ils seront privés d'eau et de feu, car nous sommes des socialistes pour de bon.»⁵⁰

Nous ne sommes pas des hypocrites. Nous actons le fait que la lutte des classes est le moteur de l'Histoire. Les institutions ne sont pas neutres, les lois, les systèmes de pouvoir non plus. Nous actons que l'État a un contenu de classe. Nous actons également que la bourgeoisie se rebellera, frappera, tuera. Notre légalité n'est pas une neutralité fausse, mais une légalité de lutte des classes aigüe. La légalité de la dictature du prolétariat est une légalité complexe. Elle n'est pas celle d'une forteresse coupée du monde, fonctionnant en autarcie complète, hors de tout danger, comme le présentent les « historiens » de *Le Livre noir du communisme*. Elle est une légalité qui doit être adaptée à la situation de lutte des classes forte et accrue au sein de l'État prolétarien, mais également en situation de guerre avec l'impérialisme mondial et avec les bourgeoisies dans leur ensemble.

Les rapports ont parfois été pacifiques, parfois brutaux entre les États prolétariens et leurs bourgeoisies. Mais à chaque pas que franchissent la construction et l'affirmation du socialisme, les différentes fractions de la bourgeoisie ont senti progressivement le sol se dérober sous leurs pieds. Leur rôle social, lié à leur maîtrise de certaines fonctions, de certaines expertises, de certains savoirs, s'est peu à peu effrité, avec l'élévation générale du degré de formation des masses. Contrairement à ce que pensaient une grande partie des marxistes, cela n'a pas contribué à assagir ces cliques, mais à les jeter, au contraire, dans la lutte à corps perdu.

L'histoire bourgeoise, là encore, triche. Elle représente les opposants au pouvoir socialiste comme des démocrates défendant les droits de l'Homme, comme de sympathiques individus ayant foi dans une voie meilleure, plus juste, plus humaine. Chez l'intégralité des forces anticommunistes, de « gauche », comme de droite, il réside un consensus sur cette question. Surfant sur la sympathie

50. *Ibidem*.

spontanée qu'il est possible d'avoir pour les opprimés, la bourgeoisie a réussi à faire passer des fascistes, des théocrates, des bourgeois pour des victimes innocentes. Il n'est pas rare de trouver des ouvrages d'extrême droite sur l'URSS ou la Chine dans les librairies libertaires. Pourtant, c'est mal comprendre les buts que se fixaient ces opposants — restauration du tsarisme, du capitalisme, instauration du fascisme... — et les moyens qu'ils et qu'elles mettaient en œuvre : assassinats et terrorisme.

Lorsque plusieurs personnages centraux de l'URSS étaient assassinés, empoisonnés, avaient des accidents étranges, quand des mines de charbon explosent ou que des barrages menacent de s'effondrer, quand les opposants font front avec les Japonais pour ravager la Chine, le temps n'est plus à la discussion.

Les États socialistes ont eu à faire face à cette véritable guerre secrète menée par la bourgeoisie et ses alliés et tout était à découvrir. Les Partis communistes et les masses ont expérimenté différentes manières de faire, d'avancer pour résoudre ces conflits, pour mettre fin aux tentatives de restauration faites par les vieilles classes possédantes, tout comme en avançant pour saper les bases matérielles de l'apparition de nouvelles classes bourgeoises. Les « historiens » présentent cela comme une société en guerre ouverte et constante.

La vérité est que la bourgeoisie profite de chaque interstice pour pouvoir avancer ses pions et briser les tentatives du prolétariat pour se libérer de l'exploitation. Chaque relâchement, chaque ralentissement de la lutte a des conséquences terribles. Lorsque, en URSS, à l'approche de la guerre, le Parti communiste a voulu tempérer la lutte des classes aigüe pour faire bloc contre la menace fasciste, la bourgeoisie, les droitiers, les défaitistes, les liquidateurs ont saisi l'opportunité pour frapper. Djerzinski (1917-1926) et Menjinski (1926-1934) avaient, en tant que dirigeants de la sûreté, agi avec discernement et efficacité, leurs successeurs, choisis parmi les modérés, se sont avérés des dangers complets : Iadoga (1934-1936) et Iéjov (1936-1938). Cette modération fut justement leur faiblesse la plus grande. Elle les a rendus vulnérables à deux maux terribles : la compromission et le traitement bureaucratique des questions. Les deux se sont rendus coupables de collusion avec certaines franges de la bourgeoisie, tandis que le dernier appliqua mécaniquement une répression imbécile, avec une politique de quotas. Ils le payèrent de leur vie l'un et l'autre.

À la suite de cette période, il y a eu une oscillation dans l'autre sens, rendue nécessaire par l'intenable situation dans laquelle l'URSS s'était retrouvée, du fait des activités de ces agents doubles. Elle vit l'arrivée de Béria (1938-1953), lequel était un individu d'une fiabilité douteuse, mais étant l'opposé complet

des précédents. Issu d'un milieu d'une pauvreté affreuse, aventurier détestant la bureaucratie — au début — il a été le fer de lance, avec Vychinski, d'une réponse radicale aux menaces intérieures. La militarisation progressive du NKVD, le commissariat du peuple aux affaires de l'intérieur, notamment avec la création du SMERSH sous la férule de Abakoumov, illustra une nouvelle dérive, laquelle joua un rôle dans l'arrivée au pouvoir de la droite du PC(b)US en 1956, devenant même un outil de répression contre les léninistes.

Ayant observé cette situation, les proches de Mao ont essayé une voie autre, jouant principalement sur la mobilisation des masses contre les dérives et contre les abus qui pouvaient avoir lieu, se fiant à elles pour déceler et détruire les menaces intérieures. Cette voie a culminé avec la Grande Révolution culturelle, laquelle devait balayer la poussière de l'ancien monde. Ce mouvement de masse représentait une autre expérimentation, avec des caractéristiques de démocratie jamais vues avant dans le traitement des questions politiques, avec une prise directe des masses populaires sur la question du pouvoir et de la direction politique. Seulement, cette expérimentation n'était pas parfaite non plus, et des faiblesses sont apparues : augmentation du pouvoir de l'armée, déstructuration du *Parti communiste de Chine*, épuisement de l'énergie populaire sur le long terme... Si les jugements populaires et les Dazibaos ont été des avancées incontournables dans la démocratie au sein des masses, ils n'étaient pas parfaits non plus.

Pourtant, l'intégralité des systèmes socialistes ont misé sur le fait de réhabiliter, de réintégrer celles et ceux qui avaient pris le chemin de la lutte contre le socialisme. Hormis dans les moments de crise, où la justice d'exception s'est appliquée, le choix fut celui de laisser une possibilité de s'amender et de progresser, y compris aux vieilles classes possédantes. Les régimes socialistes ne sont pas le régime nazi, où la seule porte de sortie est la mort. Nombre d'individus ayant commis des fautes ont purgé une peine, ont travaillé puis ont été libérés et ont réintégré la société. Le but de la répression est invariablement resté leur neutralisation, tandis que le but du système carcéral est resté invariablement la réhabilitation par un travail en commun, utile et productif. Mais pour la bourgeoisie, le fait de travailler de ses mains, d'être au service du peuple, de passer 6 mois dans une commune populaire, rien n'est plus insupportable.

Il n'existe pas de solution idéale. Nombre de courants politiques butent sur cette question, préférant ne rien dire, ne rien faire, plutôt que de prendre le risque de faire quelque chose qui ne soit pas la perfection incarnée. Ils rejettent intégralement les expériences socialistes sur la base de questions de principe, sans comprendre à quoi ils et elles seront confrontés lorsque la révolution sera autre chose qu'une idée.

Nous ne sommes pas aveuglés par les mensonges de la bourgeoisie. Sa démocratie est une démocratie confinée, qui maquille misérablement une dictature de classe, injuste, impitoyable, sanguinaire. Deux mondes se côtoient, l'un celui des exploités, l'autre celui des exploités. Il n'existe nul consensus possible de l'un vers l'autre, nulle loi commune. Il n'existe que la lutte.

Gagner cette lutte passe par le fait d'acter que des justices d'exception, des justices de guerre, sont inévitables. Mais que cette étape, ce chemin difficile, est la voie unique vers l'abolition des inégalités de classe, vers la réalisation d'une société dont la guerre aura été extirpée. Une société juste. Une société communiste.

III. ITALIE,
POPULISME ET
FAILLITE DE SA
FORME « DE GAUCHE »

Publié le 20 juin 2018

1. INTRODUCTION

À la suite d'une longue crise politique, les élections ont porté au pouvoir, le premier juin, une coalition étonnante et hétéroclite, formée d'une part du mouvement populiste *5 étoiles* et de l'autre de la *Ligue*, une organisation nationaliste d'extrême droite. Pour obtenir un *modus vivendi* entre les deux forces, un juriste « indépendant » Giuseppe Conte, a obtenu le poste de Premier ministre, tandis que les dirigeants des deux partis assurent la vice-présidence. Les ministres, quant à eux, semblent tout droit sortis d'un cauchemar févreux. Une ministre de la santé aux thèses conspirationnistes sur les vaccins, un ministère de l'environnement dirigé par un général des carabinieri, un ministère de « l'Agriculture, de la Famille et du Handicap » (*sic*) confié à Lorenzo Fontana, qui est catholique antiavortement, ça ne s'invente pas, et un ministère de l'intérieur confié à Matteo Salvini. Gérard Collomb aura ainsi le plaisir de coopérer directement avec le leader de la *Ligue du Nord*. Étant donné la passion de l'un et l'autre pour la question de la lutte à outrance contre les réfugiés, il est plus que certain qu'ils auront matière à discuter ensemble.

De fait, la terrible histoire de l'*Aquarius* a démontré la communauté de vues entre le gouvernement français et le gouvernement italien sur la question du traitement des migrants et des migrantes qui fuient les guerres que les impérialistes ont eux-mêmes attisées.

L'*Aquarius* est un navire de secours battant pavillon italien, qui a pris en charge 630 naufragés et naufragées en mer Méditerranée. Devant faire route vers l'Italie, il a été interdit d'accès au port par décision du ministre de l'Intérieur, lequel a obligé le navire, surchargé, manquant de vivres et de médicaments, à errer en mer. Malgré qu'Emmanuel Macron ait critiqué la « part de cynisme et d'irresponsabilité du gouvernement italien », celui-ci n'a pas daigné apporter la moindre aide au navire, qui est pourtant passé à 17 km des côtes Corses.

Ce n'est que lorsque le port de Valencia, dans l'État espagnol, a accepté de prendre en charge le navire que la fibre humanitaire de la France s'est réveillée, promettant toute l'aide possible à la ville.

La brouille n'a d'ailleurs pas empêché une rencontre entre Giuseppe Conte et Emmanuel Macron quelques jours plus tard. Rencontre sur fond de tension, de la part d'une bourgeoisie monopoliste italienne qui voit dans la France l'État qui lui a volé ses relations de clientèle avec la Libye. Mais surtout difficulté de compréhension entre deux lignes politiques réactionnaires mais antagoniques :

une qui se veut ultralibérale, l'autre qui opine déjà de manière beaucoup plus marquée pour des solutions simili-fascistes. Un proeuropéen convaincu face à un eurosceptique par la droite.

L'Italie, par ailleurs, connaît une période trouble et clivante. L'extrême droite garde des bastions importants. Durant la guerre froide, les réseaux *stay-behind* de la CIA et l'opération *Gladio* ont été des sinécures pour les anciens partisans de Mussolini ainsi que le moyen d'en recruter des nouveaux, pour lutter contre la puissance du PCI de l'immédiat après-guerre. Il n'y a pas eu de réelle « dé-fascisation » dans le pays ou la petite-fille du Duce peut siéger au nom d'un parti qui propose les mêmes idées que son grand-père.

Dans les rues, les défilés de *Casapound*, une des organisations de masse fasciste, rythme une vie politique chaque fois davantage gangrénée par l'extrême droite. Une extrême droite qui n'hésite pas à tuer, comme le démontre le cas de Soumaïla Sacko, militant syndicaliste immigré, qui défendait les droits des travailleurs surexploités dans les *latifundia* du Sud, dans lesquels les conditions de travail n'ont guère changé depuis l'Empire.

Dernièrement, le gouvernement italien a d'ailleurs annoncé son intention de fichier les membres de communautés Roms, dans une logique qui ne peut qu'évoquer de bien tristes souvenirs. Souvenirs d'autant plus avivés par l'annonce de la part des ministres de l'Intérieur allemand (Horst Seehofe, CSU), autrichien (Herbert Kickl, FPÖ) et italien de former un « axe des volontaires contre l'immigration ». Dans une formulation qui, au mieux, est maladroite et de mauvais goût, au pire est une véritable provocation. Ce sont d'ailleurs des aspects sur lesquels nous reviendrons, tant les destins de l'Allemagne, de l'Autriche et de l'Italie sont liés.

Dans un pays où l'État comme les ménages sont endettés jusqu'au cou, les immigrés servent de bouc émissaire et sont pointés du doigt comme LE problème de société. La question de l'immigration, travaillée depuis des années, devient une bombe à retardement tout comme une position virale, contaminatrice, qui explique notamment l'alliance étrange — au premier abord — entre le *Mouvement 5 étoiles* et la *Ligue*.

2. UNE ALLIANCE RÉVÉLATRICE

L'accord signé entre les deux organisations a mis mal à l'aise plus d'un observateur. Le *Mouvement 5 étoiles*, se voulant un mouvement de démocratie directe, autour de cinq valeurs : « eau », « environnement », « transports », « développement » et « énergie ». Thématiques qui évoquent le progressisme, sur le papier. Sur le papier, car dans les faits, l'intérêt porté à des thématiques et des sujets ne détermine pas la manière dont ils seront traités, et surtout le contenu politique de ce traitement. Comme tous les mouvements populistes, le mouvement des 5 étoiles ne le fait jamais clairement. Il ne détermine pas de position précise, pour conserver sa possibilité d'avoir la base la plus large — même si elle est contradictoire — et ainsi gagner en influence. Seulement le flou, en idéologie comme en politique, profite systématiquement aux tendances les plus libérales et les plus droitières. L'absence de physionomie politique signifie une illusion de démocratie, mais en pratique l'opportunisme et la conciliation avec les réactionnaires.

C'est là la faillite du populisme depuis ses origines. Le mouvement russe des *narodnichestvo*, à la fin du XIX^e siècle peut être considéré comme un des ancêtres du populisme. Dans les faits, sa thèse était celle d'une « croisade vers le peuple », dont le but était de réaliser les souhaits des larges masses populaires. Déjà, à ce moment-là, ce mouvement non marxiste était périmé dans sa conception théorique tout comme dans son moyen politique d'organisation. Ce mouvement s'est d'ailleurs scindé en deux branches, l'une qui s'est engagée dans la voie du terrorisme individuel, l'autre dans le réformisme. Les deux branches ont pris des voies qui étaient des impasses stratégiques, mais qui révèlent une tendance de gauche aventuriste et une tendance de droite opportuniste.

Dans un sens, cette dualité existe toujours au sein des organisations non marxistes. Les organisations libertaires sont quelque part les héritières de ce passé, dans leur volonté de « réaliser les souhaits des masses » sans prendre en compte les questions clivantes en leur sein, en voulant ne jamais faire « d'oppression » au point de pouvoir tout tolérer, dans la mesure où cela participe à l'épanouissement individuel. Elles ont un caractère d'aventurisme, mais un fond qui demeure libertaire et *de facto*, bien que la bonne volonté et les bonnes intentions de leurs adhérents ne soient pas à mettre en doute, un contenu libéral. Leur volonté est sincère, mais leur méthode de raisonnement, partant de principes pour aller vers la réalité concrète, et non de la réalité concrète pour

déterminer une stratégie, les conduit dans une gestion des questions politiques sans autres angles que celui de la tactique. Cependant on ne saurait les dire « populistes » au sens actuel du terme.

Populisme, aujourd'hui, a pris un sens nouveau. Un sens ambivalent, à la fois relié à l'extrême droite tout comme à certains groupes « de gauche ». D'une part le terme est devenu péjoratif, personne ou presque ne se revendique « populiste », mais sa définition elle-même a changé. Le dictionnaire en ligne « la toupie » le définit ainsi :

« En politique, le populisme désigne l'idéologie ou l'attitude de certains mouvements politiques qui se réfèrent au peuple pour l'opposer à l'élite des gouvernants, au grand capital, aux privilégiés ou à toute minorité ayant "accaparé" le pouvoir... accusé de trahir égoïstement les intérêts du plus grand nombre. Pour les "populistes", la démocratie représentative fonctionne mal et ne tient pas ses promesses. Prônant une démocratie plus directe, ils ont donc pour objectif de "rendre le pouvoir au peuple". »⁵¹

Derrière ce terme, un grand nombre d'organisations se retrouvent. Ce qui les unifie derrière un patrimoine génétique commun, c'est leur analyse déformée des rapports sociaux, où une nébuleuse « le peuple » s'oppose à une autre nébuleuse « l'élite », « l'*establishment* », etc. Si l'apparence est louable, le fond est nettement plus pervers. « Peuple », n'y a-t-il pas de terme qui soit plus flou, plus vague, sans contenu de classe, sans conception des contradictions au sein de la société et de la place dans l'appareil de production capitaliste ?

Ce qui démarque le populisme du marxisme, au-delà de l'analyse, c'est que le second a vocation à combattre les conceptions rétrogrades, les conceptions réactionnaires, les erreurs qui se trouvent dans les raisonnements que peuvent avoir les masses. Elle reconnaît le fait que l'idéologie dominante, donc les idées dominantes, est celle des classes dominantes, soit celle de la bourgeoisie. De plus, les organisations communistes combattent dans le but de transformer les rapports sociaux — dont principalement les rapports de production, de rapports capitalistes en rapports socialistes. Il ne s'agit pas pour autant de surimposer une volonté extérieure par la force, mais bien de soutenir les idées justes qui préexistent au sein des masses, de leur permettre de s'affirmer et de devenir hégémoniques.

51. « Populisme », *La toupie*.

Le but des populistes, quant à lui, est justement d'aduler les pensées dominantes au sein des masses, de les flatter, de les exacerber. Il s'agit non pas de transformer les rapports de production, les rapports sociaux, de faire évoluer les pensées, mais simplement de « réaliser les rêves » du « peuple ». Dès lors, il s'agit de parler avec « bon sens », de dire ce que le « peuple » veut entendre. Les exploités et exploitées trouvent le système économique injuste, il suffit de se proclamer « antisystème » et de pointer du doigt les travers évidents que celui-ci peut avoir, en promettant de le changer. Les impôts sont haïs ? Ils seront baissés... La démagogie est le fonds de commerce du populisme. Elle est également sa faille la plus profonde.

Les réactionnaires ont trouvé dans le populisme une manière de pouvoir avancer leurs thèses. Il suffit de flatter ce qu'il y a de plus réactionnaire dans la société pour engranger des voix. Pour échapper au classement dans l'échiquier politique, les populistes ont fait le choix de se déclarer « ni de droite, ni de gauche », mais présentent des conceptions transcendantes : la nation, le peuple... Il n'est pas même nécessaire de rechercher la cohérence, car celle-ci est contre-productive dans la course au pouvoir. Il s'agit par ailleurs de détourner la colère ou le sentiment d'injustice que peuvent connaître ceux qui subissent l'exploitation — tout comme la petite bourgeoisie qui se sent menacée par la grande ou par la concurrence — et de le détourner vers d'autres parties des exploités et exploitées. Ainsi, la question de l'immigration est utilisée comme épouvantail constant. L'argument de l'existence de « parasites » qui drainent les finances des contribuables d'un côté, et qui prennent les emplois de l'autre est pourtant on ne peut plus creux. Mais en surinfectant une xénophobie atavique, viscérale, il est tout à fait possible d'y greffer le racisme. Les sirènes de la démagogie sont séduisantes, mais ne mènent qu'à l'arrivée au pouvoir des laquais des franges de la bourgeoisie les plus réactionnaires et les plus chauvines.

Si l'extrême droite utilise beaucoup la démagogie, elle n'en a pas le monopole. Une partie de la gauche s'en est également emparée, dans le but, là aussi, de se hisser vers les hautes sphères de la politique et vers les lieux de pouvoir.

3. LE POPULISME DE « GAUCHE »

Pourquoi des guillemets sur ce terme ? Car, fondamentalement, le populisme est une notion qui est réactionnaire. Réactionnaire tant au niveau des valeurs qu'elle met en avant, mais réactionnaire également au niveau de son positionnement dans la lutte des classes, du fait qu'elle tire en arrière les consciences politiques des ouvriers, des ouvrières, comme des exploités et exploitées en général. En escamotant la question de l'exploitation, la question du capitalisme, la question des contradictions au sein du peuple, elle prête le flanc aux conceptions rétrogrades, au social-chauvinisme, même parfois à une géopolitique paranoïaque qui frise le conspirationnisme.

L'accusation de populisme « de gauche » qui vise régulièrement *La France insoumise* a un côté paradoxal qui s'illustre dans la réaction qu'ont ses adhérents vis-à-vis du gouvernement italien. N'allons pas faire des procès d'intention là où il n'y a pas lieu d'être. La base de *La France insoumise* est, d'une manière générale, sincèrement révoltée par les déclarations et les prises de position du nouveau gouvernement italien. En revanche, la direction, incarnée par Jean-Luc Mélenchon, a été beaucoup plus timorée à s'exprimer contre le mouvement des 5 étoiles et son alliance avec la *Ligue du Nord*. Dans un article nommé « Berlin peine à former le gouvernement italien » sur le site *Jean-Luc Mélenchon, le blog*, le tribun expose sa grille de lecture : l'important, l'essentiel, c'est de résister à l'Allemagne de Merkel, qui serait la puissance dominante sur le continent européen. L'Union européenne serait un IV^e Reich et, dans cette analyse ahurissante, le gouvernement italien, gouvernement « antisystème », serait un pôle de résistance. Ainsi, la thèse principale est la suivante :

« Un des pays fondateurs de l'Union européenne a reçu la foudre de la Commission européenne et de son maître berlinois. L'Union européenne a montré où était sa main de fer. Plutôt que de laisser nommer un ministre des Finances qui ne convenait pas à Berlin, le président de la République italienne a joué la terre brûlée. »⁵²

Cette grille d'analyse, *in fine*, est une grille d'analyse qui ne voit dans les relations économiques, que la main des États, et qui ne voit pas la question de classe sociale et des intérêts de celle-ci. Si des choses sont à condamner dans

52. J.-L. Mélenchon, « Berlin peine à former le gouvernement italien », *Jean-Luc Mélenchon, le blog*, 29 mai 2018.

l'attitude du gouvernement italien, elles ne sont pas évoquées. Ce qui importe est la « seule et unique responsabilité de la situation [qui] vient des diktats de Bruxelles et de la brutalité des gouvernants allemands. Berlin peine à trouver des marionnettes convaincantes en Italie pour garantir sa domination. »

Nous ne doutons pas que la base de LFI soit pétrie de bonnes intentions et d'une volonté de croiser le fer avec les capitalistes. Seulement elle se heurte à un paradoxe, qui est celui de la question de l'impérialisme. Même amoindri, le niveau de vie en France est dopé artificiellement par l'impérialisme. Le confort et les avantages sociaux en sont les miettes et les retombées. Or, la négation de l'impérialisme français, du néocolonialisme, de la surexploitation, n'est pas qu'une question de principe. Il s'agit d'un nœud gordien. La croissance économique et le commerce extérieur du capitalisme français sont au cœur des déclarations de Jean-Luc Mélenchon. Ses pleurs sur la place de la France dans le monde tout comme sa joie sur l'agrandissement de sa ZEE sont tout autant d'expressions révélatrices d'une pensée politique marquée par un chauvinisme atavique. Pour autant, nous ne sauterons pas à pieds joints dans l'appellation « populiste » que certains accolent à Jean-Luc Mélenchon, mais il n'est pas possible de taire le fait que certains membres de son organisation ont un discours plus que marqué par cette tendance. L'exemple même étant le barbouze Djordje Kuzmanovic, dont les déclarations réactionnaires récurrentes illustrent bel et bien le fait que cette ligne existe au sein de LFI.

À ses yeux, un capitaliste comme Dassault était un « bon capitaliste », car, au travers d'une analyse économique très colbertiste, il apportait de l'argent « au pays ». En revanche, une fusion comme celle de Nexter et de Rheinmetal-Borsig est « mauvaise » car elle soumettrait les capitalistes français (civilisés et pétris de valeurs républicaines) à leurs homologues allemands (sauvages prussiens). Cette analyse économique bas de gamme ne résiste pas à un examen plus sérieux, les fusions-acquisitions n'étant pas nécessairement un signe de bonne santé économique, et il n'est pas exclu que cette fusion, aussi étrange soit-elle, ne soit simplement un préalable à l'absorption d'une Deutsche Bank épuisée par la BNP Paribas. Une absorption qui devrait donc réjouir le tribun.

Outre Rhin, justement, un exemple de fracture populiste se forme. *Die Linke*, qui est une clique fourre-tout, s'est montrée incapable de réactions vis-à-vis des dernières élections allemandes. Surtout, elle est à la croisée des chemins. Son aile droite, dirigée par des ex-membres du SPD, semble vouloir scissionner sur la question de l'immigration. Oskar Lafontaine et Sarah Wagenknecht se sont ainsi illustrés par leur tentative de renverser la ligne favorable à l'accueil des réfugiés au profit d'une ligne visant à copier les positions de l'extrême droite.

Leur idée est d'aller sur le terrain d'*Alternativ für Deutschland* (AfD), et se montrer plus inflexibles qu'eux — si c'est possible — sur la question de l'immigration, en reprenant des thématiques sur le coût de l'accueil et sur l'impact sur le niveau de vie des travailleurs allemands. Mis en minorité lors du congrès, les deux brillants orateurs — reconnaissons-le — semblent vouloir opérer une scission pour créer leur propre organisation populiste. Ce faisant, ils légitiment les prises de position politiques de l'AfD et renforcent son influence. Voilà où mène le fait de caresser les idées réactionnaires dans le sens du poil et de ne jamais vouloir aller contre les idées influentes au sein des masses, même si celles-ci sont réactionnaires voire pogromistes.

4. L'AMOUR DE LA BOURGEOISIE POUR LE POPULISME

La bourgeoisie apprécie-t-elle le populisme ou non ? Il s'agit d'une question qui mérite d'être creusée. Dans un sens, les revendications populistes sont contradictoires avec le libéralisme officiellement défendu par la bourgeoisie monopoliste. Le chauvinisme, l'antilibéralisme, le « patriotisme économique » s'opposent au libre-échange, au libéralisme, à la dérégulation. Dans les faits, la réalité est plus complexe. Au libéralisme triomphant du XIX^e siècle ont succédé rapidement la saturation et le monopole.

Quels que soient les discours officiels, quelles que soient les conférences internationales, les GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), les OMC (Organisation mondiale du commerce), le libéralisme « réel » est moribond. En fait de concurrence, ce sont les négociations entre *trusts*, en fait de libéralisme et d'indépendance entre les entreprises et l'État, voire même conflit entre les deux, il y a une véritable fusion entre États et grands *trusts*. Le capitalisme monopolistique est un capitalisme monopolistique d'État. Il en vit, il en use, il en dépend même ! Les commandes d'État et la politique d'État sont faites pour servir au mieux les intérêts des grands *trusts*. Les difficultés de ceux-ci sont une affaire d'État et leur survie peut faire appel aux deniers publics, dont à des prélèvements sur salaires pour maintenir ou augmenter les bénéfices des capitalistes.

La géopolitique du pays est décidée par les intérêts de ces immenses conglomérats. Malgré l'image d'une France de PME, la quasi-intégralité du tissu industriel est reliée d'une manière ou d'une autre à ces grandes entreprises dominantes. Combien de sous-traitants, combien d'exécutants ? Les branches les moins rentables sont externalisées, formant ainsi des petits groupes qui vivent, des petits bourgeois qui vivent dans l'endettement et peinent à garder la tête hors de l'eau, mercenaires de grands groupes.

Comprendre cela permet de se poser la question différemment. La grande bourgeoisie peut user sans le moindre problème de tactiques différentes, y compris en appliquant une partie du programme des populistes. Dans le fond, les réclamations de la part des certaines organisations, de droite ou de « gauche », peuvent très bien faire les affaires de la grande bourgeoisie. L'hostilité envers un autre impérialisme, jugé opposé aux intérêts du « peuple » français, est quelque chose qui est potentiellement exploitable. Le « produire français » porte ce relent douteux. Car il ne signifie pas « produire « éthique » » contre la mondialisation, il signifie simplement « produire dans le cadre de l'espace économique

dominé par l'impérialisme». Admettons que le programme économique du FN ou de LFI soit appliqué, sans qu'il soit question de mettre l'un et l'autre sur un pied d'égalité, cela signifie-t-il une remise en cause du capitalisme ou de l'impérialisme français? Non.

Dans l'exemple actuel, et si on s'intéresse aux États qui ont opté pour un pouvoir populiste, on observe que la grande bourgeoisie s'est montrée plus que conciliante vis-à-vis d'organisations et de programmes censés aller contre ses intérêts. Ils ont une particularité, qui est d'être dans l'orbite allemande, et d'avoir été les réceptacles d'investissements de la part de l'Allemagne. Investissements et prêts qui ont été particulièrement risqués, et qui se paient aujourd'hui. À l'heure actuelle, un risque de faillite de la Deutsche Bank n'est pas inenvisageable. Cette faillite aurait des répercussions terribles sur l'ensemble de l'Europe, jetant dans la misère un nombre considérable de prolétaires. Cette faillite est pour le moment contrée par une forte activité de la BCE, dans le but de tresser un coussin de plumes pour amortir le choc. De fait, la planche à billets tourne à grande vitesse, pour éponger les dettes. Cette planche à billets est d'ailleurs un phénomène fascinant sur la nature de l'euro, qui est une « fausse monnaie unique. » Les États peuvent produire des euros avec un contrôle relativement faible de la BCE, ce qui explique l'existence de *casa de papel* dans les États membres de l'UE. Les grands capitalistes d'Allemagne sont d'ailleurs parmi les plus méfiants vis-à-vis de l'euro, du fait de la situation économique. Savoir, en revanche, quand cela tombera est du domaine de la prestidigitation tant les paramètres sont nombreux.

Dans ce marasme économique, les partis populistes préparent les masses populaires à la misère et à la caporalisation de la société, parfois même contre leur volonté à l'origine. Du fait de leur base sociale, ils sont condamnés à jouer ce rôle. De fait, cette base est petite-bourgeoise. Dans les États dominés par l'impérialisme, par exemple le populisme sud-américain, cette petite bourgeoisie, cette bourgeoisie nationale, s'est appuyée sur les masses pour, parfois, réaliser un pas en avant vers le progrès — chasser l'occupation étrangère, repousser les tentacules de l'impérialisme — sans pour autant pouvoir mener les choses à un autre terme que la poursuite d'un système d'exploitation. Dans les pays impérialistes, le postulat de départ est d'ores et déjà réactionnaire. Au final, ils mobilisent les masses populaires dans l'intérêt de la bourgeoisie, et gouvernent pour celle-ci. Ils ne servent qu'à une chose, c'est d'interface pour la dictature bourgeoise, se parant des oriflammes du discours populaire, du discours sur la nation, du discours sur le peuple. Même si ce gouvernement peut donner l'impression de combattre la bourgeoisie, ce combat n'est rien d'autre que cosmétique. Les seuls reproches que font les populistes aux grands capitalistes

sont sur leur gestion, sur leur morale, sur le fait qu'ils « ne servent pas bien les intérêts de la nation », mais jamais sur leur existence sociale, ou uniquement de manière invocatoire et idéaliste, de l'ordre de la moralisation de la bourgeoisie.

Les partis populistes ne sont donc pas en mesure de mettre en place leur programme, ne sont que des charlatans. Ils ne sont absolument pas en mesure de pouvoir stopper la crise. En revanche, ils l'accompagnent et accompagnent le plongement dans la misère, en le détournant de sa voie de résolution finale, la révolution, pour l'entraîner sur une voie de garage : la soumission absolue aux franges les plus réactionnaires de la société. Les populistes, *in fine*, livrent à la bourgeoisie les masses, pieds et poings liés. Ils proposent comme sortie de crise, le parant de vertus, le fait de se sacrifier, de se serrer la ceinture, le fait, également, de se préparer et d'accepter un repartage du marché mondial, par le conflit, par la guerre.

5. LES VOIES SANS ISSUE

Le populisme, quelle que soit sa forme, n'est pas une issue pour les exploités et les exploités. Il ne porte en lui que les ferments de la défaite et de la soumission aux intérêts des fractions les plus réactionnaires de la grande bourgeoisie. Cette voie est sans issue.

Fondamentalement, la question sous-jacente, derrière le populisme, est celle, immense, du réformisme. Pas uniquement le réformisme « conscient » et assumé, mais également celle du réformisme insidieux, niché dans ce qui pourrait passer pour des détails, mais qui est, en réalité un ensemble de questions fondamentales et stratégiques. Ce qui démarque une organisation réformiste d'une organisation révolutionnaire n'est pas simplement que quelques mentions incluses dans les corpus de textes, ce n'est pas qu'une question de symbole. Il s'agit de questions profondes, dont les ramifications et les implications se retrouvent tant dans le fonctionnement de l'organisation que dans sa structure et dans son programme (au sens de programme de développement et d'action, pas au sens de programme électoral).

Au-delà du *Parti socialiste*, rares sont les organisations d'ampleur ou les individus qui les soutiennent, à se dire réformistes et à assumer clairement le fait de ne voir de changement possible qu'au sein du cadre électoral. La connotation du terme réformiste est fort médiocre et renvoie une image fort peu attrayante. C'est pour cela qu'il est toujours préférable, y compris pour le plus plat des réformistes, de se maquiller derrière le terme de révolutionnaire. Même les fascistes les plus réactionnaires et les plus fervents laquais de la grande bourgeoisie tentent d'usurper ce terme.

L'usurpation passe par jouer avec les mots, en parlant de révolution avec des conditions implicites ou explicites. Révolution dans le cadre des institutions, révolution nationale, révolution citoyenne, etc. Les variations ne manquent pas. Dans les faits, deux voies se dégagent, celle de l'économisme et celle de la politique réformiste.

Les organisations révisionnistes — au sens de celles qui ont jeté par-dessus bord le marxisme pour en adopter une version où la transition vers le socialisme se fait de manière pacifique — sont des maîtresses dans l'utilisation de termes cryptiques pour donner du corps à leurs dires, donner des perspectives à leurs auditeurs, mais qui sont bien en peine d'expliquer le détail de leur affaire. Bien souvent les revendications sont purement et simplement économiques, un meilleur

salaires, un meilleur emploi, des retraites plus fournies... en somme celles d'un syndicat. Quant au politique, il est relégué sous des revendications dignes de la fin des années 40 et des concessions avec les gaullistes : nationalisation. Comme si la propriété juridique des moyens de production définissait les rapports de productions. Tout au plus, parle-t-on de nationalisations démocratiques sous contrôle ouvrier, chose dont la définition n'est jamais donnée. Comment est-il mis en place ? Sous quelle forme ? Qu'est-ce qui le différencie de l'autogestion yougoslave, voire de la cogestion à l'Allemande ? Tout est laissé à l'imagination.

La seule référence est celle apportée par un Daniel Bensaid, militant à la *Ligue communiste révolutionnaire* (LCR), lequel parle de l'application du programme de transition trotskiste. Dans le même ordre d'idée, les trotskistes se refusent à dépasser l'horizon des revendications économicistes. Ce plafond de verre explique les déclarations de Philippe Poutou et de Nathalie Arthaud à la dernière présidentielle. Loin de briser le « quatrième mur », celui de la dénonciation de la dictature de la bourgeoisie, les déclarations sont restées dans le sillon du jeu de la bourgeoisie. Des revendications économiques impossibles à satisfaire sous le capitalisme, une négation de la question du pouvoir et de la révolution — de peur d'effrayer les masses — en somme, une position réactionnaire, puisque ce mettant non seulement à la remorque des parties les plus avancées des travailleurs, mais tirant même leur réflexion en arrière, vers l'économicisme et le trade-unionisme le plus plat. Ces organisations reculent devant l'obstacle, et mènent des combats d'arrière-garde sans jamais chercher à aller plus loin. Ce sont des organisations qui condamnent à l'attentisme, à l'inaction, au dépérissement. Nullement étonnant qu'elles soient court-circuitées et dépassées par d'autres, pourtant elles aussi bardées de failles.

Si l'autre est politique et pose la question de l'accès au pouvoir, ce qu'elle y fait est — *in fine* — pire. Le réformisme comprend la nécessité du pouvoir pour transformer la société, mais, en revanche, est incapable de dépasser la conciliation de classe avec la bourgeoisie. Autour de théoriciens comme Kautsky ou Bernstein, les réformistes ont tenté de justifier leur renoncement derrière des arguments qui ne résistent pas à l'examen. Ils ont escamoté la dictature de la bourgeoisie de leur théorie, ils ont escamoté le défaitisme révolutionnaire et l'anti-impérialisme. En catimini, en fraude, ils ont inséré le soutien à l'impérialisme, en affirmant que la victoire totale et mondiale d'un « superimpérialisme » apporterait une exploitation dans la paix et la condition préalable à l'unité prolétarienne et au triomphe de ses revendications. Pour accéder au pouvoir, les réformistes se sont montrés prêts à tous les opportunismes. Qu'importe qu'il faille promettre monts et merveilles, qu'importe qu'il faille même flatter des conceptions réactionnaires, tant que la fin est accomplie. Mais cette fin d'accession au pouvoir, une fois

acquise, qu'en font-ils ? Hormis les rares moments où ils sont portés par un mouvement social — dans lesquels ils agissent en vampires —, comme durant le Front populaire ou au début du mandat de Mitterrand, ils se tournent très rapidement vers la capitulation. Pire, en se prétextant « bouclier du peuple », en voulant le « protéger », tout en maintenant un consensus avec la bourgeoisie, ils devancent les désirs de celle-ci. Ils œuvrent au nom des masses, mais pour le compte des grands bourgeois. Comme le maintien de ce consensus est placé au-dessus de tout — il garantit les places au chaud pour les cadres des partis réformistes, des rentes confortables, mais leur évite aussi d'avoir à sortir d'un rapport de cogestion de la misère et de l'exploitation — les réformistes sont les fers de lance de la répression. Le souvenir des spartakistes, en 1919, ne doit pas être oublié, car il illustre le véritable visage des réformistes : phrases sociales, unité avec les réactionnaires les plus virulents.

Ni l'un, ni l'autre n'avancent. Comme l'écrivait Marx, dans *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte* (1852) :

« Mais le démocrate, parce qu'il représente la petite bourgeoisie, par conséquent une *classe intermédiaire*, au sein de laquelle s'émoussent les intérêts des deux classes opposées, s' imagine être au-dessus des antagonismes de classe. Les démocrates reconnaissent qu'ils ont devant eux une classe privilégiée, mais eux, avec tout le reste de la nation, ils constituent le *peuple*. Ce qu'ils représentent, c'est le *droit du peuple* ; ce qui les intéresse, c'est l'*intérêt du peuple*. Ils n'ont donc pas besoin, avant d'engager une lutte, d'examiner les intérêts et les positions des différentes classes. Ils n'ont pas besoin de peser trop minutieusement leurs propres moyens. Ils n'ont qu'à donner le signal pour que le *peuple* fonce avec toutes ses ressources inépuisables sur ses *oppressés*. Mais si, dans la pratique, leurs intérêts apparaissent sans intérêt, et si leur puissance se révèle comme impuissance, la faute en est ou aux sophistes criminels qui divisent le peuple indivisible en plusieurs camps ennemis, ou à l'armée qui est trop abrutie ou trop aveuglée pour considérer les buts de la démocratie comme son propre bien, ou encore, c'est qu'un détail d'exécution a tout fait échouer, ou, enfin, c'est qu'un hasard imprévu a fait comprendre cette fois la partie. En tous cas, le démocrate sort de la défaite la plus honteuse tout aussi pur qu'il était innocent lorsqu'il est entré dans la lutte, avec la conviction nouvelle qu'il doit vaincre, non pas parce que lui et son parti devront abandonner leur ancien point de vue, mais parce que, au contraire, les conditions devront mûrir. »⁵³

53. K. Marx, *Le 18 brumaire de Louis Bonaparte*, 1852.

Face au mur de l'échec et de l'incapacité, deux voies de sortie se forment, à celles et ceux qui restent dans cette stratégie. Celle du dogmatisme atemporel, dans lequel se réfugient les trotskistes, rêvant du moment où la révolution se fera, pestant contre les « trahisons », incapables d'examiner la réalité, formulant des pronostics idéalistes, sur la base de grands principes, incapable de comprendre leur propre rôle dans cet échec.

Celle de ceux qui, comme la viande pourrie, laissent filer un jus puant. Cette décomposition donne naissance à l'opportunisme le plus crasse, le plus sale, celui des Valls, celui des Collomb, celui de ceux qui sautent à pieds joints dans le soutien aux plus virulents réactionnaires, aux plus virulents exploités. Il est celui que prend la fraction de *Die Linke* mentionnée plus haut. Il est celui incarné par les tweets de certains membres de LFI sur la défaite footballistique de l'Allemagne : une déclaration de chauvinisme et d'opportunisme sans bornes.

Quels chemins restent ouverts ?

6. CONCLUSION

La démocratie bourgeoise est le fruit d'un compromis. Son but n'est autre que d'être une soupape de sécurité et de donner une légitimité aux politiques de la bourgeoisie. Certes, des victoires temporaires ont été arrachées par la mobilisation populaire, mais elles n'avaient qu'un caractère de concession. Dans les faits, l'État, la démocratie, les élections sont architecturées par la grande bourgeoisie et pour la grande bourgeoisie. Croire qu'il est possible de gagner face à un adversaire qui détient toutes les cartes du jeu, qui détient, en plus, les grands moyens de communication, est se nourrir d'illusions dangereuses.

Au final, le réformisme est plus utopiste que le fait d'opter par la voie révolutionnaire. Cette dernière est un chemin semé d'embûches, de souffrances, de problèmes, mais elle a une chance de gagner et de déboucher sur une transformation de la société. L'autre est pavée de lumière, de postes, de sinécures, de salons et de réceptions. Mais elle est une impasse complète. Elle ne mène qu'à la faillite, au compromis, à la compromission, même indépendamment de la volonté de ceux et celles qui tiennent cette stratégie pour juste. Tout réformiste, à la base, n'est pas pétri de malhonnêteté, mais sa stratégie l'y entraîne.

Les populistes eux, ont déjà franchi cette ligne. Tels les magiciens, ils ne croient pas à la magie. Il ne s'agit plus de faire triompher une hypothétique transformation pacifique de la société, de mobiliser dans cette voie, mais bien, uniquement, d'accéder aux plus hautes sphères du pouvoir, pour s'y épanouir et diriger au nom d'un hypothétique intérêt national, intérêt, en vérité, de la bourgeoisie. Désormais, la moindre possibilité de mobiliser, y compris les plus réactionnaires, y compris les plus fausses, sont autorisées tant que cela sert le but ultime des populistes : servir « mieux » la grande bourgeoisie.

Le but des communistes n'est pas de mieux gérer la société, de mieux gérer le capitalisme, de lui poser des brides, de le moraliser, ou de défendre la « grandeur » de tel ou tel pays dans le monde — manière de dire « impérialisme » sans le dire. Il est de liquider le pouvoir bourgeois, de le supprimer, d'y mettre fin. Le but n'est pas, pour parvenir à cela, de se lancer dans une course truquée et perdue d'avance, course où les concurrents sont prêts à toutes les bassesses pour grappiller quelques points — quitte à sacrifier toute cohérence. Il est de faire voler en éclat ce mensonge flagrant.

Au populisme, les communistes opposent la ligne de masse. Au fait de flatter les instincts les plus bas, la spontanéité — parfois réactionnaire — ou de surimposer les propres désirs de leur organisation à ceux des masses. Mao définissait ainsi celle-ci :

« Dans toute activité pratique de notre Parti, une direction juste doit se fonder sur le principe suivant : partir des masses pour retourner aux masses. Cela signifie qu'il faut recueillir les idées des masses (qui sont dispersées, non systématiques), les concentrer (en idées généralisées et systématisées, après étude), puis aller de nouveau dans les masses pour les diffuser et les expliquer, faire en sorte que les masses les assimilent, y adhèrent fermement et les traduisent en action, et vérifier dans l'action même des masses la justesse de ces idées.

Puis, il faut encore une fois concentrer les idées des masses et leur retransmettre pour qu'elles soient mises résolument en pratique. Et le même processus se poursuivra indéfiniment, ces idées devenant toujours plus justes, plus vivantes et plus riches. »⁵⁴

À ce travail se double celui d'un tri, entre les idées fausses et les idées justes, un tri entre ce qui est progressiste, révolutionnaire, et ce qui est réactionnaire. Seulement la question de la méthode est essentielle. Bien souvent, il existe une tendance, alimentée par une perception postmoderniste des choses, à osciller entre deux positions fausses : d'une part, un angélisme nourri de fantasmes sur les masses populaires, faisant la négation complète des travers qui peuvent exister en leur sein ainsi que de l'influence de l'idéologie bourgeoise ; de l'autre, le fait de ne percevoir que cela et de rejeter les masses populaires sous prétexte qu'elles ne sont pas parfaites, qu'elles ne sont pas spontanément communistes.

L'un comme l'autre ne mène à rien. Pour revenir sur ce qu'écrivait Mao :

« Il faut critiquer les défauts du peuple, mais il faut le faire en partant véritablement de la position du peuple ; notre critique doit être inspirée par le désir ardent de le défendre et de l'éduquer. Traiter ses camarades comme on traite l'ennemi, c'est adopter la position de ce dernier. »⁵⁵

54. Mao Z., *À propos des méthodes de direction*, 1943.

55. Mao Z., *De la juste solution des contradictions au sein du peuple*, 1957.

La tâche d'une organisation d'avant-garde n'est pas de se mettre à la traîne des idées réactionnaires, ni d'imposer de manière autoritaire son point de vue — ayons en tête la formulation on ne peut plus-ridicule de Léon Trotsky « avant-garde de l'avant-garde ». Le mouvement révolutionnaire ne se nourrit pas de la surimposition d'idées, mais bien de partir du vécu des masses et des problèmes concrets et réels qu'elles rencontrent. Armé de la ligne de masse, il peut, sans devenir une secte coupée de la réalité, franchir le stade de l'horizon — jugé indépassable par les réformistes, les trotskistes et les révisionnistes — de la politisation et de la politique.

La ligne de masse est la clé de voûte du fait de passer des revendications économicistes à une compréhension politique de la situation. C'est également au travers de cette politisation que peuvent se résoudre les contradictions au sein des masses. Les questions de la xénophobie (beaucoup plus que celle du racisme, *in fine*), du sexisme, de l'homophobie... peuvent être abordées et expliquées sous cet angle-là. Ces questions qui, souvent, sont laissées de côté sous prétexte qu'elles divisent les masses, peuvent, en réalité, rendre l'alliance entre exploités, exploitées, opprimés et opprimées, plus forte et plus sincère. Elle est également ce qui pose les bases de la démocratie populaire, une démocratie dont le but est de prendre en compte les aspirations et les désirs légitimes des masses, et de résoudre les contradictions, non antagoniques, entre elles.

Le Populisme, en tant que mouvement politique, est et demeure, par sa nature même, un marchepied de certaines fractions de la bourgeoisie. Son vernis populaire est un dispositif tactique, et uniquement tactique. Il ne fait pas de doute que la mauvaise foi soit la norme, au regard des parcours de ceux et celles qui tiennent les rênes de ces organisations, lesquels ne peuvent déceimment croire dans leurs propres élucubrations.

Le populisme s'étend en Europe et dans le monde, s'infiltrant dans les interstices laissés par le reflux des organisations populaires. Il s'étend sur un terrain rendu favorable par l'incapacité de la social-démocratie à faire quoi que ce soit. Il est nourri par les tensions internationales et intranationales et il s'en nourrit lui-même. La tentation populiste peut prendre un grand nombre de formes, de couleurs, de contenus. Maquillé en ami du peuple, il en est l'ennemi insidieux. Le combattre en surface ne suffit pas, il faut en plus, en comprendre les ressorts pour les briser.

Il n'existe pas de troisième voie, ni fasciste, ni populiste, entre socialisme et capitalisme. Chaque prétendue voie n'est qu'un chemin tortueux de plus, qui ramène la bourgeoisie au pouvoir, renforce son ordre et sa légitimité.

La seule voie contre le capitalisme, l'exploitation, l'oppression, est celle vers le socialisme et, ultimement, vers le communisme.

ANNEXES

VIVE LA COMMUNE DE PARIS !

*Publié le 18 mars 2017 à l'occasion du 146^e anniversaire
du soulèvement du 18 mars 1871*

Aujourd'hui, le 18 mars, nous célébrons le déclenchement de la Commune de Paris, en 1871. Ce jour reste dans les mémoires du mouvement, non seulement communiste, mais bien révolutionnaire dans son ensemble.

La Commune de Paris est la première expérience de gouvernement ouvrier, la première expérience de dictature du prolétariat, contre les rapaces, les parasites de la bourgeoisie.

La Commune de Paris a servi de base au mouvement révolutionnaire, au mouvement ouvrier, au mouvement communiste comme une expérience démontrant qu'il était possible, qu'il était réalisable, que le pouvoir soit conquis par les travailleurs et les travailleuses. C'est une démonstration du fait que l'exercice réel de l'autorité se conquiert par la lutte, non par la négociation, les urnes, les manigances. Engels la décrit ainsi :

« Dans la Commune ne siégeaient presque que des ouvriers ou des représentants reconnus des ouvriers ; ses décisions avaient de même un caractère nettement prolétarien. Ou bien elle décrétait des réformes, que la bourgeoisie républicaine avait négligées par pure lâcheté, mais qui constituaient pour la libre action de la classe ouvrière une base indispensable, comme la réalisation de ce principe que, en face de l'État, la religion n'est qu'une affaire privée ; ou bien elle promulguait des décisions prises directement dans l'intérêt de la classe ouvrière et qui, pour une part, faisaient de profondes entailles dans le vieil ordre social. »⁵⁶

Dans la lutte contre l'autocrate Napoléon III, mais également contre l'invasion par la Prusse et contre d'autres forces de la réaction, les habitants et habitantes de Paris se sont soulevés. Non seulement pour se défendre et défendre une plate « république », que les bourgeois venaient de proclamer, mais bien pour aller au-delà.

56. F. Engels, *Introduction à La guerre civile en France*, 1891.

Après l'effondrement de la structure pourrie qu'était le Second Empire, la bourgeoisie avait appelé aux armes les travailleurs pour servir ses intérêts de classe, à savoir négocier une paix, l'accès au pouvoir et son plein exercice.

Après la capitulation de Paris, le 28 janvier 1871, la Garde nationale, constituée de ces travailleurs, ne déposa pas les armes. Elle tint en respect les Prussiens, hors de Paris. Le peuple régna en maître, les Prussiens à sa porte, n'osant entrer.

Autant ces derniers ne mettaient que peu d'ardeur à pénétrer dans Paris, autant la bourgeoisie, quant à elle, s'empressait de vouloir reprendre les armes qu'elle avait données. Dès lors, le *casus belli* fut consommé, la rupture entre les deux, totale.

« Pendant la guerre, les ouvriers parisiens s'étaient bornés à exiger la continuation énergique de la lutte. Mais, maintenant qu'après la capitulation de Paris la paix allait se faire, Thiers, nouveau chef du gouvernement, était forcé de s'en rendre compte : la domination des classes possédantes — grands propriétaires fonciers et capitalistes — se trouverait constamment menacée tant que les ouvriers parisiens resteraient en armes. Son premier geste fut de tenter de les désarmer. Le 18 mars, il envoya des troupes de ligne avec l'ordre de voler l'artillerie appartenant à la garde nationale et fabriquée pendant le siège de Paris à la suite d'une souscription publique. La tentative échoua ; Paris se dressa comme un seul homme pour se défendre, et la guerre entre Paris et le gouvernement français qui siégeait à Versailles fut déclarée ; le 26 mars, la Commune était élue ; le 28, elle fut proclamée ; le Comité central de la garde nationale qui, jusqu'alors, avait exercé le pouvoir, le remit entre les mains de la Commune, après avoir aboli par décret la scandaleuse "police des mœurs" de Paris. Le 30, la Commune supprima la conscription et l'armée permanente et proclama la garde nationale, dont tous les citoyens valides devaient faire partie, comme la seule force armée ; elle remit jusqu'en avril tous les loyers d'octobre 1870, portant en compte pour l'échéance à venir les termes déjà payés, et suspendit toute vente d'objets engagés au mont-de-piété municipal. Le même jour, les étrangers élus à la Commune furent confirmés dans leurs fonctions, car "le drapeau de la Commune est celui de la République universelle".

— Le 1^{er} avril il fut décidé que le traitement le plus élevé d'un employé de la Commune, donc aussi de ses membres, ne pourrait dépasser 6 000 francs. Le lendemain furent décrétées la séparation de l'Église et de l'État et la suppression du budget des cultes, ainsi que la transformation de tous les biens ecclésiastiques en propriété nationale ; en conséquence, le 8 avril, on

ordonna de bannir des écoles tous les symboles, images, prières, dogmes religieux, bref “tout ce qui relève de la conscience individuelle de chacun”, ordre qui fut réalisé peu à peu.

— Le 5, en présence des exécutions de combattants de la Commune prisonniers, auxquelles procédaient quotidiennement les troupes versaillaises, un décret fut promulgué, prévoyant l’arrestation d’otages, mais il ne fut jamais exécuté.

— Le 6, le 137^e bataillon de la garde nationale alla chercher la guillotine et la brûla publiquement, au milieu de la joie populaire.

— Le 12 la Commune décida de renverser la colonne Vendôme, symbole du chauvinisme et de l’excitation des peuples à la discorde, que Napoléon avait fait couler, après la guerre de 1809, avec les canons conquis. Ce qui fut fait le 16 mai.

— Le 16 avril, la Commune ordonna un recensement des ateliers fermés par les fabricants et l’élaboration de plans pour donner la gestion de ces entreprises aux ouvriers qui y travaillaient jusque-là et devaient être réunis en associations coopératives, ainsi que pour organiser ces associations en une seule grande fédération.

— Le 20, elle abolit le travail de nuit des boulangers, ainsi que les bureaux de placement, monopolisés depuis le Second Empire par des individus choisis par la police et exploités d’ouvriers, de premier ordre ; ces bureaux furent affectés aux mairies des vingt arrondissements de Paris.

— Le 30 avril, elle ordonna la suppression des monts-de-piété, parce qu’ils constituaient une exploitation privée des ouvriers et étaient en contradiction avec le droit de ceux-ci à leurs instruments de travail et au crédit.

— Le 5 mai, elle décida de faire raser la chapelle expiatoire élevée en réparation de l’exécution de Louis XVI.⁵⁷

Socialement, la Commune de Paris était une pointe fichée dans la chair des patrons et des exploités. En quelques mesures, dûment appliquées, la base économique de la misère noire qui sévissait était jugulée.

57. *Ibidem.*

Malgré le fait que, de l'autre côté de la ligne de front, les versaillais exécutèrent à tour de bras les prisonniers communards, malgré le fait que la Commune ait pris des otages, elle ne riposta pas au crime par le crime.

Elle fut un formidable creuset d'expériences politiques, un « broyeur » d'idées fausses, battant en brèche successivement les thèses erronées des proudhoniens, des partisans de Louis Blanc, mais également des blanquistes, sectaires et dogmatiques.

Libérée des entraves du crétinisme parlementaire, du parasitisme de la bourgeoisie, la Commune put chausser des bottes de sept lieues pour avancer vers l'égalité — non plus formelle, mais bien réelle.

C'est ce qui lui valut la colère, la haine, la rage de la bourgeoisie, laquelle n'eut cesse de chercher à écraser par tous les moyens possibles. Si la ville devait être réduite en cendres, la bourgeoisie l'aurait accepté du moment que, l'offense à leur ordre était lavée dans le sang.

Agenouillés devant Bismarck, les versaillais quémandèrent le rapatriement des troupes prisonnières pour écraser la Commune. Le gouvernement du sinistre Adolphe Thiers l'obtint. Que valent les discordes de la bourgeoisie, discordes de gentlemen face au péril de la lutte des classes ?

La Semaine sanglante fut un bain de sang. Cependant, Marx lui-même le note dans *La guerre civile en France* (1871), nombreux furent les soldats qui, par humanité, épargnèrent leurs adversaires ou leur laissèrent le libre passage. La fraternité de classe n'est pas un mot vide.

En écrivant *La guerre civile en France*, Marx s'était fixé cette tâche :

« Analyser cette expérience, y puiser des leçons de tactique, réviser sur la base de cette expérience sa théorie ».⁵⁸

En effet, c'est un travail qui était plus que nécessaire. La Commune de Paris posa les bases de la forme que doit prendre l'État prolétarien. Elle lui donna corps, pour la première fois de l'Histoire. Les théories pourries et idéalistes qui proclamaient que les révolutions aboliraient immédiatement la lutte des classes,

58. V. I. Lénine, « Chapitre III : l'État et la révolution. L'expérience de la Commune de Paris (1871). Analyse de Marx », *L'État et la révolution*, 1917.

mais aussi l'État, ces idées de cristal, se brisèrent sur le fer de la réalité : tant que la lutte des classes existe, le conflit antagonique existe, et donc le prolétariat doit réprimer ses ennemis.

Comme nous l'avons développé plus haut, cette expérience fut une machine d'une dialectique impitoyable, laquelle écrasa bien des conceptions fausses. Ainsi, les thèses pourries de Proudhon, petites-bourgeoises et antisocialistes, furent battues à plate couture par l'irruption terrible de la réalité. Au lieu d'être la consécration, ce fut la défaite : c'est la socialisation du travail, les valeurs communistes, qui l'emportèrent sur le mutuellisme anarchiste. Les blanquistes, conspirateurs incapables de faire naître une ligne de masse, persuadés que les révolutions de palais font tout, durent réviser leur doctrine.

La Commune commit des erreurs également : le respect sacré de la Banque de France, dont les fonds ne furent pas saisis. Ce qui aurait pu être une dévastation pour la bourgeoisie, un abominable otage, a pu être récupéré dès la fin de la Commune.

Le siège versaillais ne put être levé, la Commune resta confinée dans un espace étroit et uniquement urbain, uniquement local. Si des émules apparurent ailleurs en France, dont à Lyon et à Vienne, le mouvement ne trouva pas la clé que trouvèrent les bolcheviques : l'alliance des ouvriers et des paysans, seule à même de pulvériser la bourgeoisie.

Manqua également le Parti, capable de coordonner, de diriger cette alliance, de faire naître, d'une insurrection victorieuse, une guerre révolutionnaire balayant la bourgeoisie. Ce sont ces conclusions que tirèrent les continuateurs et les observateurs. La Commune donna le matériel pratique qui put être étudié pour en tirer les conclusions politiques et idéologiques qui enrichirent l'idéologie communiste.

La bourgeoisie réactionnaire, les Mac Mahon, les Thiers, les vermines crachèrent sur les communards, les déportèrent comme Louise Michel, les envoyèrent au bagne en Algérie et en Kanaky, les assassinèrent. Les ennemis du peuple souillèrent la terre de la Commune en construisant le Sacré-Cœur, cet édifice monstrueux, une injure au prolétariat parisien.

Mais la Commune n'est pas morte. Car, comme la révolte des opprimés, elle ne peut être exorcisée et renaît sans cesse, tant que l'exploitation dure.

Lénine dira, à Zurich : « Ou bien la révolution aboutira à une seconde et victorieuse Commune de Paris, ou bien nous serons écrasés par la guerre et la réaction. » L'URSS s'est bâtie sur la Commune de Paris, lui rendant hommage en nommant un de ses rares cuirassés « *Parizhskaya Kommuna* ». L'ensemble du camp communiste, du camp du peuple, doit rendre hommage à cette expérience, à cette œuvre.

La Commune de Paris, les communardes et les communards sont immortels !

DE L'ÉTAT D'URGENCE À L'ÉTAT D'URGENCE

Publié le 4 novembre 2017

Depuis novembre 2015, l'État français vit au rythme de l'état d'urgence.

À la suite de l'attaque contre la rédaction du journal *Charlie Hebdo*, en janvier 2015, puis de l'attentat massif du 13 novembre de la même année, l'état d'urgence fut mis en place. Celui-ci, hérité de la Guerre d'Algérie, dotait l'État de possibilité étendue de répression. Sans revenir en détail sur ces mesures, l'aspect essentiel est le fait qu'elles contournaient l'échelon judiciaire pour remettre les questions de sécurité entre les mains de l'administration. L'accent était mis sur un traitement préventif des menaces sur la sécurité publique, non sur un traitement « curatif ».

Au final, à la date du premier novembre 2017, laquelle met officiellement fin à cette situation, le bilan est le suivant : 4 469 perquisitions, 754 assignations à résidence, dont 350 dans la première phase. 625 armes trouvées, sans que le lien avec des activités terroristes puisse être systématique. 25 000 fichés S dont 9 700 en rapport à la « radicalisation. »

Si le gouvernement annonce fièrement une trentaine d'attentats déjoués, dans les faits le bilan de l'état d'urgence est plus qu'en demi-teinte. *In fine* le taux de succès des perquisitions et des autres opérations s'est montré particulièrement bas, et, de plus, de moins en moins efficace. Dans la très large majorité des cas, les suspects ont été arrêtés sur des soupçons derrière lesquels aucune preuve n'existait, dans le cadre d'une politique du chiffre et de l'image. Les critiques contre l'usure des forces de police et de l'armée ont été pointées du doigt par les cadres de ces administrations, de même que par les analystes spécialisés en sécurité.

Mais les bénéfiques secondaires de l'état d'urgence ont permis certaines choses réjouissantes pour la bourgeoisie et ses gouvernements successifs : l'usage systématique de la répression contre les mobilisations sociales et politiques. L'état d'urgence et les largesses accordées par la loi aux policiers — soutenues par *Lutte ouvrière*, ne l'oublions pas, et par la secte *Les « matérialistes »* — ont permis une surenchère de brutalité et de violence contre les parts les plus exploitées et les plus opprimées de la population : les travailleuses, les travailleurs et les individus originaires de l'immigration.

La liste sans cesse plus longue de victimes des violences policières l'illustre. La liste tout aussi croissante d'incarcérés ou d'inculpés des mouvements sociaux également. Comme le chante l'Internationale : l'État opprime et la Loi triche.

Pour la bourgeoisie, qui lançait, à ce moment, une vague immense d'offensive contre les conquêtes sociales, l'état d'urgence tombait à point nommé. Surfant sur ces événements, sur ce choc, sur ce traumatisme, il lui a été possible de combattre avec une virulence nouvelle la lutte, fondamentale, contre la loi Travail, en 2016.

Une nouvelle ère s'est ouverte dans la répression. Mais cette situation a également donné un fantastique grain à moudre aux réactionnaires et aux fascistes. Les apprentis Mussolini se sont enrichis d'un appui de poids : l'ex-Premier ministre Manuel Valls. Celui-ci, en défendant une thèse ultraréactionnaire, celle selon laquelle expliquer le terrorisme, même sociologiquement, revenait à le justifier, s'est démasqué comme une des pointes de la réaction. Aujourd'hui encore, il est un des piliers de la réaction la plus virulente au sein de l'État français.

D'une manière générale, comme nous l'avions développé dans un article passé, le terrorisme est une arme de l'extrême droite.

Les forces révolutionnaires et progressistes ont fait usage de méthodes violentes et brutales. Bombes, exécutions, fusillades... Mais non en visant les masses et la population. L'usage tactique de l'attentat est une chose, comme opération militaire visant à cibler des points vulnérables ou symboliques de l'ennemi, à l'exemple de l'attaque du 24 avril faite par les naxalbaris, contre une école militaire. Le terrorisme en est une autre, l'usage de la terreur contre les masses, est l'arme exclusive des réactionnaires et des fascistes. Les fascistes de Daesh et de l'extrême droite sont, dans ce cadre, les deux faces d'une seule et même pièce.

Aujourd'hui, l'état d'urgence est fini. Mais vient l'État d'urgence.

Entrant en vigueur le 1^{er} novembre, la nouvelle loi antiterroriste vient transcrire la grande majorité des dispositions contenues dans l'état d'urgence dans le droit commun. De fait, l'état d'urgence n'est pas aboli, il est intégré comme nouvelle norme.

La loi antiterroriste est un véritable pain béni pour la bourgeoisie. Une nouvelle fois, la bourgeoisie trouve une capacité à utiliser les opportunités qui s'ouvrent à elle. Si l'impérialisme, le capitalisme, l'exploitation, la misère, les

discriminations forment le terreau du terrorisme, la bourgeoisie n'a pas dirigé ces attaques. Les complots dont se nourrit l'extrême droite n'ont pas lieu d'être. En revanche, elle tire profit.

En l'occurrence, le caractère durable des menaces provenant du terrorisme international permet de justifier tout un panel de mesures qui sont tout autant de « bénéfices secondaires. »

La politique d'Emmanuel Macron est une politique de kamikaze social, nous le maintenons. Elle entraînera misère, paupérisation, destruction du niveau de vie et de l'état de santé général des plus larges masses. Elle entraînera fatalement une réaction sociale, organisée ou confuse, cadrée ou explosive.

Que ce soit la *Ligue des droits de l'Homme* ou *Amnesty International*, un grand nombre d'acteurs et d'ONG ciblent le contenu de cette loi, pour ses caractéristiques foncièrement dangereuses.

Premièrement, ce qui est ciblé est le maintien de l'autorité préfectorale, administrative, comme couperet. Le préfet devient l'homme fort, la femme forte, de ce nouveau dispositif. Tout comme dans l'état d'urgence, c'est sa décision qui permet les assignations à résidence, tout comme les « visites domiciliaires », ces perquisitions qui ne disent plus leur nom.

Les contrôles aux frontières ou au sein de l'État pourront être plus fréquents et plus poussés « si la situation l'exige », un terme flou et non contraignant juridiquement. Toute personne refusant le contrôle ou pouvant avoir un profil suspect peut être refusée à l'entrée d'un événement, y compris public.

La propagation « d'idées et de théories menaçantes », sur des « documents écrits » ou des « propos tenus » dans les lieux — de culte dit la loi — peut permettre leur fermeture pendant 6 mois. Une nouvelle fois, il est délicat juridiquement de comprendre qu'est-ce qui peut être interprété comme tel. Si le Sénat avait rejeté ces termes, le gouvernement a fait pression pour les maintenir, insistant sur le fait qu'il n'est plus nécessaire de disposer de preuves matérielles pour agir.

Sans être directement intégrée à la loi, celle-ci pose un cadre juridique autorisant le fichage des voyageurs internationaux. Ce *passenger name record* pourra recenser toutes les informations relatives aux déplacements des individus. Le journal *Les Échos* note ainsi, le 30 octobre :

«Nom, dates de vol, itinéraire, type de bagage, adresse, et même le moyen de paiement des billets pourront être exploités. Un système équivalent devrait également être mis en place pour le transport maritime.»⁵⁹

Une manière de suivre à la trace.

De même, la police des frontières dispose désormais d'un rayon d'action étendu. Avant limité aux intérieurs des gares, ports, aéroports, il se dilate maintenant à 20 km tout autour de ces sites. Cela couvre donc près de 2/3 du territoire. La durée de rétention double également, passant de 6 à 12 heures.

Sachant que l'ex-maire de Lyon et ministre de l'Intérieur Gérard Collomb avait précisé que «les personnes dont la nationalité étrangère peut être déduite d'éléments objectifs extérieurs à la personne même de l'intéressé» seraient ciblées, il est clair que des dérives dangereuses se présentent d'ores et déjà.

La seule concession est au niveau de l'assignation à domicile, laquelle s'assouplit pour s'intégrer dans une vie de tous les jours et dans la vie professionnelle. Cependant, cette nouvelle signifie surtout la possibilité de banaliser cette mesure d'exception.

La bourgeoisie sait se saisir des opportunités pour accroître son arsenal répressif, en tablant sur le choc et sur le traumatisme pour faire passer ses intérêts en douce. Ainsi le fichage ADN des délinquants et criminels sexuels, mesure passée à la suite de nombreuses affaires et scandales, s'est étendu, en douce, à tous les placés en garde à vue, formant ainsi une titanesque base de données. Ce dossier sert notamment à la traque des militants et militantes.

Nul doute que la nouvelle loi pourra aisément s'appliquer pour écraser les mouvements populaires, les mouvements progressistes, les luttes sociales. Cet arsenal est suffisamment souple et non contraignant pour pouvoir se transformer en hachoir à classe populaire.

Paradoxalement, cette loi est un aveu de faiblesse pour le gouvernement français. Un aveu du fait que le *soft power* de la démocratie bourgeoise et du modèle capitaliste est déclin. La désillusion frappe une très large majorité de la population, ainsi que le ressentiment et la colère.

59. «Loi antiterroriste : ce qui va changer dès mercredi», *Les Échos*, 30 octobre 2017.

Mais également, cet *ultima ratio* qu'est l'état d'urgence n'est plus. En cas de nouvelles menaces, d'où qu'elles proviennent par ailleurs, que pourrait faire l'État ?

L'État de siège, forme suprême de la suppression des libertés démocratiques et des libertés publiques, est-il encore réalisable ?

Les analystes militaires, et le numéro 131 de *Défense & sécurité internationale* dédie un article sur le sujet, considèrent que le format de l'armée française ne lui permet pas d'être utilisée sur des opérations de longue durée, y compris sur le territoire français. Elle n'est plus conçue que sur un modèle « à l'anglaise », d'un corps ultramobile et surentraîné, là pour faire des expéditions militaires courtes et intenses. Réduite encore par les logiques d'économie et de gel des budgets — ce qui provoqua le départ du chef d'état-major des Armées — la détérioration de la capacité d'action illustre le fait suivant : l'État français est un colosse aux pieds d'argiles, usé. Mais l'usure rend agressif. La loi antiterroriste l'illustre. L'armée française et la police se tourneront-elles vers la contractualisation pour compenser ? Les questions restent en suspens.

L'Unité communiste de Lyon dénonce cette loi répressive comme une tentative d'étrangler les mobilisations et l'expression démocratique au sein de l'État français. Elle dénonce cette loi comme une menace pour le respect même des procédures judiciaires et des droits de la défense. Cette loi crée les bases d'une société du soupçon permanent et du traitement administratif de la répression. Elle est fondamentalement un retour aux lettres de cachet de l'Ancien Régime.

Nous n'avons guère d'illusion sur la valeur de la démocratie bourgeoise. Nous n'avons guère d'illusion sur le fait que la bourgeoisie ne s'encombre pas de sa propre légalité, lorsque celle-ci l'entrave.

Nous ne doutons pas que la bourgeoisie n'aura de cesse d'étrangler les mouvements progressistes et révolutionnaires, sous les prétextes de sécurité de l'État et de la Nation.

La seule sortie positive de la situation de menace liée au terrorisme international est la destruction du terreau qui le génère. L'impérialisme et la misère qu'il sème, l'exclusion sociale, la fragmentation et l'atomisation des individus, la discrimination en sont, nous le répétons, les facteurs d'origine.

Seule une révolution socialiste, au final, peut briser le terreau intérieur. Seule la destruction de l'impérialisme, l'extérieur. Ni lois liberticides ni prisons ne le peuvent !

LES FUNESTES PROJETS RÉPRESSIFS DE LA BOURGEOISIE

Publié le 17 avril 2018

Aujourd'hui, au Parlement européen, l'eurodéputé écologiste belge, Philippe Lamberts, s'est adressé au Président de la République française, Emmanuel Macron. Le contenu illustre la perception que peut avoir l'étranger de la politique intérieure de notre État.

L'Éducation nationale, les médias bourgeois — et même parfois certains égarés, les politiciens et politiciennes bourgeoises nourrissent l'illusion d'une « France mère des droits de l'Homme », d'une civilisation pétrie par l'humanisme et les Lumières, d'une grandeur et d'une mission civilisatrice. Celle-ci ne sert qu'à maintenir la paix sociale par l'idée que « les choses sont pires ailleurs », tout comme à justifier les charniers de la colonisation.

Mais, pour les observateurs qui bénéficient de recul sur cette situation, pour ceux qui peuvent bénéficier d'une certaine objectivité, le tableau est autre. Le discours de l'eurodéputé belge l'illustre. À ses yeux, Emmanuel Macron et son gouvernement sont l'antithèse de la devise de la République qu'ils représentent.

Sur la Liberté, le député est revenu sur les pratiques policières, sur la garde à vue systématique des opposants, sur les interdictions de manifester, les assignations à domicile, sur les perquisitions et la surveillance constante de la société et de ses éléments revendicatifs. Revenant sur les grenadages massifs de Notre-Dame-des-Landes, Philippe Lamberts a déclaré que les forces de l'ordre « écrasent dans la violence les projets de celles et ceux qui inventent depuis des années une autre manière de vivre ».

Sur l'Égalité, le programme politique et social du président est passé en revue. Se vantant « premier de cordée », Emmanuel Macron reçoit la réplique suivante : « Dans nos sociétés, cette corde n'existe plus : les riches s'enrichissent, les classes moyennes stagnent et se précarisent tandis que les plus fragiles sont abandonnés à leur sort. » Il s'agit pourtant d'un euphémisme bien doux. Les ventes d'armes aux dictatures qui s'en servent pour écraser leurs masses populaires ou pour faire la guerre au voisin n'ont pas été épargnées.

Sur la Fraternité, les propos du « philosophe Macron » sont revenus sur le devant de la scène: « Vous croisez des gens qui réussissent et d'autres qui ne sont rien. » Illustrant bien là de darwinisme social poussé à l'extrême du président. De même, le projet de loi Collomb avec « ses procédures expéditives, ses recours non suspensifs et ses détentions administratives » tout comme la Police qui lacère les tentes de ceux qui fuient la misère et la guerre.

Macron a répondu. Il a répondu sur la forme, sur son orgueil blessé, sur l'aspect discourtois de l'attaque. Mais non sur le fond. Qu'aurait-il eu à dire ?

Car la vérité, la voici. La bourgeoisie et le gouvernement à ses ordres préparent une vaste offensive de répression.

Sur le terrain, les forces de l'ordre frappent fort. Les mobilisations universitaires et Notre-Dame-des-Landes sont noyées sous les gaz lacrymogènes, chaque fois plus forts, chaque fois plus toxiques. Les coups de matraque pleuvent, tandis que le recours aux grenades de désencerclement, celles qui ont tué Rémi Fraisse, devient banal.

Les préfetures font pression pour que les présidents d'université autorisent les expulsions violentes par la Police — avec arrestations à la clé — tandis que les fermetures administratives sabotent la mobilisation étudiante. Ainsi, à Lyon II, la présidente de l'université, Nathalie Dompnier, réputée progressiste, a courbé l'échine sous les demandes de la préfecture, et a fait sonner la charge contre les étudiants et étudiantes qui occupaient le campus.

Lorsque cela ne suffit pas, les fascistes sont envoyés pour faire le sale travail, en toute impunité. L'État encourage la formation de milices antigrévistas, tandis que les médias tenus par la bourgeoisie hurlent à la prise d'otage.

Ce qui était possible et relativement anodin, en termes d'actions et de mobilisation, il y a dix ans à peine, devient un danger considérable qui peut mener à la prison ferme.

Mais le législateur réactionnaire veut plus, veut aller plus loin. Les servants se pressent autour de la bourgeoisie, chacun rivalisant d'inventivité pour mettre à genou le droit des travailleurs et des travailleuses.

Le 11 avril 2018, une coalition de députés *Les Républicains* a ainsi fait une proposition de loi, la proposition n° 871, visant à encadrer le droit de grève. 14 députés et députées ont ainsi élaboré un texte qui illustre avec une clarté d'eau de roche la perception qu'a la bourgeoisie du droit de grève.

Dès l'exposé des motifs, les auteurs tirent à boulets rouges :

« Le Préambule de la Constitution de 1946 prévoit que le “droit de grève s'exerce dans le cadre des lois qui le réglementent”. Malgré cette invitation du constituant, le législateur n'a encore pas véritablement tracé les limites de l'exercice du droit de grève en France.

Très concrètement, la France est le pays où le recours à la grève est le plus pratiqué. Pour exemple, entre 2005 et 2014, la France a perdu entre 6 et 8 fois plus de journées de travail que le Royaume-Uni ou l'Allemagne ! Pour la seule année 2016, la France a connu 801 grèves, dont 691 grèves locales et 113 grèves générales interprofessionnelles. »⁶⁰

Nous ne pouvons que nous en féliciter, même si cette information est particulièrement contestable.

« Les solutions aux conflits sociaux varient selon les systèmes juridiques. Dans les pays scandinaves et anglo-saxons, il existe des méthodes très élaborées permettant de mettre fin à la grève à travers le dialogue. En Norvège, une entité spécifique appelée “Commission technique des rémunérations” (TBU) présente les estimations de compétitivité permettant des négociations salariales. L'exercice du droit de grève est également encadré en Allemagne où le déclenchement de la grève suppose une phase préalable de négociation entre les partenaires sociaux et implique que 75 % des salariés adhérents à un syndicat aient voté favorablement. [C'est nous qui soulignons.]

Le droit de grève, comme tout droit, est susceptible d'abus. Cela peut notamment être le cas face à des grèves à objectif purement politique et des grèves portant une atteinte excessive à la continuité du service public. [C'est nous qui soulignons.] Aujourd'hui, en France, les sanctions de l'abus du

60. « Proposition de loi visant à encadrer le droit de grève », *Assemblée nationale*, 11 avril 2018.

droit de grève sont réglementées par des règles jurisprudentielles, qui au-delà d'être laissées à l'appréciation du juge, sont souvent morcelées et incohérentes. Cela pose un véritable problème d'intelligibilité du droit. [...]»⁶¹

Il ressort de cette entrée en matière deux aspects principaux qui caractérisent parfaitement le projet des réactionnaires : S'attaquer aux « grèves politiques » en premier aspect. En second aspect, instaurer un système de démagogie et d'individualisation du rapport à la lutte sociale, en soumettant chaque décision de lutte à un référendum.

Une grève politique qu'est-ce que c'est ?

« Le Comité européen des droits sociaux (CEDS) du Conseil de l'Europe a autorisé les gouvernements des États membres à prohiber les grèves “purement politiques” dans le respect de l'article 6 § 4 de la Charte sociale européenne (Conclusions I, 1969, Observation interprétative relative à l'article 6 § 4, p. 39). Selon le CEDS “une grève peut être organisée uniquement pour résoudre un différend collectif du travail”. L'article 6 § 4 de la Charte sociale européenne ne reconnaît pas le droit de mener des grèves portant sur des matières relevant de la politique gouvernementale.

Dans l'histoire moderne, les premières grandes limitations des grèves politiques en Europe sont intervenues au Royaume-Uni, sous l'impulsion de la Première ministre Margaret Thatcher, en 1982, pour éviter que les dirigeants syndicaux deviennent les arbitres de l'économie britannique. En Allemagne, toute “grève politique” contre les lois discutées au Parlement ou projetées par le gouvernement est illégale et peut être sanctionnée par une mesure de licenciement. Mais, cette prohibition existe aujourd'hui dans la plupart des pays européens...»⁶²

Cela signifie en somme qu'une grève politique est une grève qui s'attaque au travail du législateur, aux projets de loi — comme celui-ci. En somme, il indique que le travail de la chambre des députés, que le travail du gouvernement est intouchable, qu'il est oint de la légitimité des urnes.

61. *Ibidem.*

62. *Ibidem.*

Il pourrait y avoir une certaine logique, dans un monde merveilleux, à partir de ce principe-là. Si le gouvernement et l'Assemblée étaient réellement ceux des masses populaires, si les mandats politiques étaient définis, en place et lieu de blancs-seings et de chèques en blancs laissés aux agents de la bourgeoisie, il serait possible d'y voir une cohérence.

Mais l'Assemblée nationale, tout comme l'ensemble des institutions de l'État bourgeois, sont les arènes de la lutte contre les intérêts des masses, contre les droits et les gains sociaux des travailleurs et des travailleuses. Les programmes et les mandats ne sont que de la poudre aux yeux des votants et des votantes, que des jeux de lumière et des trompe-l'œil. Le mandat et le programme sont ceux de la bourgeoisie. Point final. Le reste est dans la nuance.

Écraser et interdire les grèves politiques, cela revient à briser tout droit de regard de la part des travailleurs et des travailleuses sur la manière dont ils et elles sont exploitées. Cela revient à limiter la lutte contre des aspects d'application de lois décidées en amont. Pour le reste ? Il faut voter dans une démocratie étriquée et étranglée par les règles définies par la bourgeoisie. Cela revient à limiter la grève à une opération tactique, à une critique des conditions de travail, mais de priver les syndicats d'une dimension d'outil stratégique, d'outil de combat contre un projet de société et contre une offensive généralisée des capitalistes.

Voilà comment ces apprentis fascistes veulent définir le droit de grève :

« Art. L. 2511—1. — L'exercice du droit de grève ne peut porter que sur les conditions de travail définies dans les protocoles d'accord, conventions d'entreprise ou de branche.

Toute participation à une grève politique est constitutive d'une faute lourde justifiant le licenciement.»⁶³

Une loi, la loi Travail, par exemple, serait une grève politique. Elle serait donc, pour l'ensemble des individus qui ont participé à la lutte, un motif de licenciement. Voilà la démocratie à laquelle nous voue le patronat. Mais cette démocratie, justement, est à double tranchant.

Voter à bulletin secret avec les patrons ?

63. *Ibidem.*

Le second aspect est tout aussi pervers et vicieux : il s'agit de jouer sur la démocratie, ou plutôt le démocratism, pour saboter les grèves. L'exemple des 75 % de votants dans un syndicat — en Allemagne — pour décider de la grève est en contradiction même avec la conception de la lutte syndicale, qui vise à protéger les syndiqués en tant qu'individus, pour éviter qu'ils ou elles ne subissent les foudres vengeresses des patrons ou des patronnes. En pratiquant ce type de fonctionnement, les individus peuvent être pressurés et pousser à refuser la grève.

Le démocratism est une facette intéressante des régimes bourgeois. D'un côté on demande aux individus de se prononcer, mais on insiste sur un point :

« Pour être légale, la grève doit être votée par un scrutin organisé à bulletin secret et sous réserve que 50 % au moins des salariés de l'entreprise s'y déclarent favorables. » (Art. 2) « Pour être légale, la grève doit être votée par un scrutin organisé à bulletin secret et sous réserve que 50 % au moins du personnel, mentionné à l'article L. 2512-1, s'y déclarent favorables. [C'est nous qui soulignons.] » (Art. 3)⁶⁴

Pourquoi avons-nous souligné le caractère secret du vote ? Car nous sommes de véritables démocrates, et que tout vote est l'engagement d'une responsabilité qui transcende, qui dépasse celle de l'individu pris isolément. Celui qui, par peur, par frayeur, vote contre la grève dans la solitude de l'isoloir, se déresponsabilise des conséquences funestes de son acte. Le vote public, le fait d'assumer publiquement une position dans l'Assemblée générale, est un acte de démocratie dans son essence la plus pure, la plus politique au sens strict du terme. Il est amusant de voir que « les salariés de l'entreprise » signifie qu'un PDG, un contremaître, un laquais de l'exploiteur, peuvent voter. C'est une rupture complète avec le fonctionnement normal d'une lutte, il s'agit d'une aberration complète.

Ce projet de loi est une attaque complète envers le droit de grève, sous des prétextes de modernisation. Il s'agit, *in fine*, d'étrangler les luttes, d'étrangler ceux et celles qui luttent, de fragmenter en rapports individuels les rapports collectifs de combat.

Cette loi peut-elle passer ? L'avenir le dira. Mais dans l'état actuel des choses, la bourgeoisie à plus d'un tour dans son sac à répression. Dernier cas en date, une Question prioritaire de constitutionnalité (QPC) a été posée au Conseil

64. *Ibidem*.

constitutionnel. Désormais, il est interdit de refuser de donner la « convention secrète de déchiffrement d'un moyen de cryptologie », comprenez, en langage courant, le code PIN de votre téléphone portable. En 2016, dans la plus grande discrétion, l'article 434-15-2 du Code pénal est mis en place. Il punit désormais « de trois ans d'emprisonnement et de 270 000 € d'amende » le fait de refuser de transmettre les codes des outils numériques, dans la mesure où ils sont « susceptibles d'avoir été utilisé pour préparer, faciliter ou commettre un crime ou un délit. » Or, cette disposition était perçue comme contradictoire avec le droit de garder le silence ou le refus de s'auto-incriminer.

Depuis le 30 mars, le Conseil constitutionnel a statué sur la question. L'article 434-15-2 du Code pénal entre en application. La police n'a plus besoin de forcer les serrures électroniques et les logiciels de cryptage, l'accusé est désormais sommé de fournir les clés pour le déverrouiller. En Russie, le gouvernement a réclamé à la société qui détient l'application de messagerie Telegram les clés permettant de déchiffrer les messages. Là aussi, la vie privée est au cœur des enjeux.

Les « libertés » permises par le capitalisme dans ses moments d'embellie, ou arrachées dans la lutte et la douleur, ne sont que des illusions. Ces libertés ne sont pas des montagnes immenses, des rocs, elles sont des enjeux.

Le capitalisme, la bourgeoisie, sentant l'aiguillon de la crise économique, resserrent leur étau. La répression se fait plus féroce, car elle est le miroir de la situation sociale. Plus la misère est forte, plus la colère est forte. Plus la colère est forte, plus la répression est puissante. Puissante, car la bourgeoisie ne partage pas, ni le pouvoir, ni les richesses.

Face à la répression, face aux tentatives de division, face aux tentatives d'écrasement, nous ne devons former qu'une seule ligne, qu'un seul front. Chaque coin enfoncé dans nos flancs, chaque attaque réussie par la bourgeoisie est un coup porté à l'ensemble et l'intégralité du mouvement populaire, du mouvement ouvrier, du mouvement révolutionnaire.

Halte à la répression !

OSONS POSER LA QUESTION DE LA POLITIQUE DANS LA GRÈVE !

Publié le 20 avril 2018

L'offensive du patronat bat son plein. La bourgeoisie monopoliste, profitant du champ libre, frappe de toutes ses forces de larges parties de la population, des pans entiers de la société. Santé, chômage, retraites, éducation, SCNF, code du travail... En quelques mois, les exploiters et les exploiteuses tentent de reprendre l'équivalent de dizaines d'années de luttes.

Pourtant, les masses ne se laissent pas faire. Les syndicats — bien que la CFDT, dont le sens proverbial de la trahison s'illustre de nouveau — appellent à résister, à combattre. Les grèves sont suivies, les manifestations sont denses, les facultés sont bloquées.

Cependant, pour le moment, les liens entre les mobilisations demeurent ténus. Les luttes sont parallèles, se regardent mutuellement, se soutiennent mutuellement, mais demeurent des luttes. Elles comptent sur leurs forces séparées, sur leurs capacités de résistance, sur leurs capacités à durer dans le temps. Elles sont des fronts. Souvent, hélas, ces fronts sont battus les uns après les autres, dans le détail. Ils tombent les uns après les autres.

L'idée de répondre à ce problème de division ne date absolument pas d'hier. Elle est une thématique récurrente, constante, au travers des forces qui luttent. Il faut dire qu'elle est logique et répond à un besoin reconnu par tous. C'est de ce constat que sort l'idée de convergence des luttes, notamment popularisée par l'organisation trotskiste NPA et par les interventions de son leader, Olivier Besancenot.

Qu'est-ce que la convergence des luttes ?

L'idée de la convergence des luttes est définie par Wikipédia de la manière suivante :

«La convergence des luttes est une démarche syndicale en usage dans le syndicalisme de lutte, mais aussi parfois dans le monde associatif militant, qui tend à faire converger dans un mouvement social commun des luttes différentes mais proches.»⁶⁵

La convergence des luttes est donc une manière de tenter de faire marcher ensemble différents secteurs, de les coordonner, de les synchroniser. C'est une étape importante dans le fait de constituer un front unique contre la politique gouvernementale, mais il s'agit fondamentalement d'une étape insuffisante.

Nous défendons l'idée qu'un comité national de grève puisse émerger et représenter une instance de débat et de coordination des différents secteurs en lutte, que cela permette de concrétiser cette jonction. Mais, surtout, nous défendons le fait qu'il ne suffit pas d'adjoindre les revendications les unes aux autres, comme dans un empilement accidentel. Une unification des luttes, ce n'est pas une addition, c'est une synthèse.

La lutte heurte un plafond de verre. Celui du traitement économiste et sectoriel de questions qui dépassent ce cadre. Restant dans l'idée de revendications — légitime au demeurant — concernant les conditions de travail, celles-ci forment une riposte au coup par coup, une contre-offensive limitée.

Les syndicats ont leurs limites. Ils sont des outils de défense des droits des travailleurs, et dans ce rôle, sont irremplaçables. Mais la question qui se pose, à l'heure actuelle, n'est plus celle de l'adjonction de revendications nouvelles, mais bien celle de leur synthèse.

Leur synthèse est politique, elle ne peut être que politique.

C'est là la tâche des communistes, d'apporter cette synthèse politique, laquelle est le fruit d'un travail demandant une réflexion théorique et idéologique préalable.

Les réformistes le font d'une manière mensongère, en orientant les voix des ouvriers vers leurs organisations, en surfant sur la colère des masses pour gagner en postes et en sièges.

65. «Convergence des luttes», *Wikipédia*.

Quant aux trotskistes, un simple coup d'œil sur leur programme politique permet de déterminer la fausseté de leur pratique. Ces programmes « politiques » sont des programmes de syndicats : hausse des salaires, baisse du temps de travail... Au lieu de faire progresser la conscience politique des masses, ces organisations la maintiennent en arrière, la rabaisent au niveau le plus plate-ment économiste de la lutte.

Dans la bouche des syndicats, parler de hausses de salaires, de réduction de temps de travail, de nationalisations, tout cela est logique et cohérent. Dans celles des organisations politiques, elles sont des reculs et des diversions.

Les organisations politiques posent la question en termes politiques, ou se muent en échecs. Lénine écrivait que « hors du pouvoir, tout est illusion. » Or, c'est bel et bien le rôle des organisations politiques d'expliquer, de défendre, l'idée que seule la question du pouvoir est à même de résoudre les problèmes de la société. De défendre que le front uni, le front unique des travailleurs, ne peut que se créer derrière une conception politique — même minimale — commune.

La bourgeoisie n'a qu'à attendre. Elle est patiente. Elle peut tenir le choc des grèves et des mouvements, comme l'a fait Thatcher. Tant que le mode opératoire et les mots d'ordre demeurent économicistes, rien de mal ne peut se passer. Le pire scénario serait d'avoir une opposition politique sociale-démocrate. Elle serait un marche-pied, un paillason, tout comme l'ont été Mitterrand et Hollande.

Une grève générale pourrait faire reculer certaines attaques. Mais l'unité de volonté de la bourgeoisie semble être de fer. La bourgeoisie veut remporter cette bataille centrale, celle du contrat de travail, celle de pouvoir faire travailler les exploités avec un revolver sur la tempe. Même la plus grande des grèves générales demeure défensive. L'offensive est politique. L'offensive se fait derrière l'idée que c'est la conquête des outils du pouvoir qui permet la victoire.

C'est pour cela que la bourgeoisie exècre la politisation des luttes. Elle exècre le fait que les masses puissent mettre en doute la légitimité de son pouvoir et de son ordre. La politisation de la lutte et le renforcement des organisations politiques révolutionnaires, des organisations de masse, des fronts, l'avancée de la conscience politique, sont tout autant de menaces pour elle.

C'est pour cette raison, justement, que les questions politiques doivent être développées.

Le mouvement du 5 mai, maladroitement, derrière une ambition opportuniste et électoraliste, pose néanmoins la question de la politique. *La France insoumise*, en effet, veut sortir de la lutte économiciste, mais bel et bien pour fédérer celles et ceux qui sont en colère dans les rangs de leur organisation, pour que ceux-ci et celles-ci votent Mélenchon et l'acclament comme le tribun de la plèbe qu'il rêve d'être.

La question politique est pourtant légitime, tout comme l'est la question du pouvoir. Le gouvernement est un gouvernement au service de la bourgeoisie. L'État est l'instrument de cette même bourgeoisie. L'Assemblée nationale est une chambre d'enregistrement des désirs de cette classe sociale. Les élections n'existent que pour la légitimer.

La question politique se pose donc, sous une forme qui est hors des cadres établis, qui est hors des salons, des institutions. Elle est dans le fait de réclamer, pour les masses, une légitimité. Une légitimité politique, basée non pas sur la démocratie bourgeoise, sur les élections organisées par celle-ci, mais sur la démocratie populaire, sur les assemblées de lutte, sur les assemblées générales organisées par les masses populaires. Elle est le fait de réclamer, comme le disait Mao, une fraction du pouvoir réel.

L'Unité communiste de Lyon défend depuis fin 2016 la notion d'opposition extraparlamentaire. Une opposition hors des lieux et des cadres de la bourgeoisie. Une opposition dont le but n'est pas de concurrencer sur son propre terrain les organisations de cette classe, mais bel et bien de se réclamer comme un noyau légitime.

Car, la vérité, la voilà : les masses populaires produisent l'intégralité des richesses de la Terre. Les travailleurs, les travailleuses, sont celles et ceux qui sont les forces créatrices du monde. La bourgeoisie les en spolie et les spolie également du pouvoir. Or, ceux et celles qui produisent doivent être ceux et celles qui dirigent !

Cette question est cruciale, au final, car elle est ce qui sépare deux conceptions de la lutte. Une vue comme restreinte au cadre bourgeois et parlementaire, comme une prière adressée au gouvernement, aux députés, pour qu'ils et qu'elles abandonnent leurs attaques. L'autre vue comme le fait que la légitimité du pouvoir bourgeois est remise en question, et que l'édification d'un pouvoir populaire est le point central des luttes.

Même si une défaite apparaît, elle ne sera pas une réelle défaite si les organisations révolutionnaires ressortent grandies, renforcées, légitimées par leur action dans les luttes. Si le drapeau rouge de la révolution est plus présent, plus fort, si les idées révolutionnaires font leur chemin, alors c'est la bourgeoisie qui aura subi une défaite stratégique.

Politisons les luttes ! Dénonçons le pouvoir de la bourgeoisie ! Défendons l'opposition extraparlamentaire !

ALLER CHERCHER MACRON ? COMMENT ?

Publié le 29 juillet 2018

Les révélations faites autour de l'affaire Benalla ont plus d'un mérite. Elles ont ouvert une fenêtre plus que palpitante sur les contradictions du pouvoir en place, mais également sur les forces politiques qui officient en France, sur leurs conceptions et sur leurs limites ou leur opportunisme, en fonction des cas.

Plus l'enquête avance, plus un système complet de clientélisme, de passe-droits, de relations troubles fait surface. Sans être inattendu, car le régime bourgeois provoque et cherche la corruption, la révélation de ce réseau est néanmoins passionnante. Alexandre Benalla est un véritable symbole de ce fonctionnement dans lesquels les règlements et les lois sont transgressés, où la police couvre les traces des méfaits commis, et où le mensonge est érigé en art.

Lorsque les frasques sont sues, elles sont tues. Lorsque des sanctions sont prises, elles sont symboliques. En revanche, les avantages et tricheries internes sont encouragées et récompensent la férocité.

Les auditions des différents acteurs de cette affaire, dont l'ex-PS Gérard Collomb, ont pu faire la lumière sur l'hypocrisie de la direction de l'État bourgeois, laquelle n'a aucun état d'âme à mentir sans vergogne pour se sortir de ce mauvais pas. Les responsables font bloc le temps que la tempête passe, sachant que les risques d'être mis en cause concrètement et exposés à de véritables condamnations sont quasiment nuls.

Pour parachever cela, le président de la République, Emmanuel Macron, s'est même octroyé le fait de se permettre une provocation, en s'exclamant « je suis le responsable, venez me chercher ! ». Tout en sachant pertinemment que son immunité le protège juridiquement. Une légitime colère s'est emparée de ceux et celles qui ont vu dans ces propos la marque du mépris le plus total de la part du chef de l'État. La très grande majorité de la population du pays ne peut qu'être choquée par cette attitude.

Nombre d'organisations ont alors tenté de capitaliser sur cette colère pour faire leur beurre, et engranger un appui populaire. *Les Républicains* tout comme le *Rassemblement national* (RN) ont tenté de surfer sur ces questions pour jouer sur la corruption de l'exécutif et pour avancer leurs pions. À ce jeu-là, les plus réactionnaires n'ont pas hésité à jouer sur l'origine du principal mis en cause

pour déverser également leur haine raciste ou leurs thèses complotistes, faisant de Benalla un agent de la Franc-maçonnerie, un terroriste en puissance ou un agent d'Israël.

À gauche, « Allons chercher Macron » a été érigé en cri de ralliement. Seulement, derrière le cri, la question de la transcription pratique s'est posée. Or celle-ci n'est pas si anodine, elle est même particulièrement importante. Elle est particulièrement importante car elle pose la question du rapport à l'État et au pouvoir.

LFI comme le PCF ont joué la carte de la motion de censure, pour tenter de provoquer la chute du gouvernement. Le RN et *Les Républicains* ont également opté pour cette voie. Pourtant elle est purement symbolique, car elle n'a absolument aucune chance d'aboutir. Ceux et celles qui la suivent ne peuvent l'ignorer. Elle est un moyen de faire un coup d'éclat pour se placer comme opposition principale, pour gagner un avantage moral — temporaire — et espérer capitaliser dessus pour les prochaines échéances électorales. Aller chercher Macron se limite, pour ceux-ci, dans toute leur variété, à une forme nouvelle de « votez pour nous ». Hors de l'assemblée, les organisations trotskistes ou réformistes radicales ont été, elles aussi, plus que gênées par cette situation. Habitues à se cantonner dans le registre de la défense économiste, cette situation où il fallait répondre politiquement les ont désarçonnées.

Tout comme dans les slogans tels que « de l'argent, il y en a, dans les caisses du patronat », « aux riches de payer la crise... », etc., se pose la question du « comment ? », « comment aller le chercher, comment leur faire payer ? » et où la réponse, en général, est évasive. Dans les faits, il existe une pudeur invraisemblable à quitter le registre économiste et à poser la question en termes politiques, en termes de pouvoir.

Le NPA, par exemple, se limite à présenter une crise politique comme une opportunité économiste :

« Nul doute que cet affaiblissement peut devenir un point d'appui pour les nombreux combats à mener à la rentrée. Face aux violences du gouvernement, qu'elles soient sociales ou physiques, il est grand temps de désarmer Macron ! »⁶⁶

66. C. Jouve, « La crise politique est là », *Lez Anticapitaliste*, 24 juillet 2018.

L'ironie de la chose voulant que l'exigence du désarmement paraisse difficile à mettre en œuvre dans un système où la bourgeoisie bénéficie d'une « toute-puissance favorisée et rendue possible par les institutions de la V^e République. »

Dans un autre article, sur le site *Révolution permanente* l'auteur indique :

« Si l'affaire Benalla a montré toute la violence du régime présidentiel, il manque aujourd'hui une alternative à cette République des privilèges et des privilégiés, qui, en même temps de rogner sur les droits des travailleurs en leur demandant "l'exemplarité", ne respecte même pas les lois qu'elle feint de défendre. »⁶⁷

Nous ne pouvons qu'être en accord avec cette déclaration. Mais, cependant, l'alternative, qu'est-elle ?

« Cette mobilisation extraparlamentaire, avec les méthodes qui sont les nôtres, la grève et les manifestations, est la seule à même de pouvoir remettre en question cette République de magouilles, de copinages et de vrais privilégiés. »⁶⁸

La grève économique est, pour *Révolution permanente*, la solution. Le même article regrette que la CGT et le mouvement ouvrier ne se soient pas plus impliqués, limitant le débat à des questions économiques et économistes.

Invocation, encore, lorsque le même déclare :

« [S]i les travailleurs s'invitaient dans les débats qui traversent le pays actuellement, pour apporter leurs propres solutions, cela pourrait être un coup important contre l'ensemble de la Cinquième République et ses institutions pourries, et changer enfin la donne, non pas pour remplacer la cinquième par une sixième République, où il y aurait toujours un gouvernement des patrons malgré les changements de façade qui pourraient être proposés, mais pour que cela soit véritablement les travailleurs et l'ensemble des opprimés qui prennent leurs affaires en main une bonne fois pour toutes. »⁶⁹

67. A. Fontane, « Benalla : après le coup de poker de Macron, le mouvement ouvrier doit abattre ses cartes », *Révolution permanente*, 26 juillet 2018.

68. *Ibidem*.

69. *Ibidem*.

Il suffirait donc que les travailleurs s'invitent dans le débat pour que cela puisse changer. Il s'agit là d'une des faillites de la conception trotskiste, laquelle ne comprend finalement pas le sens de l'organisation politique et de la révolution. « Il s'agira par la suite de chercher à construire une véritable mobilisation d'ampleur qui soit en capacité d'exiger et imposer à ceux qui nous ont trop longtemps gouvernés la fin d'un régime de privilèges et de privilégiés. » Le comment se pose encore comme question.

Lutte ouvrière, elle aussi reste dans une expectative d'un sursaut spontané du mouvement économique, qui, par l'œuvre du Saint-Esprit, par une alchimie secrète, se muerait en mouvement révolutionnaire.

Dans les faits, « aller chercher Macron » revient à affronter la bourgeoisie dans toute sa force, dans le but de la chasser du pouvoir. Or l'expérience et l'Histoire démontrent que ce n'est qu'autour de l'organisation politique, autour d'un Parti révolutionnaire que la bourgeoisie peut être chassée du pouvoir. Certes ce parti n'existe pas encore, mais il n'existera jamais sans compréhension politique du rôle de l'État et de la nature du changement politique à faire. Il n'aura jamais une influence politique sur les masses populaires et plus particulièrement les ouvriers et les ouvrières s'il n'ose pas franchir le Rubicon de la politique et affirmer que son rôle est d'apporter la négation du pouvoir de la bourgeoisie.

Certes, il existe un chemin immense à parcourir, mais ce chemin immense ne peut être arpenté par des voies contournant l'obstacle politique, et se limitant à des revendications économiques ou à des transferts de propriété juridiques (nationalisations) et qui, *in fine*, nient la question de la révolution, la question de la réaction de la bourgeoisie et celle du pouvoir populaire, sous la forme de la dictature du prolétariat, seule forme de pouvoir permettant de transformer la société et de repousser les assauts des réactionnaires et des restaurateurs. *L'Unité communiste de Lyon* considère que les mouvements politiques révolutionnaires ont leur mot à dire et leur carte à jouer dans la situation politique actuelle. Le dégoût des institutions qui se renforce doit trouver son écho dans les mots d'ordre des communistes, lesquels ont la tâche de politiser les masses populaires, de politiser les luttes des exploités, de politiser la colère qui gronde. De politiser, d'organiser et d'agir contre l'État bourgeois, contre le pouvoir bourgeois, pour la révolution prolétarienne. Nous défendons l'extraparlémentarisme comme une étape, comme un moyen pour les masses de s'exprimer politiquement. Aussi imparfaites qu'étaient les expériences des Indignés ou de Nuit debout, elles ont joué un rôle d'étape dans le fait d'avoir une volonté de créer des instances de débat et de décision en dehors des cadres institutionnels. Elles ont été des

expériences limitées dans le temps comme dans la profondeur, mais posaient des questions néanmoins plus profondes que les réformistes et les électoralistes. Elles posaient, en dernière instance, la question du pouvoir.

Au lieu de désarmer Macron, les positions de la gauche réformiste et radicale réformiste entraînent les masses populaires sur la voie de la conciliation de classe, en attendant que « les gens se réveillent » et contribuent à maintenir l'illusion qu'un simple « 20 h sur TFi » est suffisant pour transformer concrètement et complètement la société capitaliste et à instaurer le communisme. Aller chercher Macron, c'est se doter des moyens de chasser la classe qu'il incarne du pouvoir, mais aussi se poser la question de la nature du pouvoir qui doit émerger.

WAGENKNECHT/KUZMANOVIC : LA MUTATION RÉACTIONNAIRE

Publié le 11 septembre 2018

Assistons-nous à la mutation de la « gauche » ?

Dans notre brochure intitulée *Italie, populisme et faillite de sa forme « de gauche »* (2018) nous nous étions intéressés un moment à la question des flux migratoires et des politiques mises en place par rapport à eux. Surtout, nous évoquions les événements qui avaient eu cours lors du congrès de *Die Linke*.

« Outre Rhin, justement, un exemple de fracture populiste se forme. *Die Linke*, qui est une clique fourre-tout, s'est montrée incapable de réactions vis-à-vis des dernières élections allemandes. Surtout, elle est à la croisée des chemins. Son aile droite, dirigée par des ex-membres du SPD, semble vouloir scissionner sur la question de l'immigration. Oskar Lafontaine et Sarah Wagenknecht se sont ainsi illustrés par leur tentative de renverser la ligne favorable à l'accueil des réfugiés au profit d'une ligne visant à copier les positions de l'extrême droite. Leur idée est d'aller sur le terrain d'*Alternativ für Deutschland*, et se montrer plus inflexibles qu'eux — si c'est possible — sur la question de l'immigration, en reprenant des thématiques sur le coût de l'accueil et sur l'impact sur le niveau de vie des travailleurs allemands. Mis en minorité lors du congrès, les deux brillants orateurs — reconnaissons-le — semblent vouloir opérer une scission pour créer leur propre organisation populiste. Ce faisant, ils légitiment les prises de position politiques de l'AFD et renforcent son influence.

Voilà où mène le fait de caresser les idées réactionnaires dans le sens du poil et de ne jamais vouloir aller contre les idées influentes au sein des masses, même si celles-ci sont réactionnaires voire pogromistes. »⁷⁰

Nous évoquions également le risque de contamination qui pouvait exister de la part de cette position vers l'équivalent français de *Die Linke*, *La France insoumise*. Nous écrivions alors :

70. Unité communiste, *Italie, populisme et faillite de sa forme « de gauche »*, 2018. En annexe.

« [N]ous ne sauterons pas à pieds joints dans l'appellation "populiste" que certains accolent à Jean-Luc Mélenchon, mais il n'est pas possible de taire le fait que certains membres de son organisation ont un discours plus que marqué par cette tendance. L'exemple même étant le barbouze Djordje Kuzmanovic, dont les déclarations réactionnaires récurrentes illustrent bel et bien le fait que cette ligne existe au sein de LFI. »⁷¹

Depuis le temps s'est écoulé et ces faits malheureux se sont produits. Pour draguer un électorat nouveau, marqué par l'influence de l'extrême droite, certains sont prêts à tout. Sarah Wagenknecht a lancé son mouvement *Aufstehen!* (« Debout ! »). Malgré le fait qu'elle ait été attaquée par plusieurs médias et organisations politiques quant à ses positions sur l'immigration, elle se défend de toute conception réactionnaire. Elle clame donc qu'elle n'a fait que mettre fin à une hypocrisie quant aux migrants. Elle est rejointe et applaudie par le triste sire qu'est Djordje Kuzmanovic, lequel déclarait à l'*Obs*, le 8 septembre qu'il fallait s'aligner sur les positions défendues par *Aufstehen!* en Allemagne, et que fermer les frontières serait un acte salutaire à la fois pour les travailleurs du pays comme pour les pays de départ.

Le discours sonne, au premier abord, presque juste et convainquant. Presque. Il attaque le sous-développement causé par les inégalités économiques internationales comme première cause de départ, cible le fait qu'il faut s'attaquer aux causes plus qu'aux conséquences, etc. Pour un peu, le barbouze passerait pour anti-impérialiste en citant Sankara et pour un humaniste conséquent.

Quelque chose cloche derrière cette rhétorique bien huilée, trop bien huilée même. Quelque chose de gênant, de dérangent devant ce discours qui sonne trop juste pour être honnête. Quelque chose de nauséabond, quelque chose de putréfié. Ce quelque chose, c'est le temps. Le temps au sens de l'étape.

La question de la temporalité ne doit pas être sous-estimée. Les positions ne sont pas des absolus, mais bien toujours relative à un contexte précis, à un contexte sociohistorique précis, à une situation donnée.

Ce que disent Wagenknecht et Kuzmanovic, en somme, c'est qu'il faut être contre l'accueil des migrants car la solution n'est pas là. Et c'est un fait, oui, elle n'est pas là. Ils disent donc : il faut que notre position change car nous sommes pour une solution différente. Mettons fin aux flots de réfugiés et de

71. *Ibidem.*

va-nu-pieds car nous développerons les pays en voie de développement et les émergents. Donc, puisque nous ferons cela, nous pouvons l'intégrer dans notre rhétorique, dans notre programme.

Dans un futur idéal, hypothétique, fantasmé, peut-être que le « socialisme douanier », que le « nouveau paradigme » ce « protectionnisme solidaire » (« C'est pourquoi nous proposons un tout autre paradigme : le protectionnisme solidaire », si tant est que cela ait un sens autre que le slogan) pourrait peut-être s'incarner. Si l'impérialisme français était brisé, battu, écrasé, s'il n'était pas la raison première de la misère dans les régions d'Afrique d'où partent les migrants, peut-être. Si ce n'était pas les impérialismes conjoints qui semaient la misère dans les zones de départ, peut-être, oui, verrait-on ces fantasmes quitter le rayonnement des délires fiévreux pour arriver dans celui des possibles. LFI — ni aucune force réformiste — n'a pas les moyens de pouvoir moraliser les patrons, de pouvoir agir de manière concrète sur l'économie ou sur l'impérialisme. Dire, à l'extrême limite, que « lorsque nous serons au pouvoir et que nous aurons fait tout cela, il sera temps de changer d'approche sur la question des migrations » serait une chose.

Mais pour le moment, non. Pour le moment, nier l'état actuel des choses pour superposer une réalité imaginaire, cela revient à mentir ou pratiquer des tours de passe-passe devant les masses populaires. Et nous redoutons que le passe-passe ne soit particulièrement amer. Car il avalise le fait qu'il est légitime de rejeter de chez soi les flux que nous causons nous même. La solution des flux forcés de personnes qui partent de l'enfer, de la misère, de la famine, de la guerre, c'est au préalable l'anéantissement des puissances qui en sont responsables, qui instillent la misère, la famine, la guerre. Ce préalable est incontournable.

Ce n'est pas, comme le dit le barbouze Kuzmanovic, se méprendre sur l'esprit des Lumières. C'est un choix qui consiste à mettre au-dessus de cette pseudo-transcendance nationale la solidarité internationale, de mettre au-dessus le slogan oublié de « prolétaires de tous les pays, unissez-vous ». Dans les faits, Kuzmanovic, mis au pied du mur, assène :

« On ne peut pas laisser mourir les gens en Méditerranée, mais si une personne n'est pas éligible au droit d'asile, il faut la renvoyer dans son pays. Et rapidement. »⁷²

72. R. Noyon, « France insoumise et immigration : "Le discours de Sahra Wagenknecht est de salubrité publique" », *Le Nouvel Obs*, 8 septembre 2018.

Quelle différence entre cette position et celle de Macron ?

Désormais, plus on creuse, plus la terre sent le cadavre enterré à la va-vite.

« Sur la question migratoire, en particulier, la bonne conscience de gauche empêche de réfléchir concrètement à la façon de ralentir, voire d'assécher les flux migratoires, qui risquent de s'accroître encore du fait des catastrophes climatiques. Plutôt que de répéter, naïvement, qu'il faut "accueillir tout le monde", il s'agit d'aller à l'encontre des politiques ultralibérales — ce que la social-démocratie a renoncé à faire. »⁷³

Le faux-nez tombe. Kuzmanovic, en bon adepte d'un capitalisme protectionniste, cible l'ultralibéralisme, père de tous les maux. Or, si nous sommes conséquents, nous savons que n'est pas le libéralisme qu'il faut combattre, surtout pour lui substituer une tactique différente de la bourgeoisie, mais le capitalisme et l'impérialisme comme système d'exploitation qui écrase les peuples et les précipitent dans la misère. À l'époque du protectionnisme, les flux de migrants économiques étaient encore plus intenses qu'aujourd'hui. De plus, même d'un point de vue capitaliste, l'immigration n'est pas un frein au développement économique. La Suède, pays d'accueil important, a ainsi connu un rebond énorme dans sa croissance, passant d'une récession terrible en 2009-2010 (-5 %!) à une croissance de l'ordre de 3,2 % aujourd'hui. Les économistes imputent cela au fait que l'économie a été stimulée par les entrées de migrants et par leurs besoins en termes de logement, de biens de consommation et de services. Mais Wagenknecht et notre triste sire ne voient dans les migrants que des bouches à nourrir, que des assistés ou des concurrents, et omettent d'écrire que ce qui bloque le développement économique, ce qui entrave les forces productives, c'est le parasitisme de la part de la bourgeoisie et l'accaparement des ressources et des richesses par cette classe.

Par ailleurs, ce qu'on oublie de mentionner l'apprenti sorcier du fascisme qu'est Kuzmanovic, c'est la goutte d'eau que représentent les migrations à l'heure actuelle. Les flux migratoires sont minuscules par rapport à ceux des années 10-30 ou 50. Surtout, même en supposant que ces flux aillent directement grossir les rangs des chômeurs, ils ne sont qu'une martingale par rapport à l'immense masse de chômeurs qui forment déjà cette armée de réserve.

73. *Ibidem.*

« C'est une analyse purement marxiste : le capital se constitue une armée de réserve. Lorsqu'il est possible de mal payer des travailleurs sans papiers, il y a une pression à la baisse sur les salaires. Cette analyse serait d'extrême droite ? Vous plaisantez. »⁷⁴

Il s'agit, par ailleurs, mot pour mot, de la ligne défendue par le Bastion social, lequel instrumentalise sans vergogne cette question. Pour Kuzmanovic, la solution est de rejeter les travailleurs entrés illégalement sur le territoire français, non les légaliser, les syndiquer, les organiser politiquement, qu'ils sortent de l'ombre et puissent combattre l'exploitation aux côtés de leurs camarades de nationalité française.

Au final, ce qui ressort de ce positionnement, c'est que le Rubicon a été franchi pour ce qui est du positionnement dans l'échiquier politique pour cet individu, et, peut-être, pour son organisation tout entière si elle ne réagit pas.

Il ne fait pas de doute que certains sont ravis de cette mutation, surtout à la droite de la droite, mais également au sein de LFI, où la décomplexion pourra régner. Cependant, nous nous refusons à croire que cette position puisse être hégémonique sans discussion et devenir une thèse de LFI. Nous appelons les adhérents de ce mouvement à rejeter la ligne de Kuzmanovic, à obtenir son départ, ce qui sera un test pour la démocratie interne, par ailleurs, et à condamner tant la position de Wagenknecht que celle vers laquelle semble s'orienter un Mélenchon qui s'est déjà fendu de réflexions douteuses sur l'immigration. À moins qu'il ne les ait déjà oubliés, au vu des pertes de mémoire subites dont il semble souffrir sous la pression...

Défendons le droit d'asile ! Défendons l'accueil de ceux qui fuient les guerres dont tirent profit Total, Dassault, Thalès, Areva ! Défendons l'accès aux papiers pour tous ceux qui en sont privés ! Quels que soient les papiers, quelles que soient les origines, nous ne formons qu'une seule ligne de front contre l'exploitation, contre l'oppression !

74. *Ibidem.*

LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT EST LA LIGNE DE DÉMARCATIION PRINCIPALE.

« La dictature du prolétariat démarque les communistes du réformisme, du révolutionnarisme romantique, de l'opportunisme. Elle est ce qui démarque des partis qui ne comprennent pas la nature de classe de l'État, son caractère profond de force d'oppression d'une classe contre une autre. Elle est ce qui démarque, fondamentalement de celles et ceux qui sont inconséquents, qui rêvent d'un Grand soir sans en assumer les implications. Elle est ce qui forme une démarcation entre le messianisme, l'utopisme, l'idéalisme et la volonté d'avancer de manière cohérente, construite, organisée, structurée et efficace. Elle est la distinction entre le vœu pieux et la victoire.

La question de la dictature du prolétariat porte chacun de ces aspects en son sein. Comme dans la création d'un dictionnaire, nous considérons qu'elle est une réponse nécessaire et suffisante, simple et accessible à tous et à toutes, à la question de quelle est notre ligne de démarcation. »
